



competition policy NEWSLETTER

1999
number 2
June

Published three times a year by the Competition Directorate-General of the European Commission

Contents

Articles

- 1 Deux mandats comme Commissaire à la Concurrence : un bilan, par *Karel VAN MIERT*
- 16 Au revoir à Karel Van Miert, Un Commissaire européen aux convictions fortes, par *Alexander SCHAUB*

Opinion and comments

- 19 Comment on the Judgment of the Court of First Instance of 25 March 1999 in the merger case IV/M.619 - Gencor/Lonrho, by *Peder CHRISTENSEN* and *Philip OWEN*

Anti-trust Rules

- 24 Professions libérales : aspects essentiels de l'action de la Commission en matière d'application de concurrence, par *Maria-José BICHO*

Mergers

- 27 Recent developments and important decisions, by *Geraldine EMBERGER* and *Tiina PITKÄNEN*

Liberalisation & State intervention

- 34 Desserte gazière en France : la Commission obtient la modification des règles en matière d'établissement de nouveaux distributeurs, par *Christian LEVASSEUR*

State Aid

- 37 Commission proposes change to Transparency Directive, by *Karl SOUKUP*
- 38 Study on the application of EC state aid law by the courts of Member States, by *Adinda SINNAEVE*
- 41 Principaux développements du 1er janvier au 31 mars 1999

Information Section

- 50 DG IV Staff list
- 52 Documentation
- 68 Coming up

69 CASES COVERED IN THIS ISSUE

Deux mandats comme Commissaire à la Concurrence : un bilan.

Karel VAN MIERT, Commissaire chargé de la Concurrence

Introduction

Lorsqu'en janvier 1993 j'ai pris en charge la responsabilité de conduire la politique de concurrence de la Commission Européenne, j'avais la conviction forte que, pour jouer pleinement son rôle, la politique de la concurrence ne peut se concevoir isolément du projet politique et social plus vaste que l'Article 2 du Traité assigné à l'Union: la promotion du progrès économique et social, d'un niveau d'emploi élevé et d'un développement équilibré et durable. Je ne l'ai jamais caché, pour moi la politique de concurrence n'est pas une fin en soi. C'est un moyen qui, conjugué harmonieusement aux autres politiques de l'Union, doit nous permettre d'atteindre ces objectifs.

C'est la raison pour laquelle, dans tous les domaines que recouvre la politique de concurrence, je me suis attaché à promouvoir une conception équilibrée et respectueuse de l'intérêt général, ainsi qu'une application tout à la fois flexible, pour être proche des réalités économiques, et rigoureuse car les marchés ont besoin de règles du jeu claires. Aujourd'hui, près de sept années plus tard, je n'ai pas varié sur

ce point et l'examen de la politique menée au long de ces deux mandats me semble le confirmer amplement.

Mais au-delà de cette permanence dans la conception de la politique de concurrence, il a fallu sans cesse réfléchir et agir pour adapter la politique de concurrence et ses outils juridiques au défi permanent que lui posent les bouleversements intervenus sur la scène économique mondiale et européenne. Partout dans le monde, la globalisation des échanges, le primat du marché qui l'accompagne et les révolutions technologiques qui se succèdent, ont amené et amèneront de manière croissante, la concurrence à investir des domaines nouveaux, modifiant profondément l'économie de secteurs entiers, affectant en profondeur les habitudes de vie des citoyens. Au sein de l'Union Européenne, cette tendance s'est trouvée renforcée par l'accélération de l'intégration européenne qui a suivi l'achèvement du marché unique, par l'avènement de l'Euro et les perspectives d'élargissement. Au fur et à mesure que les phénomènes économiques prenaient une importance croissante dans le discours

et dans l'action publique, le droit de la concurrence, parce qu'il touche au cœur des phénomènes économiques, s'affirmait comme un instrument essentiel de politique économique en Europe. Parallèlement, la globalisation des phénomènes économiques suscitait de nombreuses initiatives visant à permettre aux autorités publiques de prendre la mesure de phénomènes qui désormais dépassent souvent le cadre géographique d'un Etat ou d'un ensemble d'Etats. Ce phénomène explique et justifie la multiplication des accords bilatéraux de coopération et l'intérêt suscité par l'initiative prise par la Commission Européenne de constituer un groupe de travail sur ce sujet au sein de l'OMC.

Cette expansion géographique du champ d'action des politiques de concurrence s'est doublée, pour les mêmes raisons, d'une extension rapide de champ d'application à de nouveaux domaines. La libéralisation des industries de réseau traditionnellement sous monopole - hier le transport aérien, aujourd'hui les télécommunications, demain les secteurs de l'énergie et de la Poste - était une condition sine qua non de la compétitivité internationale de l'industrie européenne et constitue pour une large part la conséquence de l'internationalisation des échanges et de la pression concurrentielle qu'elle fait peser sur les industries européennes. Dans le même temps, l'extension du domaine marchand et les phénomènes induits par la

révolution digitale ont conduit à une véritable irruption de la concurrence et du droit de la concurrence, dans des domaines dont ils étaient traditionnellement absents. L'importance croissante que prend la politique communautaire de concurrence dans des domaines comme le sport ou l'audiovisuel, en est le meilleur exemple. Enfin, la poursuite de l'intégration communautaire, et notamment la mise en place de l'Euro a entraîné un fort développement du droit de la concurrence dans le domaine des services bancaires et financiers. Au demeurant, et notamment dans ces différents domaines (services financiers, audiovisuel), le contrôle des aides d'état a pris une dimension nouvelle, appréhendant, non seulement les aides directes, mais aussi des formes d'aides plus sophistiquées (réductions fiscales ou de charges sociales en particulier).

Face à cette nouvelle donne, dans ces nouveaux secteurs comme dans ses domaines traditionnels d'application, la politique de concurrence menée au long des années 90, a permis de garantir que les bénéfices attendus du développement de la concurrence et de l'accélération du processus d'intégration communautaire, profitent au consommateur et ne soient pas captés par un ou plusieurs opérateurs utilisant, seuls ou collectivement, leur pouvoir de marché à leur unique profit. La Commission a dû pour cela faire face à une augmentation continue et rapide d'une masse

de cas, par ailleurs de plus en plus complexes, au prix d'adaptations législatives permettant une meilleure efficacité, au prix surtout d'un effort intense et soutenu de la part de l'ensemble des fonctionnaires impliqués, à la DG IV au premier chef, mais aussi dans les services associés et au sein de mon cabinet.

Pour relever ce défi durablement et garantir que la concurrence fonctionne bien au sein du marché unique, de nouvelles évolutions législatives plus radicales sont nécessaires, notamment dans les domaines des ententes et des abus de position dominante, mais aussi dans celui des aides d'états. Parallèlement, il faudra poursuivre l'effort entrepris en vue de l'établissement à terme d'un cadre multilatéral pour les règles de concurrence. Le Traité a la flexibilité nécessaire pour permettre à la politique de concurrence de faire face aux nouveaux enjeux auxquels elle est confrontée. C'est à ce prix qu'elle conservera son efficacité pour entrer dans le nouveau millénaire, entraînant de multiples bénéfices, tant pour les consommateurs que pour la compétitivité globale de l'industrie européenne, notamment en termes d'innovation; de multiplication des biens, produits et services offerts; de baisse des prix et d'amélioration de la qualité.



I - Les missions

Le droit communautaire de la concurrence est au cœur des règles du jeu qui régissent les marchés. Il comporte, comme la plupart des droits de concurrence des dispositions permettant une action structurelle (Article 86 (ex Article 90) et Articles 87 à 89 (ex 92 à 94) du Traité; Règlement concentration) ainsi que des dispositions permettant de contrôler le comportement abusif des acteurs économiques sur le marché (Articles 81 et 82 (ex 85 et 86)).

Toutefois, le droit communautaire de la concurrence présente deux originalités:

Outre les dispositions classiques relatives aux entreprises (droit des ententes, (article 81 du Traité), droit des abus de position dominante (article 82 du Traité) et droit des concentrations (règlement du Conseil n° 4064/89 modifié)); il contient des règles de concurrence relatives aux Etats membres de la Communauté (article 86 et droit des aides d'Etat (articles 87 à 89 du Traité)). Cette particularité tient pour une large part à l'originalité de la construction institutionnelle communautaire elle-même. Plus qu'une zone de libre échange, plus qu'une union douanière, sans être une construction fédérale, ni même à proprement parler confédérale, le marché commun suppose un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée,

que ce soit par des actions d'entreprises ou par des actes d'autorités publiques (Article 3 g du Traité).

L'autre originalité réside dans la pluralité d'objectifs affectés par le Traité au droit communautaire de la concurrence. Tous les droits de la concurrence présentent un caractère commun: ils visent à promouvoir une allocation optimale des ressources par le marché, tant en termes statiques (maximisation des quantités mises sur le marché et donc meilleur prix pour les demandeurs), qu'en termes dynamiques (promotion de l'innovation et optimisation de la capacité d'adaptation des structures économiques). Mais le Traité fait également de la politique de concurrence un instrument au service de la politique générale d'intégration communautaire. En effet, les distorsions de concurrence, qu'elles trouvent leur source dans les pratiques anticoncurrentielles des entreprises ou dans l'action des autorités publiques peuvent affecter directement le processus d'intégration communautaire en maintenant artificiellement des barrières aux échanges inter-étatiques. Enfin, le droit communautaire de la concurrence est conçu comme un instrument contingent au service d'une politique globale, permettant de poursuivre des objectifs autres que la stricte efficacité économique (telle que définie plus haut), à travers la notion de bilan économique que l'on trouve dans l'article 81.3. En un mot, le traité conçoit la

concurrence comme un moyen, et non comme une fin en soi, la mise en œuvre de la politique de concurrence se doit donc d'être marquée par un souci d'équilibre.

II - Le souci d'équilibre

Fondé sur l'analyse économique, le droit de la concurrence doit nécessairement être évolutif et adaptable, dans le cadre d'une approche intégrée, respectueuse de l'intérêt général (article 86.2 du Traité). C'est cette notion d'équilibre évolutif qui définit, à mon sens le mieux, la politique menée depuis sept années.

La politique de concurrence menée sur les questions touchant à la protection de l'environnement illustre bien ce propos. Au sommet européen de Cardiff, puis au sommet de Vienne, les États membres avaient rappelé les dispositions du traité d'Amsterdam¹ qui stipulent que la protection de l'environnement est prise en compte dans l'ensemble des politiques de la Communauté afin de réaliser un développement durable. En 1997, la Commission a précisé sa politique en la matière en ce qui concerne l'application de l'article 81.3 du Traité². Elle l'a

¹ Article 6 du traité consolidé.

² « Dans son analyse des affaires individuelles, la Commission met en balance les restrictions de concurrence découlant de l'accord et les objectifs en matière d'environnement que cet accord permet d'atteindre en appliquant le principe de proportionnalité selon l'article 85, paragraphe 3. En particulier, la protection de l'environnement est

mise en œuvre en 1998 en approuvant des accords d'entreprises bénéfiques pour l'environnement³. Elle a également clarifié son interprétation de l'encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement⁴ en autorisant, pour des durées limitées pouvant aller jusqu'à cinq ans, des aides au fonctionnement en faveur de l'utilisation de sources d'énergie renouvelables⁵ et en autorisant sous certaines conditions des aides au fonctionnement à des fins de protection de l'environnement⁶.

considérée comme un élément qui contribue à l'amélioration de la production ou de la distribution et à la promotion du progrès économique et technique. » (XXVe Rapport sur la politique de concurrence)

³ Approbation d'un accord signé entre l'Association européenne des producteurs de biens de consommation électroniques (EACEM) et seize de ses membres, qui consiste à réduire la consommation d'électricité de leurs appareils lorsqu'ils sont en mode d'attente. Approbation d'un accord pris au sein de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), comportant l'engagement de réduire les émissions de CO₂ provenant des véhicules de tourisme. Cet engagement, qui comporte un objectif de réduction de 25% des émissions pour l'année 2008, rejoint la politique communautaire de limitation des rejets de CO₂ dans l'atmosphère.

⁴ JO C 72 du 10.3.1994.

⁵ Cas N 752/97, Électricité verte, JO C 244 du 4.8.1998 et cas N 153/98, "Non-fossil fuel obligation for renewables", JO C 300 du 29.9.1998.

⁶ Cas N 513, 755 et 754/97, JO C 156 du 21.05.1998 et cas N 813/97, JO C 264 du 21.8.1998.

Ce souci d'équilibre se retrouve également dans la façon dont la Commission a mené sa politique de libéralisation. Depuis 1995, le débat sur les services d'intérêt général a émergé avec force en Europe, notre environnement économique et social ayant subi une mutation, d'une rapidité sans précédent, au cours des quinze dernières années, rendant indispensable une adaptation, plus ou moins radicale selon les secteurs, des modalités d'organisation juridique des marchés. La politique de libéralisation de la Commission, ce n'est rien d'autre que réaliser cette adaptation indispensable en respectant le nécessaire équilibre entre la flexibilité et l'adaptabilité qu'apporte l'ouverture au marché et les impératifs d'intérêt général (solidarité économique et sociale, sécurité d'approvisionnement, protection de l'environnement,...).

Au demeurant, les deux intérêts qu'il s'agit de concilier, ne sont pas fondamentalement opposés⁷.

⁷ Un exemple permet d'illustrer ce propos et de montrer que l'opposition manichéenne que l'on fait trop souvent, au nom même de la protection de l'utilisateur, entre politique de concurrence et service public, est vide de sens : En 1992, SPEGNN a porté plainte auprès de la Commission au titre de l'Article 90 en conjonction avec l'article 86 du traité, contre le régime juridique encadrant la distribution de gaz en France. Celui-ci aurait amené, selon les plaignants, Gaz de France (GDF) à abuser de sa position dominante. En effet, l'application qui était faite par GDF et les autorités publiques de tutelle, de la loi de nationalisation de 1946, qui avait conféré à GDF le

Là où l'on peut déjà en juger, les résultats sont d'ailleurs probants : baisse des prix, amélioration de la qualité et diversification des services se sont accompagnés d'un maintien voire d'un renforcement des missions de Service Public. Ce dont il s'agit, c'est d'organiser une véritable solidarité, de préserver et de développer le lien social, dans le cadre de l'évolution dynamique de l'économie et dans le contexte de l'ouverture des marchés à la concurrence intérieure et extérieure. Cet équilibre est naturellement variable en fonction des secteurs et sur le plan législatif, la politique de libéralisation revêt donc naturellement des visages distincts et avance à différentes vitesses selon la spécificité de

monopole de la distribution de gaz en France, conduisait à ce que GDF puisse refuser la desserte en gaz d'une commune, lorsque celle-ci ne paraissait pas suffisamment profitable en fonction de normes de rentabilité édictées par l'Etat, tout en interdisant, au nom de son monopole, à un opérateur privé plus performant, ou se satisfaisant d'une moindre rentabilité, d'assurer alors cette même desserte. Alors même que le monopole était défaillant, pour reprendre l'expression de la Cour de Justice dans l'Arrêt Hoffner, et que d'autres opérateurs s'offraient à rendre le service à l'utilisateur, ils en étaient empêchés, au nom même du Service Public. La Commission a préparé une décision établissant que la France violait ainsi l'Article 90(1) en conjonction avec l'Article 86 du traité. Le 3 juin 1998, le parlement français mettait fin à cette infraction en adoptant une loi créant un nouveau cadre juridique autorisant les communes à s'adresser au distributeur de leur choix. De nombreuses communes qui n'étaient pas desservies en gaz pourront ainsi l'être désormais, au bénéfice des citoyens.



chaque secteur. Nous sommes allés très vite dans un secteur comme les télécommunications, caractérisé par une haute intensité en capital, des marchés qui se globalisent et une accélération sans précédent de l'évolution technologique. Ces trois défis imposaient que les entreprises communautaires de télécommunications puissent jouir de la souplesse que seul procure un cadre libéralisé. Dans d'autres secteurs, comme la poste ou l'énergie, dans lesquels les problèmes se posent d'une façon différente, nous avons agi différemment. Car à l'inverse d'une doctrine globale du Service Public, la démarche communautaire, soutenue par pratiquement tous les Etats membres⁸ est d'appliquer, au cas par cas, compte tenu des caractéristiques de chaque secteur, les quelques grands principes que je viens d'évoquer.

III - Les développements

Globalisation, approfondissement du marché unique, révolutions technologiques, ces phénomènes ont entraîné ces sept dernières années, des mutations substantielles de l'activité de la Commission en

⁸ La Cour de Justice des Communautés, la Cour de Luxembourg, a elle aussi continué de jouer le rôle très important qui est le sien dans ce domaine. Son arrêt de février 1997 sur "la poste" et les missions d'intérêt public dans le contexte des aides, ou les arrêts d'octobre 1997 "gaz et électricité" ont apporté, aux uns et aux autres, des clarifications importantes.

matière de concurrence. L'augmentation quantitative d'activité se double d'une complexification croissante des cas traités ainsi que d'une extension du droit de la concurrence à de nouveaux domaines.

1- Analyse quantitative

Les développements que j'ai évoqués plus haut ont entraîné un accroissement considérable du nombre de cas notifié dans le domaine des concentrations entre entreprises ainsi que, dans une moindre mesure dans le domaine des articles 81 et 82. En ce qui concerne les aides d'Etat, le nombre de cas est resté étale entre 600 et 700 cas par an et a même diminué en 1998 (444 cas). Toutefois, le nombre de nouveaux cas enregistrés pour les deux premiers mois de 1999 (128) laisse augurer qu'il ne s'agissait là que d'un épiphénomène. S'agissant des articles 81 et 82, le nombre de cas nouveaux enregistré était d'environ 400 en 1993 et s'est stabilisé autour de 500 (509 en 1998). Dans le même temps, les affaires ouvertes à l'initiative de la Commission ont cru considérablement (26 en 1993 contre 101 en 1998) de même que, dans une moindre mesure le nombre de plaintes (110 en 1993 contre 192 en 1998). C'est dans le domaine des concentrations que l'augmentation de la charge de travail a été la plus spectaculaire, puisque le nombre de cas traités a été multiplié par près de quatre entre 1993 et 1998

(71 décisions en 1993, 248 en 1998).

2- Les nouveaux secteurs

Outre le processus de libéralisation stricto sensu, la concurrence et le droit de la concurrence ont fait une entrée en force dans différents domaines restés abrités jusque là, ainsi que dans de nouveaux marchés émergents.

Là comme ailleurs, dans chacun des nouveaux secteurs qu'elle investit, la politique de concurrence a une obligation de vigilance quotidienne, dans des marchés dont la réalité change au jour le jour. Cette vigilance doit s'exercer à tous les niveaux: Aides d'Etat où les domaines d'investigation de la Commission se sont étendus à des secteurs comme les secteurs bancaires (dossier Crédit Lyonnais) et de l'audiovisuel (financement des télévisions publiques) et où il importe de garantir que des phénomènes massifs de subventionnement croisé ne voient pas le jour; Article 86, le cas échéant en liaison avec l'Article 90, afin d'éviter que les monopolistes d'hier n'utilisent leur pouvoir de marché pour maintenir artificiellement leur mainmise sur le marché ou pour l'étendre à de nouveaux domaines (convergence); Article 85 pour que ne soient pas recréés par la cartellisation, les anciens obstacles réglementaires; contrôle des concentrations, pour éviter la fossilisation des positions acquises autour de champions purement nationaux

et la monopolisation durable de marchés émergents.

L'apparition et le développement rapide de la convergence et des nouvelles technologies, qui recouvre des phénomènes aussi distincts mais aussi liés entre eux que le développement de l'internet, du commerce électronique, des services de téléphonie à valeur ajoutée et de la télévision numérique, a confronté la politique de concurrence à de nouvelles problématiques. C'est ainsi que dans le domaine de la télévision numérique et des nouvelles offres qu'elle permet de mettre à la disposition du consommateur, la politique de concurrence a joué un rôle majeur pour promouvoir un cadre de développement équilibré, permettant le développement rapide de ces services⁹, tout en évitant que des groupes puissants ne monopolisent ces marchés avant même qu'ils n'existent vraiment¹⁰. Tel est également le cas dans le domaine du sport, d'où le droit de concurrence était totalement absent jusqu'à une date récente (arrêt Bosman¹¹). Depuis lors, le droit de la concurrence a littéralement fait irruption dans le monde du sport, il est par ailleurs, de plus en plus appliqué dans le domaine des

droits de retransmission des événements sportifs. Un grand nombre de cas dans ce secteur sont maintenant en cours d'examen à la Commission, bien que la pratique décisionnelle de la Commission soit nécessairement encore limitée, puisque seules quatre décisions formelles ont été adoptées¹². La Commission se trouve confrontée dans le traitement de ces cas à de très nombreuses et très diverses questions. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à mes services, en collaboration avec ceux de M. Oreja, de concevoir un document interne à la Commission¹³ qui : établisse une typologie des questions auxquelles nous sommes confrontés¹⁴ ; souligne les spécificités de ce secteur au regard du droit de la concurrence et; définisse des principes de traitement des cas respectueux de cette spécificité.

¹² décisions: Dunlop/Slazenger du 18.03.1992 JO L131 du 16.05.1992; Tretorn du 21.12.1994, JO L378 du 31.12.1994; Forfaits touristiques du 27.10.1992, JO L326 du 12.11.1992; et UER du 11.06.1993, JO L179 du 22.07.1993

¹³ "Orientations préliminaires sur l'application des règles de concurrence au secteur du sport" document interne adopté par la Commission le 24.02.1999.

¹⁴ Le document les regroupe très schématiquement de la façon suivante : les questions tenant à l'organisation territoriale du sport (délocalisation des clubs, organisation sur une base nationale,...); les questions tenant au rôle régulateur des organisateurs d'événements sportifs, les questions tenant au rôle juridictionnel des organisations sportives; les règles de transfert de joueurs.

IV - Les actions menées

1-Antitrust

La Commission a procédé à de nombreux ajustements de nature législative et interprétative au cours de ses deux mandats. La Commission a notamment adopté différents textes permettant d'améliorer l'efficacité et la lisibilité de la politique de concurrence¹⁵. Elle a, par ailleurs, amélioré notablement la transparence de ses procédures et les garanties apportées aux droits de la défense en codifiant et en rendant publique sa politique en matière d'accès au dossier¹⁶.

L'activité en matière de mise en œuvre de l'article 81 a été fortement marquée par l'internationalisation des stratégies des entreprises. C'est ainsi que la Commission a autorisé, sous de strictes conditions de libéralisation de l'accès aux marchés domestiques, la création d'Atlas,

¹⁵ règlement sur les transports maritimes (1995); règlement d'exemption "distribution automobile" (1995); règlement d'exemption "transfert de technologies" (1996); lignes directrices sur le calcul des amendes (1997). Elle a par ailleurs adopté des textes ayant pour objectif de recentrer l'activité sur les infractions les plus graves (communication "leniency" (1996); nouvelle communication "de minimis" (1997)). C'est dans le même esprit qu'elle a intensifié sa coopération avec les Etats membres (cf. ci-après "la réforme des outils")

¹⁶ communication relative aux règles de procédures internes pour le traitement des demandes d'accès au dossier (1997)

⁹ décision BIB et la décision très prochaine dans l'affaire TPS

¹⁰ décisions Kirch/Bertelsmann et Kirch/Bertelsmann/Deutsche Telekom (1998)

¹¹ Arrêt du 15 décembre 1995, Bosman, affaire C-415/93, Rec. p I-4921



entreprise commune entre France Télécom et Deutsche Telekom, ainsi que la coopération de cette entreprise avec l'entreprise américaine Sprint dans le cadre du projet "Global One" en vue de fournir des services de téléphonie à l'échelle mondiale¹⁷. Par ailleurs, la Commission a ouvert, en 1996 des investigations concernant plusieurs cas d'alliances aériennes transatlantiques, notamment entre British Airways et American Airlines ainsi qu'entre Lufthansa et United Airlines. Enfin, la Commission a autorisé de nombreuses coopérations internationales dans différents domaines¹⁸; dans d'autres cas, il a fallu interdire des pratiques qui, au niveau international, conduisaient à de graves restrictions de concurrence¹⁹. Cette internationalisation s'est doublée d'une extension du champ d'application des articles 81 et 82 à de nouveaux domaines de sorte que le droit de la Concurrence touche désormais tous les secteurs d'activité²⁰.

En Europe, l'approfondissement du marché intérieur a entraîné

¹⁷ La Commission a traité selon les mêmes lignes les notifications des alliances Unisource, Uniworld

¹⁸ cf. notamment les décisions « Iridium et BNP/ Dresdner Bank (1996) »

¹⁹ Dans la décision TACA (1998), la Commission a condamné les membres du TACA à 273 millions d'Euros d'amende pour abus de position dominante collective.

²⁰ cf. ci-avant "les nouveaux secteurs"

une activité accrue de la part des autorités de contrôle, d'une part parce qu'il a entraîné une intensification des coopérations transnationales intra-européennes et; d'autre part car il a pu conduire à des actions concertées ou à des abus de positions dominantes, visant à préserver les situations acquises, mises en danger par l'intensification du jeu de la concurrence. L'irruption de la concurrence sur les marchés récemment libéralisés du transport aérien et de la téléphonie en Europe en est l'exemple le plus remarquable. Elle a entraîné des réactions prévisibles en termes d'alliances stratégiques et de coopération²¹ ainsi que des réactions de défense de la part des anciens monopolistes qu'il a fallu traiter en utilisant l'article 82 (le cas échéant en conjonction avec l'article 86)²². Pour autant, l'approfondissement du marché intérieur a également entraîné une activité soutenue dans les domaines et les secteurs plus traditionnels d'application du droit antitrust. La Commission a

²¹ cf. affaires Lufthansa/SAS ou le rapprochement en cours entre KLM et Alitalia; dans le domaine des télécommunications on a assisté à de nombreuses prises de participations croisées par les grands opérateurs européens et américains en vue de prendre pied sur d'autres marchés nationaux que celui de leur pays d'origine

²² cf. les nombreuses décisions prises sur base de l'article 82 (le cas échéant en conjonction avec l'article 86) en matière de téléphonie mobile et de gestion d'infrastructures portuaires et aéroportuaires

fait preuve en la matière d'une vigilance accrue pour garantir que les consommateurs et la compétitivité de l'industrie européenne retirent pleinement les bénéfices que l'on est en droit d'attendre d'un grand marché sans entraves. Elle a donc sanctionné de nombreuses ententes de répartition de marché visant à segmenter le marché unique²³, ainsi que des abus de position dominante répondant au même objectif²⁴. Dans le même esprit, la Commission a continué de lutter vigoureusement contre les ententes de prix²⁵.

Tout au long de ces sept années, en recentrant son activité sur les procédures d'office et le traitement des plaintes²⁶, en améliorant et en adaptant son cadre législatif et interprétatif, en se montrant particulièrement vigilante dans les nouveaux

²³ cf. notamment : en matière de cartels décisions « poutrelles » (1994); « carton » (1994); « ciment » (1994); « services de transbordement UK » (1996); « tubes de chauffage urbain » (1998) – en matière d'ententes verticales : décisions « Tretorn » (1994); « BASF » (1995); « Bayer » (1996); « Volkswagen » (1998)

²⁴ cf. notamment les décisions « Deutsche Bahn » (1994); « Irish Sugar » (1997) et; « Vanden Bergh Food » (1998)

²⁵ cf. notamment décisions : « Far Eastern Freight Conference » (1994); « COAPI » (1995); « Association Néerlandaise des expéditeurs de marchandises » (1996); « lignes maritimes Grèce/Italie » (1998). Par ailleurs de nombreuses ententes de répartition de marché prévoyaient également des décisions en matière de prix.

²⁶ voir ci-avant "Analyse quantitative"

secteurs sans relâcher sa pression dans les domaines traditionnels, la Commission Européenne a souhaité développer une politique de concurrence moderne et active en vue de garantir la plus grande efficacité du marché par la promotion d'un environnement authentiquement concurrentiel. Cet effort d'amélioration du cadre législatif et de l'efficacité du contrôle est pourtant loin d'être terminé et devra se poursuivre lors de la prochaine Commission²⁷.

2- Concentrations

Durant ces sept années, nous n'avons cessé d'adapter et de préciser à plusieurs reprises le régime communautaire de contrôle des opérations entre entreprises, afin de tenir compte de l'expérience acquise. Une première fois en 1994 en modifiant le règlement d'application ainsi que le formulaire de notification et en publiant quatre communications interprétatives sur la notion de concentration, la notion d'entreprises concernées, le calcul du chiffre d'affaires, et la notion d'entreprises communes. Une seconde fois en 1997 en modifiant le règlement 4064/89 sur plusieurs points importants (seuils, notion de concentration, possibilité d'accepter des engagements en phase I notamment) et en remettant à jour le règlement d'application, le formulaire CO et les communications interprétatives.

²⁷ voir ci-après « la modernisation des outils »

Par ailleurs, les services de la Commission préparent une série de nouvelles communications sur la manière dont la Commission applique dans ses analyses différents concepts économiques. La première de ces communications sur la définition du marché pertinent a d'ores et déjà été adoptée par la Commission et publiée.

Ce qui frappe tout d'abord, s'agissant du contrôle des concentrations, c'est le formidable essor de cette activité qui atteste d'une activité sans cesse croissante en matière de fusions et concentrations transnationales, tant au sein du marché unique que dans le monde.

D'une part, la Commission a dû faire face à des opérations de plus en plus souvent mondiales, dont certaines mettaient aux prises des acteurs globaux opérant partout dans le monde, sur des marchés restant le plus souvent nationaux ou régionaux²⁸, alors que d'autres conduisaient à la création d'acteurs puissants sur des marchés mondiaux²⁹. Ce dernier type d'opérations soulève un

²⁸ cf. notamment les décisions de la Commission dans les cas Guinness/GrandMet, Daimler Benz/Chrysler, BP/Amoco, Glaxo/Welcome, Smithkline/Beecham, Price Waterhouse/Coopers & Lybrand.

²⁹ cf. notamment les décisions de la Commission dans les cas: Gencor/Lonrho; Anglo American/Lonrho; Boeing/McDonnell Douglas, AT&T/BT ou WorldCom/MCI.

véritable problème d'efficacité du contrôle démocratique face à des entreprises et des marchés qui se mondialisent et dépassent l'échelle de nos espaces politiques respectifs, d'autant que ces opérations aboutissent le plus souvent à changer fondamentalement la structure concurrentielle de secteurs entiers de l'économie. Au demeurant, dans certains secteurs, la consolidation est déjà telle que l'on touche aux limites de ce qui est acceptable au niveau mondial, je pense à « l'affaire Boeing » naturellement, mais aussi à celle des cabinets d'audit, ou, pour prendre un exemple dans l'antitrust traditionnel, aux coopérations stratégiques en matière de moteurs d'avions. De ce point de vue, l'expérience acquise par la Commission dans l'application de son accord avec les Etats-Unis (voir ci-après), a été extrêmement positive. Elle a permis de renforcer la confiance entre la Commission et les autorités de la concurrence américaines et a facilité la mise en œuvre d'une approche de plus en plus convergente en ce qui concerne l'analyse des marchés et les mesures appropriées. L'enquête parallèle étroitement coordonnée, jusqu'au stade des remèdes à apporter, qui a été menée dans le cadre de l'opération de concentration WorldCom/MCI en est le meilleur exemple. A contrario, dans l'unique cas dans lequel une divergence importante s'est fait jour (Boeing/McDonnell/Douglas), l'accord a permis de maintenir une relation confiante



et un échange d'arguments dépassionné et productif.

D'autre part, la Commission a dû traiter un nombre sensiblement accru d'opérations essentiellement européennes, liées à l'approfondissement du marché unique. L'examen purement quantitatif des transactions de fusions et acquisitions montre bien le dynamisme particulier des mouvements de concentrations transnationaux en Europe dans un contexte général d'augmentation des fusions au niveau global³⁰. Dans l'examen de ces cas essentiellement intra-européens, la Commission s'est attachée à éviter que des opérations de fusion ne viennent consolider ou créer des positions dominantes sur des marchés nationaux ou régionaux existants³¹ ou émergents³². De

³⁰ L'évolution de la part des transactions d'un montant supérieur à 500 millions de dollars impliquant une entreprise basée dans l'UE et une entreprise non-UE rapportée au nombre de transactions impliquant au moins une entreprise de l'UE est passé de 44% en 1985 à 22% en 1992 pour remonter à 39% pour les neuf premiers mois de 1998. Le constat est le même à partir du nombre de transactions notifiées à la Commission. La part relative des transactions impliquant au moins une entreprise non-UE est passée de 47% en 1990/91 (de septembre à août) à 29% en 1992/93 et à 39% en 1997/98.

³¹ Voir notamment les décisions Skanska/Scancem, Kesko/Tuko, Blokker/Toys'R'US, Coca Cola/Carlsberg, Agfa Gevaert/DuPont, Kimberly-Clark/Scott Paper, RTL/Veronica Endemol et Nordic Satellite Distribution.

³² Décisions Kirch/Bertelsmann; Kirch/Bertelsmann/Deutsche Telekom

même, nous nous sommes opposés à des opérations qui auraient eu pour effet de supprimer virtuellement toute concurrence pour les produits en cause dans l'ensemble du marché commun³³.

En ce qui concerne l'examen au fond des affaires de concentrations, ces sept années ont été riches en développement pour cette discipline encore jeune puisque le règlement "concentrations" fêtera cette année ses 10 ans. Il y aurait beaucoup à dire, mais je voudrais insister sur trois aspects qui me paraissent essentiels : le développement d'une analyse des situations de dominance oligopolistiques; la prise en compte croissante des effets verticaux et; l'apparition suite à la révision du règlement d'une analyse des effets de coordination entre entreprises mères d'une filiale commune concentrative. Sur le premier point, la Commission a très tôt estimé que le règlement devait nécessairement couvrir les situations de dominance oligopolistiques³⁴. Elle a par la suite continûment développé et affiné son analyse dans de très nombreux cas³⁵, se fondant sur

³³ Voir notamment les décisions Veba/Degussa et Carnaud MetalBox/Crown Cork & Seal,

³⁴ cf. décision de 1992 dans l'affaire Nestlé/Perrier (1992)

³⁵ pour ne citer que les principaux : Kali und Salz (1993); Dalmine/Mannesmann/Ilva (1994); Gencor/Lonrho (1997); Price Waterhouse / Coopers & Lybrand (1998).

un faisceau de critères pour apprécier la probabilité de dominance oligopolistique³⁶. Toutefois, jusqu'à l'arrêt de la Cour de justice du 1er mars 1998 relatif à la décision Kali und Salz, il demeurait une incertitude sur l'applicabilité du règlement concentration à la création ou au renforcement d'une position dominante collective. Cette incertitude a été levée par la Cour qui a confirmé récemment cette position à l'occasion de l'arrêt rendu sur la décision Gencor Lonrho. Sur le second point, là aussi la Commission s'est préoccupée très tôt de cette question et a développé et affiné par la suite son analyse³⁷, notamment en ce qui concerne les phénomènes de puissance d'achat³⁸. Enfin, sur le dernier point, la révision du règlement en 1997 a ouvert la voie à une

³⁶ Les caractéristiques préexistantes qui soulèvent la question de la position dominante collective dans un marché donné sont notamment les suivantes: croissance modérée de la demande, demande inélastique, fort taux de concentration des offreurs, transparence du marché, produits homogènes, techniques de production parvenues à maturité, barrières élevées à l'entrée (notamment à cause de l'importance des coûts irrécupérables), liens structurels entre fournisseurs. Ces caractéristiques permettent aux fournisseurs d'adopter sans difficulté un comportement parallèle, voire les y encouragent, sans que la demande puisse faire contrepoids.

³⁷ Cf. notamment la décision Siemens/Italtel (1995); Nordic Satellite Distribution (1995); Shell/Montecatini (1996); Kirch/Bertelsmann; Kirch/Bertelsmann/Deutsche Telekom (1998)

³⁸ cf. notamment les décisions Kesko/Tuko (1997); Rewe/Meinl (1998)

analyse des effets de coordination dans le cadre du règlement³⁹.

3- Aides d'Etat

Le contrôle des aides publiques exercé par la Commission constitue sans conteste une mission d'une extrême sensibilité politique puisque la Commission intervient au cœur de décisions d'intérêt national ou régional de soutien à l'industrie ou d'aménagement du territoire. Certaines Autorités, et non des moindres, se sont toujours montrées réticentes à accepter l'idée d'une intervention effective de la Commission dans ce domaine.

La donne s'est par ailleurs sérieusement compliquée, puisque l'octroi de subsides étant de plus en plus régionalisé - surtout bien sûr dans les Etats fédéraux - ce ne sont plus seulement les Etats membres qui sont concernés mais aussi les régions de l'Union. Ainsi, par exemple, la Commission a dû récemment traiter de la question des aides fiscales accordées par la région autonome du Pays Basque. Ce glissement vers les régions de la compétence en matière d'aides va probablement s'intensifier dans les prochaines années.

Le niveau des aides dans l'Union demeure encore beaucoup trop élevé (pour la période 1995-

1997, le volume global des aides d'Etat accordées dans la Communauté s'élevait en moyenne à environ 95 milliards d'Euros) et la Commission doit maintenir sa pression pour diminuer ce niveau qui constitue une cause sérieuse de distorsions de concurrence.

Les Etats membres eux-mêmes ont d'ailleurs un intérêt objectif à encourager cette diminution suite à l'introduction de la monnaie unique qui suppose une discipline budgétaire rigoureuse de chacun.

Dans ce contexte, la Commission a, depuis quelques années, considérablement renforcé la discipline en matière d'aides. C'est ainsi, par exemple, qu'ont été adoptées les nouvelles lignes directrices concernant les aides d'Etat à finalité régionale qui visent non seulement à réduire l'étendue des régions admises à bénéficier des aides nationales à finalité régionale, mais aussi à diminuer substantiellement l'intensité maximale admissible de ces aides.

Dans la même optique de réduction du volume total des aides régionales, la Commission a adopté un encadrement "multisectoriel" qui introduit la possibilité d'un meilleur contrôle pour les projets d'investissements susceptibles de causer les distorsions de concurrence les plus fortes.

Je suis en outre, sur le point de proposer au Collège un nouvel

encadrement des aides à la restructuration des entreprises en difficulté qui devrait rendre plus strictes les conditions d'approbation de ces aides. Cette rigueur croissante de la Commission dans l'examen de la compatibilité des aides se concrétise d'ailleurs dans les faits puisque 31 décisions négatives ont été adoptées en 1998 et que pour les cinq premiers mois de l'année 1999 le nombre de décisions négatives est déjà de vingt.

Le champ d'application du contrôle par la Commission en matière d'aides s'est largement étendu depuis sa prise de fonction. La Commission s'était jusqu'alors concentrée essentiellement sur les subventions au secteur manufacturier. Depuis lors, la Commission a étendu son action au domaine des services, notamment aux secteurs bancaire et audiovisuel. La première décision prise par la Commission dans le secteur bancaire, fut celle relative au Crédit Lyonnais. Dans le domaine audiovisuel, la Commission traite actuellement le délicat dossier des subventions aux télévisions publiques.

En outre, la Commission s'est attaquée à l'examen plus approfondi de formes d'aides plus "sophistiquées" comme les garanties ou les aides fiscales. S'agissant des garanties, l'accord que j'ai conclu en juillet 1993 avec M. Andreatta, alors ministre italien des affaires étrangères, est exemplaire. Aux termes de cet accord, l'Etat italien s'est engagé à mettre "hors jeu" une garantie de l'Etat

³⁹ cf. décision BT/AT&T (1999)



illimitée prévue par le code civil italien (l'art. 2362) en faveur notamment du holding public IRI et de toutes les entreprises qu'il possédait. Les aides fiscales font, quant à elles, maintenant l'objet d'une approche cohérente par la Commission qui a adopté le 11 novembre 1998 une communication sur ce type d'aides. Dans la foulée, et en parallèle avec le code de conduite adopté par le Conseil sur les mesures fiscales dommageables, la Commission envisage d'utiliser ses pouvoirs en matière d'aides pour examiner 35 régimes d'aides fiscales existant dans l'Union.

Le renforcement de la discipline en matière d'aides et l'extension du champ d'action du contrôle exercé par la Commission s'est accompagné d'un renforcement de la transparence et de la sécurité juridique. En premier lieu, la Commission a intensifié son effort d'encadrement des règles en matière d'aides et, depuis mon entrée en fonction, une série importante d'encadrements, de lignes directrices ou de communications ont été adoptées⁴⁰. Des règlements et

⁴⁰ Encadrements des aides pour la protection de l'environnement, à la recherche-développement, à l'industrie des fibres synthétiques, aux PME, aux entreprises dans les quartiers urbains défavorisés, aux entreprises du secteur automobile, aux aides aux gros investissements (multisectoriel), aux aides à la formation, aux aides à la restructuration des entreprises en difficulté, aux aides à l'emploi, aux aides à finalités régionales. Communications sur la transparence des

décisions ont, en outre, été adoptés dans les secteurs de la sidérurgie et de la construction navale. En adoptant ces textes horizontaux, la Commission a fixé les critères qu'elle entendait appliquer lors de son évaluation de la compatibilité des aides en question avec l'intérêt commun. En second lieu, l'absence d'un règlement de procédure général en matière d'aides d'Etat avait entretenu pendant de nombreuses années une grande insécurité juridique. Sur base d'une proposition de la Commission, le Conseil a adopté le 22 mars 1999 un règlement de procédure qui aura pour effet d'améliorer la transparence et la sécurité juridique dans le domaine de contrôle des aides d'Etat, en précisant quels sont les différents stades de la procédure de contrôle et les droits et devoirs des intéressés à chacun de ces stades. Le règlement traite successivement des aides notifiées, des aides illégales, des cas d'application abusive des aides, des aides existantes et des modalités de contrôle. Ce règlement aura aussi pour effet immédiat d'imposer à la Commission des délais plus stricts à respecter, ce qui renforcera la discipline. Le règlement permet en outre à la

relations financières entre les Etats et les entreprises publiques, sur la coopération entre la Commission et les juridictions nationales dans le domaine des aides, sur les aides de minimis, sur les éléments d'aides contenus dans des ventes de terrains, sur l'assurance crédit à l'exportation à court terme, sur les mesures relevant de la fiscalité directe des entreprises, sur la réduction des coûts du travail, sur le taux de référence.

Commission d'exercer un contrôle strict du respect des décisions de la Commission en prévoyant notamment la possibilité de contrôle sur place dans les entreprises.

Enfin, sur proposition de la Commission, le Conseil a adopté le 7 mai 1998 un règlement relatif à l'application des art. 88 et 89 à certaines catégories d'aides d'Etat horizontales. Ce règlement qui consiste en une habilitation à la Commission pour décider par voie de règlement que certaines catégories d'aides sont compatibles avec le marché commun moyennant le respect de certaines conditions et ne doivent pas être notifiées préalablement aura pour objectif principal de décharger la Commission d'une partie de sa charge de travail, pour des aides ne soulevant pas de risque de distorsion de concurrence et de lui permettre de se concentrer sur les cas les plus difficiles.

V - La réforme des outils

Les bouleversements que j'ai évoqués plus haut, de la scène économique mondiale et européenne et les défis qu'ils posent à la politique de concurrence, commandent aujourd'hui la réforme en profondeur de notre système d'application des règles de concurrence. Je suis en effet convaincu, que nous touchons aujourd'hui aux limites des améliorations possibles du cadre actuel. Ces améliorations,

nombreuses, apportées au cours de ces sept dernières années ont rempli leur rôle⁴¹. Une réforme d'une plus grande amplitude est maintenant nécessaire. Elle est d'ores et déjà "en chantier"⁴². En effet, le contexte dans lequel se conçoit et s'applique la politique de concurrence a profondément changé depuis les années 60 : le marché intérieur est aujourd'hui une réalité de même que l'union économique et monétaire, la globalisation de l'économie mondiale s'accroît chaque jour davantage et la perspective de l'élargissement rend impérieuse une réforme du système de contrôle qui assure son efficacité dans une Communauté à plus de 20 Etats membres. Enfin, cette réforme est aujourd'hui possible car l'application décentralisée des règles de concurrence, tant par les autorités que par les juridictions nationales, s'est développée notablement ce qui permet de rapprocher les centres de décisions du citoyen⁴³.

Aujourd'hui, le système de contrôle communautaire est centralisé dans les mains de la Commission et repose sur une quasi obligation de notification des accords restrictifs. Il en

résulte trois inconvénients : 1) la Commission est trop absorbée par l'examen de ces notifications, généralement inoffensives, pour pouvoir pleinement consacrer ses ressources à la lutte contre les restrictions les plus graves (notamment les cartels et les APD); 2) les entreprises sont contraintes de notifier leurs accords pour garantir leur sécurité juridique, ce qui a un coût élevé et enfin; 3) l'application des règles communautaires de concurrence par les autorités et les juridictions nationales est bloquée. Ce système qui était nécessaire au début des années 60 pour assurer le développement d'un droit communautaire de la concurrence cohérent, n'apparaît plus adapté aujourd'hui à une Communauté de 15 Etats membres amenée à s'élargir encore.

La réforme proposée dans le Livre Blanc sur la modernisation des règles de concurrence que la Commission vient d'adopter⁴⁴, repose sur l'abolition du système de notification et d'autorisation et l'applicabilité directe de l'article 85 paragraphe 3. L'article 85 dans son ensemble serait appliqué par la Commission, les autorités nationales de concurrence et les tribunaux nationaux à l'instar de l'article 86. Cette réforme permettrait à la Commission de recentrer ses activités sur les infractions les plus graves du

droit communautaire, favoriserait l'application décentralisée des règles de la concurrence par les autorités et les juridictions nationales et supprimerait les coûts liés à la notification pour l'industrie. Les corollaires de cette réforme seraient: d'une part le développement du cadre législatif (règlements d'exemption, communications, lignes directrices), de sorte à constituer un véritable "code européen de la concurrence", dont l'initiative resterait de la compétence exclusive de la Commission et; d'autre part le renforcement du contrôle a posteriori. Dans certaines affaires particulièrement importantes, des décisions constatant la compatibilité d'une entente avec l'article 85 continueraient d'être prises. La Commission garderait donc le rôle primordial dans la détermination de la politique de la concurrence de la CE.

Je suis convaincu que cette réforme est indispensable pour maintenir, voire renforcer l'efficacité de l'application des règles de concurrence.

VI- Développements internationaux

L'intégration toujours plus grande de l'économie mondiale suscite une interdépendance sans précédent entre les pays. Avec la conclusion de l'Uruguay Round en 1994, nous avons assisté à une accélération du démantèlement progressif des barrières commerciales qui a entraîné une énorme croissance

⁴¹ cf. ci-avant "antitrust"

⁴² Livre vert sur les restrictions verticales (1995) et communication sur les lignes directrices en la matière (1998); Livre blanc sur la modernisation des règles de concurrence (1999).

⁴³ La Commission a pris une part active dans ce renforcement de la Collaboration avec les autorités à juridictions nationales, notamment en adoptant et en mettant en œuvre deux communications relatives à cette question.

⁴⁴ ibid 42



des volumes d'échange. Dans de nombreux secteurs, les sociétés acquièrent un caractère multinational comme en atteste la vague récente de "méga-concentrations" ainsi que le nombre croissant d'alliances stratégiques internationales. Dans ces circonstances, les problèmes de concurrence prennent, eux aussi, une dimension mondiale et sont donc beaucoup plus difficiles à combattre, tant les autorités chargées de la concurrence au niveau national ou régional sont mal armées pour s'attaquer aux problèmes posés par des comportements commerciaux qui ont lieu hors de leurs frontières. Une coopération est indispensable pour traiter efficacement les problèmes de concurrence qui ont des caractéristiques transnationales. Il y a déjà un certain degré de coopération bilatérale, mais pour que cette coopération soit efficace, je suis convaincu qu'il est nécessaire de parvenir à un accord commun, au niveau international, sur le contenu d'un ensemble de base de principes fondamentaux du droit de la concurrence. Les avantages d'une telle coopération ne profiteraient d'ailleurs pas uniquement aux pays industrialisés, les pays en voie de développement pourraient aussi en retirer des bénéfices substantiels. Pour de nombreuses économies "émergentes", notamment en Asie, 1998 a été une année de troubles et d'incertitudes. Il est généralement admis que l'une des principales causes des

problèmes subis par ces économies est l'absence de concurrence et d'ouverture réelle de leurs marchés.

C'est la raison pour laquelle, en 1994, un groupe composé de trois experts indépendants s'est réuni à ma demande pour examiner ces questions. Il a recommandé que les efforts portent, à l'avenir, sur deux fronts parallèles : premièrement, la poursuite de la coopération bilatérale de la Commission avec des pays tiers; deuxièmement, la mise en place d'un cadre multilatéral garantissant le respect, par tous les pays concernés, de certaines règles de concurrence fondamentales.

Au cours des dernières années, l'Union européenne a fait activement avancer la coopération bilatérale dans le domaine de la concurrence avec ses principaux partenaires commerciaux. Le meilleur exemple de cette coopération est constitué par les accords conclus avec les Etats-Unis, dont le premier a été signé en 1991 et est entré en vigueur en 1995. L'Union Européenne et les Etats-Unis s'engagent ainsi à coopérer dans l'application de la législation antitrust, et à ne pas agir de façon unilatérale et extraterritoriale tant que les voies de la courtoisie n'auront pas été épuisées. Cet engagement a été renforcé par l'accord sur la courtoisie active conclu avec les Etats-Unis en 1998, qui renforce les dispositions de l'accord de 1991 en prévoyant que les autorités

respectives de chacune des parties devront normalement ajourner ou suspendre leurs mesures d'application à l'égard de pratiques anticoncurrentielles commises principalement sur le territoire de l'autre partie et visant principalement ce territoire, lorsque l'autre partie est disposée à traiter l'affaire concernée. La Commission a également récemment conclu avec le gouvernement canadien, un accord bilatéral très proche de l'accord UE/USA de 1991. Des accords de coopération similaires existent déjà entre certains autres pays, par exemple entre les Etats-Unis et le Canada, et entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Des accords bilatéraux sur la concurrence d'un type quelque peu différent, destinés à ouvrir la voie à une future adhésion à l'Union Européenne, ont été conclus avec les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que Chypre et Malte. La Communauté a, depuis lors, développé des relations étroites avec ces pays, y compris les États baltes. Par ailleurs, l'accord d'union douanière conclu en 1995 avec la Turquie constitue l'un des meilleurs exemples, pour les années écoulées, d'accord bilatéral contenant des dispositions détaillées sur la concurrence et les aides d'Etat⁴⁵.

⁴⁵ Les accords de libre-échange conclus entre la Communauté et des pays tiers, notamment les accords d'association signés ces dernières années avec plusieurs pays méditerranéens, comprennent aussi généralement de telles dispositions. La Communauté vient de conclure une série d'accords de

Toutefois, une coopération bilatérale ne prendra inévitablement en compte que les intérêts des pays concernés et risquera donc de négliger ceux des pays tiers. En outre, beaucoup de pays n'ont encore aucune législation sur la concurrence. De ce point de vue, la recommandation de l'OCDE de 1995 sur la coopération en matière de concurrence et la recommandation sur les ententes injustifiables qu'elle a adoptée au début de cette année, est un pas en avant important mais limité⁴⁶. Voilà pourquoi je suis convaincu qu'un cadre multilatéral global adopté au niveau mondial et prévoyant l'application d'un ensemble de règles de base communes en matière de concurrence, doit être mis en œuvre comme complément nécessaire à la libéralisation des échanges. Aussi, en 1996, la Commission a proposé au Conseil, qui l'a accepté, que l'OMC mette sur pied un groupe de travail afin d'explorer les possibilités offertes en la matière. Cette proposition a

constitué la principale source d'inspiration de la décision ministérielle, prise à Singapour en décembre 1996, de créer un groupe de travail de l'OMC pour étudier les interactions entre le commerce et la politique de concurrence. Ce groupe s'est déjà réuni à plusieurs reprises et poursuit actuellement ses travaux. Bien que l'intérêt témoigné, tant par les pays industrialisés que par les pays en voie de développement (y compris certains pays qui n'ont pas de règles de concurrence nationales) au cours des discussions soit très encourageant, il est trop tôt pour dire si celles-ci aboutiront à la mise en route de négociations officielles entre les membres de l'OMC.

Je souhaite très fortement que de telles négociations prennent place, car la mise en place d'une forme de coopération multilatérale est pour moi essentielle pour garantir l'efficacité des politiques de concurrence dans une économie mondialisée.

Je formulerais pour conclure quatre propositions pour dégager un accord éventuel: premièrement, les membres pourraient accepter d'adopter chacun des règles de concurrence nationales et de mettre en place les organes d'application appropriés. Deuxièmement, les membres pourraient, dans le même temps, se mettre d'accord sur un ensemble commun de principes fondamentaux permettant de

traiter les pratiques concurrentielles ayant une dimension internationale. Troisièmement, les éléments d'un instrument de coopération multilatérale pourraient être également développés pour faciliter la coopération entre les autorités chargées de la concurrence. Enfin, il semblerait également logique de prévoir un mécanisme permettant le règlement des litiges dans des circonstances clairement définies. Ces propositions ne doivent pas être interprétées comme un appel à la création d'une nouvelle organisation internationale, disposant de pouvoirs d'enquête et d'application propres. Leur but est plutôt de servir de base à la création d'un nouveau cadre multilatéral qui aurait pour objet de renforcer le système commercial mondial en garantissant que la libéralisation et l'ouverture des marchés ne seront pas sapées par des pratiques commerciales anticoncurrentielles. Ces propositions sont modestes, mais néanmoins raisonnables et cohérentes, et elles devraient s'avérer efficaces pour faire face à l'un des plus importants défis auxquels sont confrontées les économies mondiales à l'approche du nouveau millénaire.

Conclusion

Nul ne peut contester le développement tout à fait extraordinaire de la politique de concurrence communautaire durant les années 1990. Elle

partenariat et de coopération avec la Russie, l'Ukraine et différentes autres ex-Républiques soviétiques.

⁴⁶ De même, les règles actuelles de l'OMC ne sont pas adaptées pour traiter les problèmes de concurrence. La décision rendue en avril 1998 par le groupe spécial de l'OMC chargé de régler un litige entre les Etats-Unis et le Japon, qui comportait des allégations de comportement anticoncurrentiel de la part de Fuji, dans le but d'interdire à son rival américain Kodak l'accès au marché japonais des pellicules et du papier photographiques, constitue un exemple manifeste de cette inadéquation.



touche désormais toutes les activités économiques, elle est crédible et respectée partout en Europe et, elle est devenue sur la scène internationale l'égale de la politique américaine de concurrence. Si tel est le cas, c'est parce que la responsabilité de cette politique a été confiée à la Commission, en lui donnant les moyens et les pouvoirs de décision autonome qui lui ont permis de devenir une autorité de concurrence indépendante, à même de garantir la bonne gestion et la crédibilité de cette politique. La tâche de la Commission a été grandement facilitée par le large appui dont elle a bénéficié de la part des Etats membres, du Parlement Européen, mais aussi de l'industrie européenne. Ce vaste consensus n'a pu être obtenu que parce que la politique de concurrence a été menée d'une manière équilibrée, avec le souci constant de concilier les objectifs de pure efficacité économique avec des considérations « sociétales » plus larges. Mais

le succès de la politique communautaire de concurrence tient également à sa cohérence. Cohérence en ce qui concerne l'application uniforme du droit de la concurrence sur tout le territoire européen ; cohérence de la politique menée dans les différents secteurs économiques ; cohérence enfin entre les différents volets de la politique de concurrence. Un département unique en charge de l'ensemble de la politique de concurrence, placé sous l'autorité d'un seul Commissaire, est une condition indispensable de cette cohérence, laquelle est vitale pour le succès de la politique de concurrence.

Mais au-delà, les progrès et les succès de la politique de concurrence au long de ces sept années n'ont pu être assurés que parce que j'ai pu compter à tout moment sur la loyauté et l'abnégation de collaborateurs entièrement dévoués à leur tâche, sur une Direction Générale et un service juridique travaillant

selon des standards exceptionnels de qualité, de professionnalisme et d'indépendance. La politique communautaire de concurrence ne continuera à gagner en respectabilité et en efficacité que si, à tout moment, cette indépendance et ce haut degré de professionnalisme sont garantis, en permettant aux services de la DG IV d'être dotés du personnel nécessaire pour mener à bien leurs tâches, mais aussi en les protégeant des interventions et pressions de toutes sortes : politiques, partisans ou nationales ainsi que d'un lobbyisme envahissant. C'est pour moi l'une des missions centrales du Commissaire en charge de la politique de concurrence que d'être le garant rigoureux et vigilant de la protection de la neutralité et de la cohérence de la politique de concurrence, car sa crédibilité et son efficacité en dépendent en toutes circonstances.

Au revoir à Karel Van Miert, Un Commissaire européen aux convictions fortes

Alexander SCHAUB, Directeur général de la DG IV

Au moment où Karel Van Miert quitte la Commission européenne, il y a un large accord en Europe et au-delà : il s'est révélé comme un remarquable Commissaire à la concurrence. Il a convaincu comme garant de l'indépendance et de l'objectivité de la Commission et il est devenu l'initiateur d'une modernisation profonde qui va assurer à la concurrence une place centrale dans l'action de l'Union européenne au-delà de ce siècle. Comment expliquer une telle réussite ?

La DG « Concurrence » a eu le privilège de travailler avec un homme qui a fait avancer le droit de la concurrence et son application dans une période de changements rapides et profonds. Il a développé des méthodes de travail originales et efficaces vers l'intérieur comme vers l'extérieur. Par ses qualités personnelles, il a inspiré respect, sympathie et parfois admiration, même à ceux qui, dans des cas individuels, n'étaient pas toujours heureux de la décision prise.

C'est à travers la prise de décisions individuelles que sa philosophie devient évidente :

Utiliser les ressources limitées de la manière la plus efficace au service des entreprises et surtout, au service des consommateurs, c'est-à-dire des citoyens européens. L'exemple le plus illustratif en est la bataille que - avec d'autres - il a menée contre vents et marées pour la libéralisation des télécommunications en Europe, qui offre des avantages pour les consommateurs comme pour les entreprises entrant nouvellement sur le marché.

Avec vigueur, M. Van Miert a lancé la modernisation du droit de la concurrence. L'expérience acquise pendant les 40 années de politique européenne de concurrence était à la base de son travail. Il pouvait s'en prévaloir parce que le concept des pères fondateurs avait eu un succès inespéré au-delà de l'Europe communautaire. A la fois déterminé et pondéré, il a fait preuve d'un jugement politique sûr quand il s'agissait de planifier une démarche par étapes successives. Les réformes déjà réalisées ou initiées concernent l'ensemble des domaines de la politique de concurrence : concentrations, aides d'Etat, application des articles 81 et 82, coopération

internationale. Avec le Livre blanc sur la modernisation des règles sur l'application des articles 81 et 82 du Traité de l'Union européenne, il a lancé un changement fondamental dans la répartition de la gestion des règles de concurrence entre Commission et Etats membres, dont les avantages se feront sentir à l'avenir.

Très tôt, il a insisté sur l'importance de la dimension internationale du droit de la concurrence. Le renforcement de la coopération bilatérale, notamment avec les Etats-Unis, a été sa priorité. En vue des nouvelles activités de l'O.M.C., c'est lui qui a lancé, en 1995, le « Rapport Van Miert » sur « La politique de la concurrence dans le nouvel ordre commercial : renforcer la coopération et les règles internationales ». Ce document donne une des premières orientations vers un développement qui, depuis lors, s'est confirmé et accéléré.

Nous avons été frappés par l'enthousiasme avec lequel il a tenu à marquer le quarantième anniversaire de la DG « Concurrence » par une grande fête, avec tous les anciens Commissaires et Directeurs Généraux pour les remercier de leur contribution. A cette occasion, entendre parler M. von der Groeben, premier Commissaire à la Concurrence dans la Commission Hallstein, des origines et des perspectives de notre politique pour le prochain siècle et comparer cela avec les orientations de M. Van



Miert, a donné une impression de véritable continuité et en même temps de renouveau.

Son approche reflète une longue expérience professionnelle, tant à la Commission – où il a été stagiaire au Secrétariat Général en 1967-68, et Membre du Cabinet du Vice-Président belge de 1973 à 1975 – qu’au Parlement européen, dont il a été membre de 1979 à 1985, que dans la vie politique belge qu’il a expérimentée, notamment comme parlementaire et président de son parti pendant plus d’une dizaine d’années.

Ce n’est un secret pour personne que les fonctionnaires de la DG « Concurrence », à tous les niveaux, ont bien aimé travailler avec Karel Van Miert qui connaissait si bien « leurs » dossiers. Grâce à sa volonté de faire coopérer très étroitement Cabinet, Direction générale et Service juridique, il a su motiver chacun de ses collaborateurs. Il donnait à tous le sentiment d’être impliqués et personnellement responsables d’un dossier individuel. Dans la discussion hebdomadaire – pendant plusieurs heures – sur les affaires d’actualité souvent difficiles, c’était la qualité de l’argument et non le grade de l’intervenant qui comptait. C’est ainsi qu’un esprit d’équipe autour des grands projets a pu se développer.

Les relations de la Direction Générale avec les autres institutions communautaires n’ont jamais été meilleures qu’aujourd’hui. C’est

notamment dû au fait que M. Van Miert a saisi chaque occasion pour expliquer sa politique devant le Parlement Européen. Il a pris l’initiative de conclure un accord avec la Commission économique et monétaire du Parlement européen, chef de file pour les questions de concurrence. Cet accord organise une coopération systématique et prévoit notamment des échanges de vues réguliers sur les développements récents et sur des questions et décisions plus spécifiques. « La contribution démocratique du Parlement européen à la politique européenne de concurrence a été inestimable », a souligné le Commissaire.

Une bonne coopération existe aussi avec le Conseil des Ministres qui a développé un intérêt croissant pour la politique de concurrence. Là aussi, M. Van Miert a régulièrement expliqué notre politique et répondu aux critiques qui pouvaient s’élever. Le soutien était tel que plusieurs réformes importantes, par exemple en matière d’aides d’Etat et de concentrations, ont pu être adoptées dans un temps record. Dans toute action, et particulièrement lors du contrôle des fusions et des aides d’Etat, Karel Van Miert a pris à cœur la fonction d’arbitre objectif de la Commission européenne. Afin de maintenir la crédibilité d’une institution qui lui paraît irremplaçable pour la dynamique de l’Union européenne, il résiste aux pressions, parfois choquantes, tant du côté des

gouvernements que des lobbies industriels bien organisés. L’affaire « Boeing » a donné à la politique européenne de concurrence’ une notoriété mondiale.

Last but not least, la réputation de notre Commissaire sortant s’est bâtie sur les multiples interventions publiques. M. Van Miert n’a jamais évité des débats controversés. Au contraire, il a recherché la discussion dans tous les Etats membres et devant les auditoires les plus divers. Son grand atout est un langage clair et compréhensible, même pour l’homme de la rue, qui n’a jamais l’impression de se trouver en face d’un de ces « technocrates de Bruxelles ». Son public de prédilection sont les journalistes et les médias. Comme un habitué de la scène bruxelloise l’a dit : M. Van Miert sait jouer de l’instrument de la communication comme un grand virtuose.

Bien que M. Van Miert ait été désigné, certainement à tort, comme l’« homme le plus puissant de l’Europe », il est en toutes circonstances conscient de la lourde responsabilité qui est la sienne. Il a exercé le pouvoir que le traité lui confère avec mesure et fermeté. Son engagement social ne disparaissait pas dans la complexité du contrôle des aides d’Etat. Car il était resté un homme de cœur. Un fonctionnaire qui aurait osé négliger la dimension humaine de l’éventuelle suppression

d'emplois risquait une rebuffade violente.

Un trait caractéristique est sa sincérité. Il attend la même chose des autres, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Commission. Cela explique sa réaction vive quand un interlocuteur est manifestement de mauvaise foi. En effet, le Commissaire à la Concurrence n'est pas un partenaire

commode. « Il faut se faire respecter » ! C'est sa devise dans les moments difficiles. Et il a réussi à se faire respecter comme peu d'autres, et par là, à faire respecter la Commission.. Nous disons au revoir à Karel Van Miert, le Commissaire et l'homme dont l'action a renforcé la Commission comme institution. Pour nous, les fonctionnaires de la DG IV, c'était une période

extraordinaire, une expérience qui restera avec nous et que rien ne pourra nous enlever.

A ses successeurs et à nous, Karel Van Miert confie la poursuite d'une œuvre qui ne sera jamais complètement achevée. Là réside le charme de notre tâche qui restera un défi pour les femmes et les hommes qui veulent créer une Europe forte et humaine.



OPINION AND COMMENTS

In this section DG IV officials outline developments in community competition procedures. It is important to recognise that the opinions put forward in this section are the personal views of the officials concerned. They have not been adopted or in any way approved by the Commission and should not be relied upon as a statement of the Commission's or DG IV's views.

Comment on the Judgement of the Court of First Instance of 25 March 1999 in the merger case IV/M.619 - Gencor/Lonrho

*Peder CHRISTENSEN, IV-B and
Philip OWEN, IV-H*

Gencor is a South African mining group controlling the South African platinum mining company Impala Platinum ("Implats"). Lonrho is a British company with interests in two South African platinum mines Western Platinum and Eastern Platinum both held through the Lonrho Platinum Division ("LPD").

In November 1995 Gencor and Lonrho notified a proposed operation whereby Implats and LPD were to be merged into a joint venture jointly controlled by Gencor and Lonrho. The Commission concluded that the proposed merger would create a situation of duopolistic dominance in the platinum and rhodium markets and prohibited the merger in April 1996. Subsequently Gencor filed an appeal at the Court of First Instance (CFI) against the decision.

The applicant presented four pleas:

- 1) The Merger Regulation ("the Regulation") did not confer jurisdiction on the Commission to examine the compatibility of the

concentration with the common market, and thereby infringed Article 190 of the Treaty.

- 2) The Commission is not empowered to prevent concentrations which create or strengthen a collective dominant position thereby infringing Article 2 of the Regulation, and Article 190 of the Treaty
- 3) The Commission wrongly found that the concentration would create a collective dominant position in contravention of Article 2 of the Regulation, and thereby infringed Article 190 of the Treaty
- 4) The Commission did not accept the commitments offered by the parties to the concentration thereby infringing Article 2 of the Regulation, and Article 190 of the Treaty

In its Judgement of 25 March 1999 the CFI dismissed the pleas of the parties and confirmed the Commission decision.

In the following discussion of the judgement reference is only made to the platinum market. The rhodium market is of lesser importance and the structure, analysis and conclusions are similar as for the platinum market.

Plea 1: The Regulation did not confer jurisdiction

The applicant submitted that the Regulation was not applicable to the concentration at issue, since it related to economic activities conducted outside the Community. According to the applicant the Regulation applies only to concentrations carried out within the Community.

In this regard the CFI examined two questions:

a) Assessment of the territorial scope of the Regulation.

The CFI first noted that Article 1 of the Regulation does not require that the undertakings in question must be established in the Community or that production activities covered by the concentration must be carried out on Community territory.

However, according to the applicant the legal bases for the Regulation and the wording of the preamble and substantive provisions precluded its application. The CFI rejected these arguments. In particular the CFI pointed out that the legal bases for the Regulation merely point to the need to prevent the

distortion of competition in the common market. In this respect the Regulation does not ascribe greater importance to production than to sales operations. Accordingly, the Commission did not err in its assessment of the territorial scope of the Regulation by applying it to a proposed concentration notified by undertakings whose registered offices, mining and production activities are outside the Community. The Court also stated that this is consistent with the judgement in *Wood pulp*⁴⁷, where the criterion as to an implementation of an agreement is satisfied by mere sales within the Community irrespective of the location of the sources of supply and production.

b) Compatibility of the decision with public international law.

According to the CFI the application of the Regulation is justified under public international law when it is foreseeable that a proposed concentration will have an immediate, substantial and foreseeable effect in the Community.

The CFI recognised that the operation would not necessarily lead to an immediate abuse. However, the operation would have had the immediate and direct effect of creating the conditions in which abuse was not only possible, but also

economically rational. The operation would, therefore, have had an immediate effect in the Community.

As to the substantial effect the CFI found that the combined market shares of the parties in the Community (between 10-15%) were sufficient for the Community to have jurisdiction. However, the potential impact of the concentration was even higher given that the operation would have led to a dominant duopoly. Therefore, the CFI found that the sales potentially affected in the Community would have included not only the sales of Implats/LPD, but also those of the Anglo American Platinum Corporation ("Amplats"), the main competitor and the other half of the resulting dominant duopoly (see below).

As to the effect being foreseeable the CFI found that the immediate and substantial effect on the Community was foreseeable. Consequently, the CFI concluded that the application of the Regulation was consistent with public international law.

Finally, the CFI examined whether the Community violated the principles of non-interference or proportionality in exercising that jurisdiction. The CFI rejected that this was the case. The CFI did not express itself on whether such a rule exists in international law, but simply observed that there was no conflict between the course of

action required by the South African Government or that required by the Community. In addition the South African Government had not in its submissions called into question the Community's jurisdiction.

Plea 2: The Commission is not empowered to prevent concentrations which create or strengthen a collective dominant position

The application for annulment of the decision in *Gencor/Lonrho* was made before the European Court of Justice issued its judgement in *Kali & Salz*⁴⁸ in 1998. In the judgement in *Kali & Salz* the European Court of Justice decided that the Regulation covers collective dominance. This question was, therefore, settled before the judgement in *Gencor/Lonrho*. In its judgement the CFI refers to the findings of the European Court of Justice in *Kali & Salz*.

Plea 3: The Commission wrongly found that the operation would create a collective dominant position

The applicant based this plea on a number of arguments:

⁴⁷ *Åhlström and Others v Commission* [1988] ECR 5193 (the «Wood pulp» case)

⁴⁸ *France and others v Commission* [1998] ECR I-1375 (the «Kali & Salz» case). See also the Competition Policy Newsletter, June 1998)



a) Joint control of Gencor and Lonrho over LPD before the concentration

Implats has, since 1990, 27% of the shares of LPD, Board representation and certain veto rights over important decisions of LPD. On this basis the applicant claimed that the factors which led the Commission to conclude that the proposed concentration would be incompatible with the common market already existed before the proposal, as Gencor and Lonrho jointly controlled LPD. According to the applicant it is, therefore, difficult to understand what difference the concentration would have made to competition.

The judgement of the CFI does not address the question whether there was or was not joint control before the proposed operation. Instead the CFI examined the links between Gencor and Lonrho before and after the operation in order to see whether the concentration would alter the degree of influence which the applicant could exercise over LPD. The CFI found that the Commission was justified in concluding that, despite the structural links between the applicant and LPD, there had in the past been competition between LPD, Implats and Amplats, and that the proposed operation would have removed LPD as a competitive threat. On these grounds the operation would have had a substantial effect on competition.

b) The market share criterion

The Commission concluded in its decision that the operation would have resulted in a symmetric dominant duopoly with an initially market share of 60-70%, which would have increased to around 80%, when Russian stocks were depleted. The applicant argued that the combined market share of Implats/LPD of the world market was only about 28% and only about 12% of the EEA market. In other oligopolistic dominance cases the market shares were substantially higher. For example in *Nestlé/Perrier*⁴⁹, Nestlé and BSN had a combined market share of 82%.

In the judgement the CFI first said that the Commission cannot be bound by other cases, where market shares may have been higher or lower than in the present case, if the conditions of competition are different. There is thus no evidence that the mineral water market in the *Nestlé/Perrier* case was similar to the platinum or rhodium markets. Second, the CFI noted that the applicant's comparison of market shares between the present case and the *Nestlé/Perrier* case is not correct. In particular, the proposed concentration would have led to a combined market share of 60-70% of Amplats and Implats/LPD which would have increased to around 80%. This is a very high market share, and

accordingly, the CFI found that the Commission was entitled to conclude that the operation would have led to a dominant duopoly.

c) Similarity of the cost structures of Implats/LPD and Amplats following the concentration

The Commission concluded in the decision that as a result of the operation Amplats and Implats/LPD would have had similar cost structures, and this would have given the two duopolists similar incentives in terms of the development of the market, and thus have increased the likelihood of anti-competitive parallel behaviour. The applicant argued that the Commission was wrong in considering that Implats/LPD and Amplats would inevitably act together on the market due to their similar cost structures. In particular the Commission analysis ignored the wide variety of operating cost levels of different shafts both at Implats and LPD and Amplats.

The CFI notes the applicant has not challenged that in the platinum industry, a producer must look at the overall cost of its operations in deciding the appropriate production level and not simply at the operating costs of the individual shafts. Furthermore, in view of the graphs drawn up by the parties to the concentration the concentration would have resulted in the creation of a new company whose cost structure

⁴⁹ Case IV/M.190 – *Nestlé/Perrier*, OJ L 356/1, 5.12.1992

for the operation of mines would have been similar to that of Amplats. The Commission was, therefore, entitled to conclude that the interests of Amplats and Implats/LPD with regard to the development of the market would have coincided to a higher degree and this alignment of interests would have increased the likelihood of anti-competitive parallel behaviour.

d) Characteristics of the market

The Commission examined a number of different factors in order to decide whether the platinum market was prone to collective dominance. The Commission concluded that the platinum market was a transparent market involving a homogeneous product and that it was a mature markets with a low rate of technological change. Furthermore, the Commission had found that barriers to entry were high with few marginal or alternative sources of supply to the main suppliers. In addition, the Commission had found a number of multi-market contacts as well as structural links between the two duopolists in other markets. Finally, in its market forecast the Commission had found that a supply-deficit was likely. On this basis the Commission concluded that the platinum and rhodium markets were prone to collective dominance.

The applicant contested each of these points. However, the CFI dismissed the arguments of the applicant on each of these points.

The CFI did not provide any guidance as to which of the above factors it finds are particularly important in order to find collective dominance. However, the CFI accepted that these factors can be indicators of whether markets are prone to exhibit anti-competitive parallel behaviour.

Furthermore, of particular interest is the fact that the CFI has interpreted the *Flat Glass*⁵⁰ judgement concerning the relevance of structural links in the assessment of collective dominance. The applicant claimed that according to the *Flat Glass* case, Article 86 requires for a finding of collective dominance that there be structural links between the undertakings in the market in question, for example through agreements or licenses. Furthermore, the applicant noted that the links identified by the Commission between Implats/LPD and Amplats did not directly concern platinum. The judgement of the CFI settles the issue of the treatment of structural links. It is clearly stated that in *Flat Glass* the CFI only referred to such links by way of example and did not lay down that such links must exist in order for a finding of collective dominance to be made. The CFI also said that it cannot be deduced from *Flat Glass* that the Court has restricted the notion of economic

links to the notion of structural links referred to by the applicant. The CFI, therefore, find that the applicant's ground for challenge misplaced. Furthermore, the applicant is not justified in challenging the relevance of the links identified by the Commission on the ground that they did not directly concern the platinum industry.

e) Conclusion.

The CFI concluded that the Commission was fully entitled to conclude that the concentration would have lead to the creation of a dominant duopoly in the platinum market as a result of which competition would have been significantly impeded in the common market. Furthermore, the reasoning in the contested decision fulfils the requirements laid down by Article 190 of Treaty.

4) Infringement of Article 8(2) of the Regulation in that the Commission did not accept the commitments offered by the parties to the concentration

The parties offered three commitments to remove the threat of the creation of a dominant position:

- (a) the development of an extra 150 000 ounces of mining capacity
- (b) the maintenance of output at the existing levels (1 500 000 ounces per annum)

⁵⁰ SIV and Others v Commission, [1992] ECR II-1403 (the «Flat Glass» case)



(c) the creation of a new supplier in the market by committing to selling part of their production to an independent trading company

The CFI found that the first two commitments were insufficient since they did not alter the structure of the market, but only amounted to an obligation to a minimum output. The CFI recognised that these commitments may have reduced the potential for a future abuse, but they did not ensure that there would be no abuse or that the dominant position would be eliminated. It was not disputed that the third commitment would have a negligible impact on the market.

Therefore, the CFI found that since the commitments as a whole were not capable of eliminating the impediments to effective competition caused by the concentration. Consequently, the Commission was justified in rejecting them, because they were not sufficient to enable the Commission to conclude that the concentration at issue would not create or strengthen a dominant position. Finally, the CFI also said that the categorisation of a proposed commitment as “behavioural” or “structural” is immaterial as long as the commitment is capable of

preventing the emergence or strengthening of a dominant position.

Conclusion

The judgement of the CFI completely supported the position of the Commission. It is worthwhile to note a number of points. First, as far as operations between entities located outside the EEA are concerned, the judgement clearly set out the effects doctrine, i.e. what is important is whether the operation has an effect in the EEA and not whether the combination of assets takes place within the EEA.

Second, even though the CFI did not express itself on whether Implats already jointly controlled LPD before the proposed merger, it is important to note that the CFI examined the structure of the market before and after the proposed concentration and concluded that the merger would have had a significant impact on competition. In particular, from this judgement it can be concluded that the CFI has accepted that there can be competition between a parent company and another company

over which the parent may have some degree of control.

Third, in relation to oligopolistic dominance the CFI has accepted that market characteristics such as market transparency, market maturity, low degree of innovation can be used in identifying whether markets are prone to oligopolistic dominance. The CFI also accepted the analysis of the Commission as to how the operation would have changed the competitive relations between the competitors and thereby made anti-competitive parallel behaviour more likely. Furthermore, the CFI has settled the issue of structural links by concluding that structural links are not necessary in order for a finding of collective dominance. Therefore, rather than structural links the question to assess in cases concerned with collective dominance is the likelihood of tacit co-ordination in the market.

Finally, in relation to commitments the CFI stressed that the important issue is not whether a commitment is labelled “structural” or “behavioural”, but whether it prevents the creation or strengthening of a dominant position.

Professions libérales : aspects essentiels de l'action de la Commission en matière d'application des règles de concurrence

Maria-Jose BICHO, IV-D-3

INTRODUCTION

Les professions libérales bénéficient dans tous les Etats membres de l'Union européenne d'un statut particulier par rapport à d'autres secteurs de l'économie. Elles sont assujetties à la fois à des réglementations étatiques et privées dont la proportion et la portée divergent non seulement d'un Etat membre à l'autre mais aussi selon la profession en cause.

L'action de la Commission en matière d'application des règles de concurrence aux professions libérales est encore à ses débuts. La principale raison en est que, dans la plupart des professions libérales, les prestations des services conservent encore un caractère national, voire local, et que la condition d'affectation sensible du commerce interétatique nécessaire pour appliquer les règles de concurrence du Traité n'est donc pas remplie dans la plupart des cas qui se présentent à la Commission. Par ailleurs, même lorsque le commerce interétatique est affecté de manière sensible, l'effet des pratiques restrictives peut ne se faire sentir qu'à l'intérieur d'un seul Etat membre et la Commission peut alors considérer qu'il n'y a pas un intérêt communautaire à les poursuivre.

Dans ce cas, l'initiative des poursuites est laissée aux Etats membres.

En tout état de cause, pour les cas qui présentent une dimension communautaire, la Commission considère que le cadre législatif ou réglementaire au niveau national est sans incidence sur l'application des règles de concurrence communautaires. La Cour de Justice a d'ailleurs confirmé ce principe à plusieurs reprises⁵¹.

DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION ET PUBLIÉES AU JOURNAL OFFICIEL

Fixation collective de prix

Ce n'est qu'en juin 1993 que la Commission a adopté sa première décision en matière d'application de l'article 81 du Traité CE (ex-article 85) aux pratiques d'un ordre professionnel. Cette

décision⁵² a enjoint au Conseil national des expéditeurs en douane en Italie (CNSD) de mettre fin à l'établissement d'un tarif minimal et maximal fixe pour chaque opération effectuée par ses membres (qui était par la suite approuvé par les pouvoirs publics). Une deuxième décision⁵³ a été adoptée un an et demi après la première. Elle a enjoint à l'ordre professionnel des agents de la propriété industrielle en Espagne (COAPI) de mettre fin à l'établissement annuel des tarifs minimaux à charge des clients étrangers et des tarifs minimaux à charge des clients résidant en Espagne dans la mesure où ces derniers tarifs concernaient des services transfrontaliers. Les tarifs établis par le COAPI n'étaient pas approuvés par les pouvoirs publics mais une législation nationale accordait au COAPI le pouvoir de fixer de tels tarifs. Ces deux décisions ont donc condamné la fixation collective de prix indépendamment du cadre réglementaire national.

La décision de 1993 a fait l'objet d'un appel devant le Tribunal de première instance, qui ne s'est pas encore prononcé. La Commission a, à la suite de l'adoption de cette décision, ouvert une procédure d'infraction contre l'Italie qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour de Justice du 18 juin 1998. La Cour a estimé dans cet arrêt que la République italienne a manqué aux obligations qui lui incombent

⁵¹ *Inter alia*, l'arrêt du 17 janvier 1984, affaires jointes 43/82 et 63/82, « VBVB/VBBB », Rec. 1984, p.19, l'arrêt du 30 janvier 1985, affaires 123/83, « BNIC/Clair », Rec. 1985, p.391 et l'arrêt du 18.6.1998, affaire C-35/96 Commission c. Italie, Rec. 1998, p. I-3851

⁵² Decision de la Commission du 30 juin 1993 JO N°L 203, 13.8.93, p.27.

⁵³ Decision de la Commission du 30 janvier 1995 JO N°L 122, 2.6.95, p.37.



en vertu des articles 10 et 81 du traité CE, en adoptant et maintenant en vigueur une loi qui impose au Conseil national des expéditeurs en douane (CNSD), par l'attribution du pouvoir de décision correspondant, l'adoption d'une décision d'association d'entreprises contraire à l'article 81 du traité CE, consistant à fixer un tarif obligatoire pour tous les expéditeurs en douane.

Restrictions de publicité

Le 7 avril 1999, la Commission a adopté sa première décision portant sur des restrictions à la publicité et à l'offre de services dans le secteur des professions libérales⁵⁴. Dans cette décision la Commission apprécie, en effet, la compatibilité des dispositions du code de conduite de l'Institut des mandataires agréés (l'IMA) - un ordre professionnel qui regroupe, au niveau européen, tous les mandataires agréés auprès de l'Office européen des brevets (l'OEB) - à l'égard de l'article 81 du Traité et de l'article 53 de l'accord EEE.

La décision établit une distinction, dans le cadre de la profession en cause, entre règles de nature déontologique et règles restrictives de la concurrence entre les membres de la profession. Font partie de la première catégorie les règles nécessaires notamment pour assurer l'impartialité, la compétence, l'intégrité et la responsabilité des mandataires, pour éviter les conflits d'intérêts et la publicité trompeuse ou encore

pour garantir le fonctionnement efficace de l'OEB. Ces règles ne sont pas considérées comme restrictives de la concurrence dans le contexte spécifique de cette profession. De plus, la décision accorde une exemption jusqu'au 23 avril 2000, donc pour une période transitoire de très courte durée, aux dispositions du code de conduite restrictives de la concurrence qui interdisent les membres de l'IMA de faire de la publicité comparative et d'offrir activement des services aux utilisateurs qui ont déjà été clients d'un autre mandataire. L'expiration de l'exemption coïncide avec la date limite accordée aux Etats membres pour adopter les dispositions nécessaires pour se conformer à la Directive 97/55/CE⁵⁵.

Le marché en cause a été défini comme le marché des services liés aux demandes de brevets européens auprès de l'OEB qui constitue un marché distinct du marché des prestations liées aux demandes de brevets nationaux. L'exemption de très courte durée a pu être accordée en vue d'éviter un passage brusque d'un régime d'interdiction presque absolue de publicité et d'offre de services non sollicités vers un régime d'application de la Directive 97/55. Une période transitoire permettant l'adaptation à la nouvelle situation entraîne des avantages tant pour les utilisateurs que pour les mandataires.

PRINCIPES ÉTABLIS OU RÉAFFIRMÉS DANS LES DÉCISIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION

Les principes établis ou réaffirmés dans les décisions de 1993 et de 1995 ont aussi été retenus dans la décision de 1999. Ils peuvent se résumer ainsi :

- (1) les membres des professions libérales sont des entreprises au sens de l'article 81 du Traité CE lorsqu'ils exercent leur profession en tant qu'indépendants et leurs organisations professionnelles (ordres professionnels), qui regroupent tous les membres de la profession, sont des associations d'entreprises au sens de la même disposition du traité ;
- (2) la fixation collective de prix et les interdictions de publicité (y inclus la publicité comparative) par un ordre professionnel constituent des violations de l'article 81 du Traité CE ;
- (3) les règles nécessaires, dans le cadre spécifique à chaque profession libérale, pour assurer l'impartialité, la compétence, l'intégrité et la responsabilité des membres des professions libérales, ou pour éviter les conflits d'intérêts et la publicité trompeuse ne sont pas considérées comme restrictives de la concurrence au sens de l'article 81 paragraphe 1 du Traité ;
- (4) le cadre juridique dans lequel s'effectue la conclusion

⁵⁴ Décision de la Commission du 7 avril 1999 JO N°L 106, 23.4.99, p.14.

⁵⁵ Directive du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative, JOCE n°L 290 du 23/10/1997, p.18.

d'accords ainsi que la qualification juridique donnée à ce cadre par les différents ordres juridiques nationaux est sans incidence sur l'application des règles communautaires de la concurrence;

- (5) même lorsque l'Etat délègue à une organisation professionnelle le pouvoir de fixer les prix à pratiquer par ses membres et se met de ce fait en infraction aux règles du Traité, la mise en oeuvre de ce pouvoir par l'association n'est pas soustraite à l'application de l'article 81 du Traité.

Les trois décisions en cause concernent respectivement les expéditeurs en douane en Italie, les agents de brevets en Espagne et les mandataires agréés auprès de l'OEB mais les principes que ces décisions ont établis s'appliquent également à d'autres professions libérales.

Conclusion

La mise en oeuvre de la politique de la concurrence dans le domaine des professions libérales a pour objectif de mettre fin aux pratiques restrictives des professions libérales qui violent les règles de concurrence communautaires. Elle a aussi pour objet de promouvoir les formes de coopération qui facilitent l'accès à d'autres marchés géographiques, permettant aux membres des professions libérales d'opérer à un échelon communautaire ou international si elles n'ont pas pour effet de réserver les marchés nationaux aux professionnels

ressortissants. Graduellement, la Commission essaiera de tracer une ligne de démarcation entre d'une part les règles vraiment déontologiques qui échappent au champ d'application des règles de concurrence et d'autre part les règles ou pratiques interdites. En même temps, la Commission donnera des signes claires, dans le cadre de chaque profession, sur les pratiques qui pourront être exemptées lorsqu'elles ont été notifiées et remplissent les conditions prévues à l'article 81 paragraphe 3 du Traité.

Cette politique sera menée sur la base des deux principes généraux suivants :

- (1) La Commission a le pouvoir d'assigner, dans l'intérêt public communautaire, des degrés différents de priorité à l'instruction des plaintes. Les cas concernant un seul Etat membre dont l'impact est surtout national, voire local seront laissés aux soins des autorités nationales ou des tribunaux nationaux dans le cadre de la politique de décentralisation que la Commission développe sur la base des deux communications qu'elle a adoptées en cette matière⁵⁶. L'action de la Commission se cantonnera donc aux seuls cas qui présentent une dimension communautaire en ce sens qu'ils concernent les règles d'une même profession

libérale dans tous ou plusieurs Etats membres ou qui, s'agissant des membres d'une profession dans un seul Etat membre, la pratique restrictive concernée a un impact substantiel dans plusieurs Etats membres.

- (2) La Commission n'a pas pour objectif de s'ériger en arbitre de conflits d'intérêts privés dans le domaine des professions libérales, comme d'ailleurs dans tout autre domaine. Elle veillera, en premier lieu, au respect de l'intérêt public qui s'attache au rétablissement d'une situation conforme, en fait et en droit, aux articles 81 et 82 du Traité. La Commission, autorité administrative, se différencie ainsi du juge civil, dont la vocation est de sauvegarder les droits subjectifs des personnes privées dans leurs relations réciproques⁵⁷.

⁵⁶ Communication de la Commission 97/C 313/03, JO N°C 313 du 15.10.1997, p.3 et Communication de la Commission 93/C 39/05, JO N° C 39 du 13.2.1993, p.6

⁵⁷ Voir en ce sens l'arrêt du Tribunal de Première Instance du 18 septembre 1992, *Automec II*, affaire T-24/90, Rec. p. II-2277, motif 85



MERGERS

Application of Council regulation 4064/89

Recent developments and important decisions

Geraldine EMBERGER, IV-B-4 and
Tiina PITKÄNEN, IV-B-2

Introduction and Statistical Overview

General developments

The first four months of 1999 saw a continuation of the upward trend in merger and acquisition activity under the new Merger Regulation⁵⁸ which on 1 March 1999 became one year old. During the period between 1st January and 30th April a total of **92 operations** were **notified**. This means an increase of approximately 15% over the previous four-month period and an increase of 31% over the first four months of last year, when 70 operations were notified. There were **85 Decisions** on cases under the Regulation's main provisions (**Articles 6, 8 and 9**) which means an increase of 41% over the previous four month period when 60 decisions were taken under the main articles. During the period there were two decisions adopted following a detailed investigation (Article 8): both were cleared subject to formal commitments from the parties to remedy the competition problems that the Commission

has identified. There were 3 decisions in the period to open a detailed enquiry (Article 6(1)(c)), one operation, the proposed take-over of *trans-o-flex* by *Deutsche Post* has meanwhile been withdrawn (see below). There were two total referrals and one partial referral decisions to the competent authorities of the Member States. In total 11 operations were aborted or withdrawn. Out of these 11 withdrawals, one operation, *Total/Petrofina*, was renotified after the original notification had been completed (see below).

Application of the new merger regime (Articles 2/4, 6/2 and 7/4)

During the observation period only three out of notified 92 operations involved **joint ventures** where the risk of parental co-ordination required an analysis under **Article 2(4)**⁵⁹. Where an Article 2(4) issue is established before notification the case will be treated by the appropriate sectorial unit in DG IV and given a special file number - JV 1,2,3,etc. If the Article 2(4) issue becomes apparent later in the procedure,

the case will continue to be dealt with by the MTF. There was one decision in the period involving the assessment of co-operative aspects: the Commission after a second phase investigation approved a joint venture between the two telecom operators *BT* and *AT&T*⁶⁰ subject to commitments (see below).

There is a clear upward trend in decisions where the Commission has used its new powers to accept **remedies during the first phase of investigation (article 6(2))**. During the observation period 8 cases which would normally have been subject to second phase investigations could instead be cleared after six weeks: four times as many as in the previous four-month period. This development gives reason to believe that the 1999 total will exceed last year's total of 9 decisions to accept first phase remedies by a wide margin. Commitments in first phase are accepted by the Commission where the competition problem is readily identifiable, and can be remedied completely by the undertaking(s) offered.

The **new regime on suspension (Article 7(1))** provides that concentrations under the Merger Regulation may not be implemented until clearance or the expiration of the deadline. Following a request by the parties, the Commission may, however, grant a derogation

⁵⁸ Council Regulation (EEC) No 4064/89 amended by Council Regulation (EC) No 1310/97

⁵⁹ see especially Newsletter 1/1999

⁶⁰ Case No JV.15; decision of 30, March 1999



from the suspension. In deciding such requests, the Commission is required to take into account the effects of the suspension on the undertaking(s) concerned or on third parties and the potential threat to competition posed by the concentration. In the period the Commission granted a derogation on the basis of the clear disadvantage *Cofinga* and *BNP*⁶¹ would suffer if the operation were suspended and the fact that there are virtually no overlaps between the parties' activities. In *Sanofi/Synthelabo*⁶² the Commission considered that Synthelabo had already manifested its willingness to withdraw from the market for stupefying active substances, the only market in which possible competitive concerns were raised by third parties. Recognising in addition that suspension of the remaining parts of the operation would have caused significant harm to shareholders, the Commission granted a derogation according to Article 7(4).

Developments in individual sectors

While merger-activity in traditionally consolidating sectors like banking and insurance slowed down during the first four months of 1999, other sectors were swept by a

merger-wave. In the **car and car components industries**, 7 operations were notified compared to only one notification during the first quarter of 1998. Among the reasons for this growing consolidation are overcapacity and weak demand growth in the car manufacturing industry. In the components industry, there is a trend to supply integrated systems in order to meet rising technical standards. The recent merger wave in the **express mail and parcel delivery sectors** is also notable. Starting with the concentration between Deutsche Post and DHL⁶³ a number of concentrations have been notified, involving large antional postal companies like Deutsche Post. 6 operations have been notified during the observation period. Among them, the following have been approved: *TNT Post /Jet services*⁶⁴, *Deutsche Post/Danzas*⁶⁵, *Deutsche Post /Securior*⁶⁶ and *La Poste/Denkhaus*⁶⁷. As can be seen from this list, national postal companies are entering these markets through heavy investments in order to diversify from their traditional monopoly activities, which are being

liberalised and declining. The Commission has to make sure that mergers between former monopolists and private express and transport companies will not serve as a basis to build up dominant positions in any particular segment and/or geographic area of this fast developing sector. The proposed acquisition of *trans-o-flex Schnell-Lieferdienst GmbH* by *Deutsche Post* has in the meantime been withdrawn following serious doubts expressed by the Commission concerning the creation of a dominant position in particular in the national and international parcel service as well as the national and international express delivery service.

Decisions adopted following a detailed investigation (Article 8)

In *Rewe/Meinl*⁶⁸, the Commission had come to the conclusion that the take-over of the fourth largest Austrian food-retail chain by the market leader Rewe/Billa would create a dominant position of the parties on the Austrian food retail market and would also create or strengthen dominant positions on 9 Austrian procurement markets for daily consumer goods. In order to avoid a prohibition decision, the parties offered comprehensive modifications.

⁶¹ Case No. IV/M.1419-Groupe Cofinga/BNP; decision of 15, January 1999

⁶² Case No. IV/M.1397-Sanofi/Synthelabo; Article 7(4) Decision of 21, April 1999

⁶³ Case No. IV/M. 1168-Deutsche Post/DHL; Article 6(1)b decision of 26, June 1998

⁶⁴ Case No. IV/M.1405; decision of 15, February 1999

⁶⁵ Case No IV/M. 1410; decision of 17, February 1999

⁶⁶ Case No IV/M. 1347; decision of 13, February 1999

⁶⁷ Case No IV/M. 1371; decision of 26, February 1999

⁶⁸ Case No. IV/M.1221-Rewe/Meinl; Article 8(2) decision of 2, February 1999



In its original form the proposed concentration would have had a negative impact on the **food retail market in Austria**. Through the proposed concentration Rewe/Billa's market share would have increased from 30% to at least 37% with the closest competitor (Spar) having a market share of 26%. Apart from the share additions, the Commission considered the specific strengths Rewe/Billa disposes of as compared to its competitors, which would have been strengthened considerably by the acquisition of Meisl: as for example the market leading position in the key region of Eastern Austria, the chain of highly-productive large outlets, the strong position in urban centres and the advantage of a centralised organisation. In addition, the proposed concentration would further increase the already existing high entry barriers to the Austrian food retail market. Buyer power was also considered in this case in respect of several **procurement markets** (for example for dairy products, bread and pet food). The Commission found that suppliers of the food-sector would on average depend for 29% of their turnover on sales to Rewe/Billa/Meisl, some product groups showing even a significantly higher degree of dependency. In evaluating the degree of dependency the Commission again took note of other already existing structural competitive advantages of Rewe/Billa such as the

centralised buying structure and the strong position in Eastern Austria.

In the course of the proceedings the parties made comprehensive commitments removing the Commission's concerns on both the retail and procurement side of the deal. The effect of the commitments was to reduce the acquisition by Rewe/Billa to 34% of Meisl's food retail activities, thereby reducing the increase in market shares from 7% to around 2.5%. In the key region of Eastern Austria, Rewe/Billa will not acquire any outlets to be used for food retailing and therefore will not strengthen its already existing strong position. In addition, Meisl will remain active as an actual competitor. The reduction of market share on the retail market will also have an important impact on the procurement markets by reducing the dependency of suppliers operating on that market. The potential of demand, which will be added through the modified concentration, will no longer have a significant impact on Rewe/Billa's position on the procurement markets.

In the case *Danish Crown/Vestjyske Slagterier*⁶⁹ the Commission concluded that the operation would have led to the creation of a duopolistically dominant position of the parties together with another large Danish co-operative slaughterhouse. Danish Crown/Vestjyske Slagterier and Steff-Houlberg would have accounted for about 70% of the market for fresh pork meat sold through supermarkets. This element together with a number of others was considered to lead to the creation of a duopolistically dominant position⁷⁰ of the parties. The Commission took into account the following: First, due to the weekly pig price quotation, competitive actions by competitors are very transparent. Second, there are a number of structural and other similarities between the parties and the number two competitor, Steff-Houlberg, in terms of similar costs structures, technology and sales channels. In addition, there are structural links between

⁶⁹ Case No. IV/M.1313- Danish Crown/Vestjyske Slagterier; Article 8(2) Decision of 9, March 1999

⁷⁰ Oligopolistic dominance refers to a situation where the oligopolists simply by adapting to the prevailing market conditions are likely to behave in an anti-competitive parallel way rather than compete against each other. Active collusion, for example in the form of a cartel, is therefore not required. However, due to the lack of competition a dominant oligopoly results in similar negative effects on the market, as would result from a dominant position held by a single firm.

Steff-Houlberg and the parties. The Commission found that due to the market structure none of the two duopolists would have had any incentives to compete with each other on the Danish market. The parties committed themselves to abolish the pig price quotation, in order to make the market less transparent. This move could in due course lead to different cost structures, since sourcing of pigs could be done at different prices. The parties also committed themselves to dissolve important structural links between them and Steff-Houlberg.

The operation in its originally notified form would also have led to the creation of single dominant positions on the Danish market for purchasing of live pigs for slaughtering, and the sale of abattoir by-products⁷¹. Consequently, the merger would have had negative effects on Danish consumers and competitors. The parties, however, committed themselves to remove all structural and operational links between the parties and Steff-Houlberg, which resolved the Commission's competition concerns.

In *BT/AT&T*⁷² the Commission investigated possible **co-ordination effects** of the proposed joint venture between British telecom and the US

company AT&T. BT is currently the fifth biggest telecommunications operator. Its principal activity is the supply of telecommunications services and equipment in the UK. AT&T is currently the second biggest telecommunications operator worldwide by turnover, and the largest US long distance telecommunications operator. AT&T is also active internationally, notably in the UK where it operates a group of wholly-owned subsidiary companies including AT&T Comms UK, and ACC Long Distance UK, a subsidiary of ACC Corp.

There was a risk of parental co-ordination between ACC, a wholly-owned subsidiary of AT&T, BT and Telewest, in which AT&T through TCI holds a 22% stake and regarding the distribution of AT&T/Unisource services in the UK. The Commission raised concerns that the joint venture could lead to the co-ordination of the competitive behaviour of the parties. In order to remove the competition concerns AT&T offered to divest ACC UK. AT&T also committed itself to the creation of a greater structural separation between AT&T and Telewest. AT&T also undertook to give another distributor the possibility to distribute AUCS services⁷³ in the UK, as AT&T UK will be

wound up. Subject to full compliance with these undertakings, the Commission declared the concentration compatible with the common market. The operation is still subject to approval by the US authorities.

Decisions to carry out a detailed investigation (Article 6(1)c)

In *KLM/Martinair*⁷⁴, the European Commission decided to open a full investigation based on competition concerns regarding the supply of flights from Dutch airports (notably Amsterdam/Schiphol) to tour operators and individual 'leisure' customers for destinations around the Mediterranean. Together, the two airlines would become the largest single carrier from Amsterdam to these destinations. The parties also both operate flights to certain major North American cities, on several of which KLM and Martinair are the principal carriers. The Commission considers that the notified operation could create or reinforce dominant positions in some or all of these markets.

The Commission also opened an in-depth investigation on the proposed alliance between the *Rotterdam Port Authority* and the container terminal operators

⁷¹ parts of the animals, which cannot be used for human consumption

⁷² see footnote 14

⁷³ global telecommunications services offered by the company AUCS (joint venture between AT&T and Unisource)

⁷⁴ Case No. IV/M. 1328-KLM/Martinair; Article 6(1)c decision of 1, February 1999



Hutchison and *ECT*⁷⁵. The container terminals at the deep-sea ports of Felixstowe and Thamesport in the UK are under the control of *Hutchison Port Holdings Ltd* (Hutchison) and the *Rotterdam Port Authority*. The combination with the Rotterdam container terminal operator *ECT* in Rotterdam will lead to a significant addition of capacity, given that the 1st, 4th and 9th largest container terminal operations in Northern Europe will be brought under the (joint) control of Hutchison. The Commission's concerns relate in particular to potential (more narrow) markets, such as that for the transshipment of containers from deep sea ships to smaller vessels for transport to other (smaller) ports in Europe, or for specialised services to particular categories of very large deep-sea vessels.

Decisions adopted in the initial phase (Article 6(1)b)

Decisions involving remedies

The decision in *Astra/Zeneca*⁷⁶ marks the first time in the pharmaceutical sector where commitments were required to clear the concentration. In view of the ongoing consolidation of the pharmaceutical industry, such situations may become

more common in the future. The Commission came to the conclusion that the operation raised serious doubts with regard to two markets where the parties would attain market shares exceeding 50%: the markets for plain and combined betablockers (anti-hypertension drugs) and local anaesthetics in Sweden and Norway. The parties committed themselves to grant viable independent third parties exclusive distribution rights for the products in question. In addition, Astra will divest its activities in dual combined betablockers throughout the European Economic Area (EEA).

The Commission cleared, subject to undertakings by the parties, the take over of the Belgian Oil Company *PetroFina* by *Total*⁷⁷. The operation raised competition concerns in the market for non-retail sales of fuels (i.e., gasoline, diesel, heating oil) in five areas of the Northern part of France (i.e., Pas-de-Calais, Nord, Aisne, Ardennes, Somme). These areas are supplied by Total's refinery in Dunkirk, France and PetroFina's storage depot in Feluy, Belgium - the latter being linked by pipeline to PetroFina's refinery in Antwerp - and to a lesser extent on maritime imports of diesel and heating oil, for which the area is in a structural deficit. The undertaking submitted by the

parties consisted of the divestment of certain interests in petroleum storage depots in the area. Hence, the undertaking will enhance the possibilities for alternative sources of supply in this area.

In the oil and chemical industries, earlier merger projects⁷⁸ were essentially designed to combine businesses in limited fields of activities through the constitution of joint ventures. The current generation of mergers is more global in the sense that they are meant to combine the whole of the merging parties' activities - like for example BP/Amoco or Total/Petrofina. Faced with this new generation of mergers, the Commission will have to look more deeply into the markets where the parties are active. These markets will not only include downstream activities but all sorts of sectors ranging from oil exploration to refining and retail fuel sales. Some of these markets, due to their characteristics, may typically present more problems than others, such as for example the downstream market for gas and oil refined products, which are traditionally highly concentrated markets, where only a few large, vertically integrated companies are active.

Decisions on referrals/partial referrals to Member States

⁷⁵ Case No. IV/M.1412-Hutchison/Whampoa/RMPM/ECT; Article 6(1)c decision of 14, April 1999

⁷⁶ Case No. IV/M.1403-Astra/Zeneca; Article 6(1)b Decision of 26, February 1999

⁷⁷ Case No. IV/M.1464-Total/Petrofina; Article 6(1)b-Decision of 26, March 1999

⁷⁸ like for example BASF/Shell, Elenac/Hoechst or BP/Mobil



In *Rabobank/Beeck/Homann*⁷⁹ the Commission accepted a request made by the German competition authorities concerning the planned acquisition of a German delicatessen food producer (Homann) by another food manufacturer (Beeck). Through the concentration, Beeck/Homann would become the leading supplier of both pre-packed and over-the-counter (OTC) products in the food-retail sector in Germany. The risk of a creation of a dominant position in Germany or part of it was not excluded. As this threat was limited to a distinct market in Germany, the Commission referred the case to the Bundeskartellamt.

The take-over of *Petrofina* by *Total* (see above) was partially dealt with by the Commission, which (as seen above) cleared the operation after the parties submitted remedies in the market for non-forecourt sales of fuels. In addition, following a request by the French competition authorities (DGCCRF), part of the case was referred to France. More precisely, the DGCCRF will review the effects of the operation on the petroleum storage infrastructure in the Southern part of France (i.e., Languedoc-Roussillon). In this area the concentration of the parties' petroleum storage facilities is likely to raise serious doubts. The merger review procedure in France has no suspensive effect,

and therefore, the operation can be put into effect, pending the review by the DGCCRF.

In *London Electricity/Electricité de France*⁸⁰ (EdF) the United Kingdom authorities both requested a referral under Article 9(4) and in parallel invoked **Article 21(3)** of the Merger Regulation, (the latter is based on the necessity to protect legitimate public interests not falling within the scope of European Community merger control). In particular the UK authorities were concerned that the Director General of Electricity Supply (DGES), the statutory electricity industry regulator, should remain able to take certain measures to ensure regulatory transparency and protect consumers. The Commission found that the Article 9 request did not meet the criteria for return of a case to a Member State, on the basis that the operation was not considered to give to rise to adverse effects on competition in a distinct market. With regard to Article 21(3) the Commission found that the measures proposed amounted to ongoing regulatory activity which was not precluded by the Regulation. Therefore the Commission considered it unnecessary to recognise a 'legitimate interest' in respect of these measures before they could be taken.

Judicial developments

Judgement of the Court of First Instance of 25 March 1999 in the merger case IV/M.619 – Gencor/Lonrho

This judgement is significant because it reinforces the Commission's view on oligopolistic issues in merger cases. For a full review of the judgement, please see a separate article attached (page 3 of this issue).

Arrêt du T.P.I. du 28 avril 1999 dans l'affaire T-211/95, Endemol Entertainment Holding BV contre Commission

Par son arrêt du 28 avril 1999 dans l'affaire *Endemol/Commission*, le Tribunal de Première Instance (T.P.I.) confirme la décision du 20 septembre 1995 par laquelle la Commission a interdit la création de l'entreprise de télévision néerlandaise Holland Media Groep (HMG) par RTL, Veronica et Endemol, notamment parce que cette opération renforçait la position dominante de Endemol sur le **marché de la production indépendante de programmes de télévision en langue néerlandaise**. Le Tribunal a rejeté tous les moyens et tous les arguments de la requérante Endemol concernant la compétence de la Commission, le déroulement de la procédure administrative et le bien-fondé de l'appréciation au fond. Le T.P.I., entre outre, a confirmé plusieurs pratiques pertinentes

⁷⁹ Case No. IV/M. 1461-Rabobank/Beeck/Homann; Article 9(3) Decision of 6, April 1999

⁸⁰ Case No. IV/M.1346-EDF/London Electricity ; rticle 9(4)a Decision of 27, January 1999



relative à l'application du Règlement, en particulier concernant les droits de la défense, la définition du marché pertinent, le modèle du contrôle conjoint et de calcul de circonstances établissant une position dominante.

Premièrement, le T.P.I. indique que les contraintes de temps auxquelles sont soumises les enquêtes effectuées sur la base du Règlement Concentrations autorisent la Commission à compléter des **recherches par téléphone**. Le T.P.I. confirme aussi que la pratique de l'**accès au dossier** consistant à communiquer aux parties tout document présent dans le dossier à l'exception des documents contenant des secrets d'affaires, des documents internes de la Commission, des informations permettant d'identifier les plaignants qui souhaitent ne pas voir révélée leur identité, ainsi que des renseignements communiqués sous réserve d'en respecter le caractère confidentiel est légitime du point de vue du respect des droits de la défense. Le fait de procéder à des **résumés des réponses** fournies par des entreprises à la Commission lors de l'enquête, et de communiquer ces résumés dans le cadre de l'accès au dossier, ne constitue pas une violation des droits de la défense, dans la mesure où ces résumés contiennent les éléments sur lesquels la Commission va fonder son analyse. Pour la définition du marché pertinent le T.P.I. confirme le bien fondé de la

pratique qui consiste à **exclure de la définition du marché** pertinent les **ventes intra-groupe** ("captive sales"), lorsque certaines conditions sont remplies. Le Tribunal confirme la pratique suivie dans plusieurs affaires de concentration, selon laquelle on considère qu'une entreprise se trouve a priori en **position dominante** lorsqu'elle détient une **part de marché importante** et que la structure de marché est caractérisée par la présence de cette même entreprise et d'un ensemble d'autres opérateurs de loin moins puissants. Dans le cas d'espèce, la part de marché attribuée à Endemol était "nettement supérieure à 50%". Tout en rappelant l'article 3, paragraphe 3 du Règlement Concentrations, le T.P.I. confirme la pratique consistant à considérer l'existence d'un **contrôle conjoint** lorsque les sociétés mères doivent **décider de commun accord** des matières telles que le plan d'affaires, le budget, les investissements importants de l'entreprise commune.

Other developments

Revocation of a Commission decision (Article 6(3)a)

Pursuant to Article 6(3)(a) of the EC Merger Regulation, the European Commission revoked its decision of 15 March 1999, which cleared the merger of *Sanofi*, controlled by the Elf-Aquitaine group and

*Synthélabo*⁸¹, controlled by the L'Oréal group. After receiving third parties' observations, the European Commission had to consider possible problems of competition relating to the area of stupefying active substances which the parties had not described in their notification. Therefore, the clearance decision was considered to be based on incorrect information. On their request, the parties were granted exemption from the suspension period concerning the remaining part of the operation (see above). In order to remove any competition concerns, the parties have chosen to divest the Synthélabo activities in the area of stupefying active substances. A new decision - Article 6(1)(b) with undertakings - was taken on 17 May 1999.

⁸¹ Case No. 1397; Article 6(3)a Decision of 21, April 1999

Application of Article 90 EC

Main developments between 1st February and 31st May 1999

Desserte gazière en France : la Commission obtient la modification des règles en matière d'établissement de nouveaux distributeurs

Christian LEVASSEUR, IV-E-3

Suite à une plainte déposée en 1992 par le Syndicat Professionnel des Entreprises Gazières Non Nationalisées (SPEGNN) et après plusieurs années de procédure, le Gouvernement français vient de publier le décret⁸² d'application d'une loi adoptée en 1998 visant à autoriser l'activité, en zones jusqu'à présent non desservies, de distributeurs de gaz différents de Gaz de France (GDF).

La publication de ce décret met fin à un long contentieux qui illustre un paradoxe de la notion de service d'intérêt économique général tout en soulevant certaines interrogations quant à l'approche adoptée dans l'affaire *Commission c/ France* qui visait à la remise en cause des monopoles d'importation et d'exportation de gaz. Paradoxes et interrogations ne devraient pas subsister après la transposition de la directive

concernant le marché intérieur du gaz naturel prévue pour le 10 août 2000 au plus tard.

Le monopole de distribution et la plainte

La loi de nationalisation française de 1946 confia à l'établissement public GDF le monopole de l'importation, de l'exportation et de la distribution de gaz en France. Le monopole de distribution souffrit quelques exceptions que constituaient les régies communales non nationalisées existantes en 1946 et autorisées à poursuivre leur activité de façon indépendante.

Ces régies, peu nombreuses et de taille bien inférieure à celle de GDF, poursuivirent leur activité et tentèrent même de l'étendre à des communes voisines non encore desservies. De telles extensions présentaient des avantages économiques certains dès lors que la proximité d'un réseau préexistant facilitait l'implantation de nouvelles infrastructures de distribution dans des communes connexes. Néanmoins, GDF s'opposa à de

telles opérations au motif qu'elles auraient été contraires au monopole qui lui avait été confié et que la loi de 1946 serait d'interprétation stricte en ce qu'elle permettrait l'activité des régies non nationalisées mais non leur extension géographique.

L'affaire fut portée devant la Commission par le SPEGNN en 1992. Elle donna lieu, au cours des sept dernières années, à diverses péripéties dont nous ferons grâce au lecteur. Citons simplement pour mémoire l'adoption entre-temps d'un article de loi resté sans effet à défaut de décret d'application ainsi que la préparation, par la Commission en 1997, d'une décision relative à une procédure d'application des articles 86(3) et 82 du traité de Rome.

En effet, la Commission avait traité ce dossier sous la perspective du « monopole défaillant » développée devant la Cour dans l'affaire *Höfner/Elser*⁸³. Pour la Commission, la loi de 1946 était contraire aux articles 86(3) et 82 en ce qu'elle conduisait GDF à abuser de sa position dominante par le refus opposé aux tentatives d'extension des régies municipales alors même que GDF était manifestement incapable de satisfaire la totalité

⁸² Décret n° 99-278 du 12 avril 1999 portant application de l'article 50 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 et relatif à la desserte en gaz, JO de la République Française du 14 avril 1999, p. 5483

⁸³ Arrêt de la Cour du 23 avril 1991 dans l'affaire *C-41/90, Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron GmbH*, Rec. 1991 p. I-1979



de la demande de services de distribution de gaz sur le marché.

La nouvelle situation

Le nouveau dispositif adopté par la France crée une distinction entre communes déjà desservies et communes non desservies. Le statu quo monopolistique est de mise pour les premières alors que les secondes bénéficient de plusieurs options. Ces communes peuvent en effet choisir de s'inscrire dans un « plan de desserte gazière » afin d'être desservies par l'opérateur agréé de leur choix. Si les communes décident de ne pas s'inscrire au plan ou si leur candidature au plan n'est pas retenue, elles peuvent s'adresser à l'opérateur agréé de leur choix « hors plan ». Nous n'entrerons pas ici dans les détails de l'élaboration du plan de desserte. Nous retiendrons simplement qu'il implique des contraintes (rentabilité minimale de la desserte,...) absentes pour les communes qui ne s'y inscrivent pas alors que le résultat obtenu, i.e. l'installation d'un réseau de distribution de gaz dans une commune non desservie, est le même dans le cadre du plan et « hors-plan ».

L'agrément des opérateurs habilités à opérer dans les communes non desservies relève de la compétence ministérielle et doit avoir lieu sur la base de critères objectifs et non discriminatoires (respect de règles de sécurité,...).

Ainsi, le nouveau dispositif doit permettre non seulement aux

régies municipales non nationalisées mais aussi à tout autre opérateur agréé d'installer et d'exploiter un réseau de distribution de gaz dans une commune jusqu'à présent non desservie.

UN NOUVEAU TYPE DE « DÉFAILLANCE » DU MONOPOLE

Contrairement aux pratiques constatées dans le secteur de l'électricité, où la recherche d'une couverture maximale du territoire est de mise, le secteur du gaz laisse subsister volontairement des zones non desservies un peu partout sur le territoire de la France et de l'Union.

Cette particularité tient à l'existence de substituts au gaz naturel pour la totalité des applications envisageables au niveau de la distribution. Par exemple, le gaz est substituable au fuel, aux combustibles solides et à l'électricité pour l'application « chauffage domestique ». Contrairement à l'électricité, le gaz ne présente aucune propriété physique qui limiterait les possibilités de substitution et son développement se trouve donc soumis à des contraintes économiques plus marquées.

Cette situation avait été formalisée en France par l'instauration d'un seuil minimal de rentabilité en-deça duquel GDF n'était pas habilité à installer un réseau de distribution. On arrivait donc à la

situation paradoxale de voir un monopole légal obligé de ne desservir que les communes rentables et de pratiquer ainsi « l'écrémage » habituellement craint dans des périodes de libéralisation.

Cette forme de « défaillance » du monopole est à différencier de celle constatée dans l'arrêt Höfner/Elser où l'office fédéral pour l'emploi allemand manquait à ses obligations non pas en raison d'une limitation endogène de ses activités mais tout simplement en raison de son incapacité manifeste à placer des flux massifs de personnes à la recherche d'un emploi.

CONCLUSION

La plupart des enseignements que nous pouvons tirer de cette affaire ont vocation à appartenir au passé depuis l'entrée en vigueur, et bientôt la transposition, de la directive concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel.

En particulier, la directive devrait résoudre la question des monopoles d'importation et d'exportation dès lors qu'elle prévoit l'ouverture progressive du marché en donnant la possibilité à certains clients « éligibles » de s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix.

En matière de distribution, la directive prévoit dans son article 4 la possibilité de conditionner la construction et

l'exploitation d'installations gazières à l'obtention d'autorisations qui doivent être octroyées de façon transparente et non-discriminatoire. Cette disposition ne remet pas en cause la possibilité pour les états membres de charger certaines entreprises de missions de service d'intérêt

économique général conformément à l'article 3(2) de la directive.

Nous pouvons donc nous attendre à d'autres évolutions dans ce secteur en France dans les prochains mois. L'affaire en objet pourra alors servir de point de départ à

l'évaluation par la Commission de la situation post-transposition dès lors que les principaux éléments relatifs tant aux faits (étendue des missions de service d'intérêt économique général,...) qu'aux solutions envisageables y auront été évoqués.



Commission proposes change to Transparency Directive

Karl SOUKUP, IV-H-3.

The Commission has accepted on 30 March 1999 a draft amendment to the so-called Transparency Directive 80/723/CEE⁸⁴. This Directive in its present form⁸⁵ allows the Commission to investigate into the financial relations between Member States and public undertakings. It requires the public authorities to deliver information on an annual basis for enterprises in the manufacturing sector and on request by the Commission for other enterprises.

The now proposed amendment has become necessary in light of progressive market liberalisation in Europe. During the last years the Commission has been confronted more and more with complaints about the behaviour of a certain type of undertakings. The enterprises in question on the one hand have special or exclusive rights and/or render services of general economic interest (public service obligation, for which they

receive some compensation: special/monopolistic rights or financial support). On the other hand they also operate normal commercial activities and act therefore in competition with other enterprises. Several of the firms in question were in the past the only actors on the respective markets. Due to the Treaty as well as liberalisation efforts by the Member States and the EC, parts of their markets were opened to competition.

The double position can and does cause difficulties as regards possible distortions of competition. Resources from the reserved activities or from payments received from public authorities for compensation of costs of public services could be used to cross-subsidise the activities in competitive fields. For dealing with complaints in this field it is necessary to evaluate whether the advantages granted to the undertakings in question correspond properly to the public services they have to perform. It has to be assessed whether there is no unjustified internal flow of personnel, financial or technical resources between reserved and non-reserved activities or between activities in the general economic interest supported by public means and competitive activities respectively.

The amendment aims at creating transparency in the accounts of (private and public) companies which operate on the one hand in a reserved and/or public service sector and on the other hand in the competitive sector by requesting them to operate separate accounts for these different activities.

Separate accounting will enable the Commission to ascertain:

- the possible extra cost of providing services of general economic interest and the effective coverage of such cost by the state pursuant to Article 86 (2) EC Treaty and
- possible spill-over of state funding or monopoly income into the competitive activities of the company providing services of general economic interest and/or having a special or exclusive right; such spill-over could constitute unlawful state aid and/or an abuse of a dominant position.

As already stated the problem of state funding which distorts competition in liberalised markets has become more and more acute in many fields of economic activity and is increasingly brought to the Commission's attention by complaints from the private sector. The amendment to the Transparency Directive would much improve the fact-finding possibilities of the Commission in that it allows a better analysis of possible distortions - under

⁸⁴ Commission Directive 80/723/EEC of 25.6.1980 on the transparency of financial relations between Member States and public undertakings, OJ L 195 of 29.7.1980, p. 35.

⁸⁵ Amended by Commission Directive 85/413/EEC, OJ No L 229, 28.8.1985 and Commission Directive 93/84/EEC, OJ No L 254, 12.10.1993.

Art. 82 as well as under Art. 87. It also gives Member States a better basis for fulfilling their obligations under the EC Treaty as well as for justifying compensation payments or special rights granted for the provision of services of general economic interest. Moreover, it provides the public and private companies concerned greater legal certainty in that it allows them to avoid spill-over effects of aid received for providing a service of general economic interest. It therefore contributes to fostering the ongoing liberalisation process in the European Union and allows to better combining competition

and the provision of public services respectively.

The amendment does not apply:

- to sectors for which another Community instrument already requires separation of accounts,
- to cases where the service of general economic interest and/or the special or exclusive right has been attributed by means of an open and transparent procedure, and
- to undertakings with an annual total net turnover of less than €40 million.

The draft amendment to the Transparency Directive will now be submitted for consultation to the European Parliament, the Member States, the Economic and Social Committee and the Committee of the Regions. It will also be published in the Official Journal in order to allow all interested parties to submit their comments. Only after this broad consultation the Commission will eventually adopt the final amending directive under Art. 86 (3) EC Treaty.

Study on the application of EC state aid law by the courts of Member States

Adinda SINNAEVE, IV-G-1

1. Background

Although the Commission has always been the central arbiter in EC State aid control, national courts can also play an important role in this field. In fact, the almost exclusive competence of the Commission in State aid matters concerns only the compatibility of aid with the common market, while the respect of procedural obligations

by Member States can also be ensured by national courts.

In its notice on cooperation between national courts and the Commission in the State aid field, published in 1995⁸⁶, the Commission drew the attention on the possibilities for enterprises to take action at national level against unlawful

aid to their competitors, in particular based on the direct effect of the last sentence of Article 88 (3) EC Treaty⁸⁷, and on the tasks of national courts in this regard. If an enterprise challenges before a national court unlawful aid granted to its competitor, the national judge is obliged to take all necessary measures against the infringement, even to the extent of ordering reimbursement of the aid. The notice also invited national courts to enter into a closer cooperation with the Commission and offered assistance where the application

⁸⁶ OJ C 312/8 of 23.12.1995.

⁸⁷ The new numbering following the entry into force of the Amsterdam Treaty is used. The study of course still uses the old numbers.



of State aid law would cause particular difficulties.

However, cooperation with national courts has not really developed so far. Moreover, in most Member States, enterprises seem to be still very reluctant to use national action against infringement of the State aid rules, even though the Court developed a clear and standing jurisprudence concerning the powers and tasks of national courts.⁸⁸

In order to get a better view of the application of State aid law in the courts of the different Member States, the Commission decided to commission the Association of European Lawyers (AEA) to prepare a study. The study had to examine for each Member State which types of action existed for potential interested parties, and whether and how these were actually used. At the same time, the study would allow the identification of possible gaps in national legal systems and could propose remedies. The study has now been published by the Commission.

2. Contents of the study

The study contains an exhaustive survey and analysis of State aid cases brought before national courts by competitors, beneficiaries or national authorities in the 15 Member

States. It is divided into four sections.

First of all, an outline of the different types of cases that could occur before a national court is given :

- cases based on the direct effect of the last sentence of Art. 88 (3), i.e. actions against unlawful aid, injunctions, actions for damages);
- different types of action relating to the enforcement of negative Commission decisions, and in particular recovery decisions (actions by the Member State, by the beneficiary, by competitors) ;
- possible actions of competitors against the validity of Commission decisions, in particular in cases of approved schemes.

The main part of the study (sections 2 and 3) consists of 15 chapters which give for each Member State an overview of the availability of remedies under that Member State's legal system as well as a summary of all the relevant cases.

Finally, the last part contains a critical, comparative analysis of the results of country reports and draws conclusions.

Probably the most important conclusion of the study is that, although the legal systems of all

Member States provide actions for judicial relief which can ensure the protection of enterprises against unlawful aid to their competitors, these instruments are largely underused. In fact, the total number of reported cases in which national courts have applied Art. 87-88 was limited to 116 over a period of more than 40 years of State aid control. In some Member States (Denmark, Ireland, Portugal) there has been no case so far, while France, Germany and Italy together account for 75 % of the total number of cases.

Moreover, the vast majority of the 116 reported cases (75%) did not involve actions started by competitors, of the type referred to in the notice on cooperation between the Commission and the national courts. In fact, more than half of the 116 cases dealt only indirectly with State aid. They concerned actions of companies against the government in order to avoid the imposition of a tax or other financial burden with the argument that other companies were exempt from that tax and thus received State aid. Among the small number of cases brought by competitors, only three were finally successful.

The authors of the study considered that the national legal systems were generally satisfactory for dealing with State aid matters. They saw no need to propose a general harmonisation of national court procedures, since the problem is

⁸⁸ See eg Case C-39/94 *SFEI* [1996] ECR I-3547.

more the poor use of the existing possibilities than the lack of remedies. This situation is due probably to the lack of transparency of the State aid rules, despite the efforts which have already been undertaken by the Commission, and to the limited knowledge of lawyers and national judges which results from it. In addition one might assume that national judges are rather reluctant to apply the sometimes complex EC rules to a national set of facts in a manner which may have far-reaching consequences for the enterprises concerned.

Given the fact that generally speaking appropriate instruments exist at national level, it is important to encourage all parties involved to make use of them. In this regard, the study concludes that the Commission should continue its efforts to improve transparency and better knowledge of the rules. The procedural regulation, adopted by the Council on 22 March 1999⁸⁹ is an important step towards this objective. By setting out the procedural rules in a single and coherent text, it makes them easily accessible.

3. Conclusion

Until recently the idea of a decentralisation of State aid control was considered to be impossible or at least to imply the risk of weakening the

efficiency of the control system. This is only true as far as the assessment of the compatibility of an aid with the common market is concerned. However, as the study shows, there are many other situations where national courts may be called to take part in State aid control and could by their action reinforce the efficiency of the enforcement of the procedural rules and the Commission's decisions.

The powers and tasks of national courts even seem to be gradually increasing. A first task of national courts is to ensure the enforcement of Commission decisions, for instance in recovery cases. Secondly, they have to protect enterprises against unlawful aid to their competitors by enforcing the last sentence of Art. 88 (3). This task can already be more complicated because it requires an interpretation of the notion of aid under Art. 87 (1), but in accordance with the notice, the Commission can be asked for advice. Since national judges have to fully safeguard the rights of individuals, they might not only be called to order reimbursement of the unlawful aid, but also to award damages to third parties having suffered loss by the unlawful aid to their competitors.

Finally, a further form of decentralisation is to be expected when the Commission will have adopted group exemptions for certain categories of horizontal aid, which the enabling regulation, adopted by the Council on 7 May 1998, has

made possible.⁹⁰ Group exemptions will make the role of national courts even more important, since they will be directly applicable. If third parties suspect that aid does not fulfil the conditions set out in the group exemption, they may seek relief before national courts.

These examples show that decentralised forms of State aid control are not only possible but already exist, although it appears from the study that there is still a lot to be done before national courts will fully use the powers they have.

By showing possible ways of action for enterprises at national level, the study could bring a contribution to an increased use of national remedies and a better application of State aid law by national courts, which would certainly be to the benefit of State aid policy.

N.B. Copies of the study « Application of EC State aid law by the Member State courts » can be obtained from the Office for Official Publications of the European Communities (ISBN 92-828-6253-4, Price : EUR 37). It is also available on the Internet

(<http://europa.eu.int/comm/dg04/aid/other.htm>).

⁸⁹ Council Regulation (EC) N° 659/1999 of 22 March 1999, OJ L 83/1 of 27.3.1999.

⁹⁰ Council Regulation (EC) N° 994/98 of 7 May 1998, OJ L 142/1 of 14.5.1998.



Principaux développements du 1er janvier au 31 mars 1999

Madeleine TILMANS, IV-G-1

Seventh Survey on State Aid in the EU

In March 1999 the Commission approved the Seventh Survey on State Aid in the EU (COM (1999) 148) and as in previous years the coverage has been extended. For the first time data on all transport sub-sectors receiving aid have been included and a separate chapter has been written on Foreign Direct Investment.

Results of the Survey

Overall results presented in Table 1 show that during the period from 1995 to 1997 the Member States of the EU spent an average of €95 billion a year in aid in the manufacturing, agriculture, fisheries, coal mining, transport and the financial services sectors, a decrease of 13% on the period 1993 to 1995. With the exception of financial services and when comparing EUR12 figures, aid levels have decreased in all sectors.

The manufacturing sector received an average of € 38 billion a year over the period, a decrease of some 13% when compared with the previous reporting period 1993 to 1995. The gradual decrease observed in the Sixth Survey, published in

July 1998, has therefore been maintained.

However as can be seen from Table 2, this overall figure conceals wide variations between countries.

The continued decreasing trend of the overall volume of industry aid is in fact due to the significant decrease in aid levels seen in Germany and to a lesser extent, Italy, France and Belgium. Of the four big European economies, the United Kingdom continues to give the least in aid to manufacturing.

In the context of cohesion, three of the four big, industrially powerful countries – Germany, Italy and France continue to give in absolute terms the most aid even though their share of the Community total has decreased from 87 to 82%. Over the same period the four « cohesion » countries – Greece, Portugal, Spain and Ireland – saw their share of the total increase from 7.5 to 11%. Regional Aid in the Union represents a little less than 60% of total aid to manufacturing.

The trend observed in previous Surveys in the increase in the share of aid to manufacturing which goes in one-off measures to assist individual firms has

now stabilized at around 10% of all manufacturing aid.

Conclusions drawn by the Commission

The need for continuing strict control has led the Commission to take the following action:

- Publishing a Notice on Fiscal aid, which gives guidance to the Member states on the application of Article 87 in the area of corporate taxation. Furthermore, the Commission has begun to scrutinise existing tax-related measures under the State aid rules.
- Implementing the Enabling Regulation⁹¹ that provides the Commission with a legal basis to exempt certain categories of State aid like aid for SME's, research and development, environmental aid and training aid, from notification requirements.
- Reinforcing State aid discipline inter-alia in the area of recovery of aid by way of the Procedural Regulation that came into force on the 16th April.
- On the international stage the Commission's priority task is to help countries with whom agreements incorporating state aid

⁹¹ Council Regulation (EC) No 994/98 of 7 May 1998 on the application of Articles 92 and 93 of the Treaty establishing the European Community to certain categories of horizontal State aid (OJ L 142, 14.05.1998).



provisions have been signed, to create a credible State aid control system thereby contributing to the establishment of a competitive environment similar to that of the Community. Action will also be taken in the context of international organisations to maintain strict subsidy disciplines world-wide.

Furthermore, in view of further improving the functioning of the Single Market, Member States are encouraged to verify whether both the existing aid schemes and newly proposed aid measures are, in given circumstances, viable responses to the perceived problem and that the aid is limited to the minimum necessary to achieve the desired purpose.

Finally, improved control requires regular follow up and more up-to-date information and for this reason the Commission has decided to publish the State Aid Surveys on an annual basis.

The Survey may be consulted on DG IV's homepage at : <http://europa.eu.int/en/comm/dg4/lawaid/en/rap7.htm>

Table 1

Annual amounts of overall national aid in the Member States 1993-1995 and 1995-1997

Million €

	1993-1995 (EUR 12)	1995-1997	
		(EUR 12)	EUR 15
Overall national aid	101.464	88.466	95.064
<i>of which:</i>			
- Manufacturing sector	42.882	36.365	37.680
- Agriculture	10.772	9.658	13.129
- Fisheries	333	240	252
- Coal mining	11.487	7.646	7.646
- Transport	34.843	31.855	33.655
- Financial Services	1.147	2.702	2.702



STATE AID

Table 2

State aid to the manufacturing sector in the Community

Annual averages 1993 – 1995 and 1995 – 1997

	In per cent of value added		In € per person employed		In million €	
	1993-1995	1995-1997	1993-1995	1995-1997	1993-1995	1995-1997
Austria	-	1,5	-	782	-	537
Belgium	2,5	2,4	1376	1382	947	936
Denmark	2,7	3,0	1292	1478	623	725
Germany	4,4	3,1	2102	1569	19232	13547
-Old Länder	:	:	470	456	3395	3064
-New Länder	:	:	8206	5537	15836	10482
Greece	5,2	5,6	982	1043	619	657
Spain	2,1	3,0	659	958	1665	2472
Finland	-	1,6	-	965	-	383
France	2,1	2,0	1074	1077	4401	4284
Ireland	2,4	2,2	1322	1454	329	395
Italy	6,1	5,3	2512	2302	11529	10451
Luxembourg	2,2	2,3	1328	1358	45	46
Netherlands	1,1	1,2	669	793	585	674
Portugal	2,7	2,8	475	525	495	537
Sweden	-	1,0	-	504	-	394
United Kingdom	0,8	0,9	313	381	1339	1640
EUR 15	-	2,8	-	1261	-	37680
EUR 12	3,5	2,9	1460	1298	41809	36365

Averages in 1996 prices



Une plus grande transparence des décisions grâce à l'Internet

Un des principaux objectifs de la politique d'aide de la Commission est d'améliorer la transparence en cette matière.

En codifiant et clarifiant les différentes procédures pour le traitement des cas d'aides par la Commission, le règlement de procédure constitue une étape importante dans cette voie. Il a été adopté le 22 mars 1999 par le Conseil (JO L 83/1 du 27.3.1999) et est entré en vigueur le 16 avril 1999.

Afin d'offrir également la plus grande transparence possible en ce qui concerne ses décisions, la Commission a décidé de rendre certaines de celles-ci accessibles par l'Internet. Il s'agit des décisions suivantes :

- décisions qu'une mesure ne constitue pas une aide d'Etat (art. 4 § 2 du règlement de procédure),
- décisions de ne pas soulever d'objection (art. 4 § 3 du règlement de procédure)
- propositions de mesures utiles au cas où l'Etat membre accepte les mesures utiles (art. 18 en liaison avec

l'art. 19 § 1 du règlement de procédure).

Jusqu'à présent ces décisions n'étaient publiées que sous forme d'un résumé succinct (le "cartouche"), conformément à l'art. 26 § 1 du règlement de procédure. Elles seront dorénavant également accessibles en texte intégral, dans la langue faisant foi, sur le site : europa.eu.int/comm/sg/sgb/state_aids/

Spain. - The Commission approves the first notification under the Multisectoral framework on regional aid for large investment projects⁹², i.e. an aid to the manufacturer of mineral wool Rockwool Peninsular S.A.

Introduction

One of the main objectives of the new approach under the Multisectoral Framework on regional aid for large investment projects ("Multisectoral Framework"), applicable from 1 September 1998 for a trial period of three years, is to re-focus regional aid on job creation, objective which is fully in line with the conclusions adopted at

the last European Summit on Employment on November 1998 in Luxembourg.

The Multisectoral Framework thus aims at awarding a 'bonus' to aid financing investments which generate direct and indirect jobs. It has also set out to reduce the amount of aid in cases where the investment creates an increase in capacity in a declining sector or where an over-capacity situation exists, or in cases where the benefiting firm owns, before the assisted investment is carried out, a market share of at least 40%.

On the procedural level, the Commission has either to approve aid within two months of their notification or, where there are doubts, to open an inquiry procedure and to take a

final decision after four months maximum.

In its first decision under the Multisectoral framework, the Commission has decided on 21 April 1999 not to raise objections with regard to investment and employment aid amounting to € 15,291 million (13.2 % NGE) that the Spanish Region of Navarra intends to grant for a new investment in Caparroso (Navarra) to Rockwool Peninsular S.A., a wholly-owned subsidiary of Denmark-based Rockwool A/S, a Danish manufacturer of mineral wool, an insulating material mainly used in the building sector.

⁹² OJ C 107 of 7.04.1998, p. 7.



The notification

The aid is to be granted in the framework of a regional scheme in force prior to Spain's accession (*Decreto Foral* 1/1982 of 16.9.1982), which was subject to appropriate measures notified to Spain on 7 September 1995 and accepted by Spain on 26 September 1995.

The total amount of the investment is €64.7 million. The total amount of aid is €15.291 million. The jobs to be created are 107. The new plant is intended to reach a production of 800 000 m³ of stone wool, an insulating material an insulating material mainly used in the building sector. The indirect jobs to be created in an assisted area are 76. The aid net intensity is 13,2% NGE. The maximum aid intensity allowed in the area where the investment is foreseen (Caparroso, Navarra) is 15% NGE. The aid per job created or safeguarded is above €40 000. The ratio new capital/jobs is €605 393. It thus results that the three cumulative conditions laid down in point 2.1 of the Multisectoral Framework are met, namely:

- the total project cost is above €50 million;
- the aid intensity is above 50% of the maximum aid intensity allowed in Navarra;
- the aid per job created or safeguarded is above €40 000.

Therefore, the project was subject to the notification requirement laid down in the

Multisectoral Framework, and had to be assessed accordingly.

Assessment of the aid

On the basis of the information provided in the notification form, taking into consideration the rules for the calculation of the intensity laid down in the Multisectoral Framework, the factors to be applied are as follows:

- the capital labour-factor (I) for a ratio new capital/jobs of €605 393 is 0.8;
- the regional impact indicator (M) for an indirect job creation of 76, compared to the 107 direct jobs, is 1.1;
- as the beneficiary's market share is below 40%, this factor will have no influence.

As regards the competition factor (T), there seems to exist a lack of good quality EC data on capacity utilisation in this sector. Furthermore, the reliability of capacity data depends on how it is measured and which industry sector is concerned. In the absence of sufficient data on capacity utilisation, the Commission had to consider whether the investment takes place in a declining market. For this purpose, the Commission had to compare the evolution of apparent consumption of the product in question with the growth rate of EEA manufacturing industry as a whole. If such evolution is significantly (more than 10%)

below the annual average of EEA manufacturing industry as a whole, the market will be deemed to be in decline.

Based on the information sourced from EURIMA⁹³, the annual growth rate of mineral wool was 3.475 % over the period 1992-1997, whereas the annual growth rate of total manufacturing industry over the same period was 3.235 %. The mineral wool market cannot be deemed to be in decline. Therefore, the competition factor (T) to be applied is 1.

On the basis of the above information, the authorised maximum intensity ($R \times T \times I \times M$)⁹⁴ is to be calculated as follows: $15\% \times 1 \times 0.8 \times 1.1 = 13.2\%$ NGE.

Concluding remark

This first case of application has shown that the new procedure can work smoothly and in an efficient manner, both in terms of time-periods and allocation of resources.

Although four months elapsed since the Multisectoral Framework entered into force before the first notification was filed with the Commission, DG IV expects, on the basis the number of consultations and pre-notifications received already,

⁹³ European Insulation Manufacturers Association.

⁹⁴ R = regional ceiling; T = competition factor; I = capital-labour factor; M = regional impact factor.

the number of cases to increase steadily.

Germany - The Commission agreed part of the restructuring aid in favour of Graphischer Maschinenbau GmbH, Berlin.

By decision of 3rd February 1999, the European Commission has agreed part of the aid for the restructuring of Graphischer Maschinenbau GmbH, a manufacturer of newspaper printing machinery parts situated in Berlin, Germany, in an area eligible for regional assistance. The restructuring aid approved on the basis of a feasible, coherent and far-reaching restructuring plan represents the provision of a State grant of € 2.27 million.

As regards the other part of the aid, i.e. the amount of € 2.49 million for the development of new products in the parent company, Koenig & Bauer-Albert AG, Würzburg, a non assisted area, that part is not considered proportional to the eligible restructuring costs of € 9.23 million and exceeds the minimum needed to restructure the company. Furthermore, the reduction of the proposed State assistance by the non-eligible part for costs for the primary benefit of the Koenig & Albert-Bauer AG group will not affect the viability of Graphischer Maschinenbau GmbH.

The Commission takes the view that Graphischer Maschinenbau GmbH has a viable long-term prospect and is able to operate

on the strength of its own resources without requiring further State assistance. Finally, in the absence of excess capacity in the market segment, the Commission holds that the State aid will not lead to undue distortion in the market.

Germany - Commission approves public funding of two public special interest channels.

The Commission has approved on 24 February 1999 the financing from state resources of the two German public special interest channels "*Kinderkanal*" and "*Phoenix*". Further to a complaint, the Commission found public funding of both channels through the transfer of monies collected from licence fees to constitute state aid. The Commission found the transfers compatible with the EC Treaty because they allow for public service remits of the public broadcasting.

In 1997 private competitors filed a complaint against the creation of two public special interest channels in Germany: "*Kinderkanal*" is a channel for children, free of advertising and violence and with a high share of information suitable for children. The "*Ereignis- und Dokumentationskanal Phoenix*" serves the political discussion by delivering background information about politics and society, from Germany and abroad. It focuses on event transmissions (e.g. parliamentary sessions), documentary reports

and talk rounds and is also delivered free of advertising.

The complainants alleged that financing these two new channels by licence fees as well as giving both preferential access to the cable network constitutes illegal state aid.

The Commission concluded that the rules governing access to the cable network in Germany do not constitute state aid because no state resources are involved. The Commission will however continue a detailed examination of these rules under Art. 49 EC Treaty, which enshrines the freedom to provide services.

Concerning the licence fees the Commission decided that these funds constitute state aid under Art. 87 (1). Under the EC Treaty such aid might be compatible if it is granted as compensation for the delivery of "services of general economic interest", as defined and entrusted by the Member States. The Commission concluded that Germany did not abuse its competence by defining a children channel and an event and documentation channel with the specific features described above, as part of the public service remit of broadcasting. Also, the Commission found that the financial means granted to both channels do not exceed their actual costs and are therefore proportionate to the public service. Finally, trade within the EU does not seem to be affected by the creation and financing of these two special



interest channels, to an extent contrary to the EU interest.

Therefore, since all the conditions of Art. 86 (3) EC Treaty are met, the Commission decided that the funds from the licence fees dedicated to *Kinderkanal* and *Phoenix* are compatible with the Treaty rules.

On 8 March 1999, the Commission adopted also a decision (Case IV/36.522 "*VPRT et al. v Federal Republic of Germany, ARD and ZDF*") rejecting a complaint alleging that the agreement between the two public broadcasters *ARD* and *ZDF* creating the two channels infringed Art. 81 and 82 EC Treaty. As far as Art. 81 was concerned, the Commission decided that the agreement did not restrict – or at least not significantly – competition neither on the market of advertising-financed television nor on the one for the acquisition of broadcasting rights. Art. 82 was not applicable because *ARD* and *ZDF* were not in a dominant position on these markets.

Ireland - The Commission approves tax incentives for building owners in the Customs House Docks Area (CDHA), on the basis of the 1998 Finance Act, but opens the 88.2 EC procedure as regards tax incentives for building owners and for tenants on the basis of the 1994 and 1995 Finance Acts and of the 1986 Urban Renewal Act.

The Commission approved a tax relief in the form of accelerated depreciation in favour of owners of new and newly refurbished buildings in the Customs House Docks Area in Dublin. The aid was approved as regional investment aid, considering the 87 (a) status of the region, the fact that it finances initial investments and also that market forces alone do not suffice for the development of this derelict area. The long term nature of the leasing contracts stipulated with the incoming companies, allows to conclude on the sustainable nature of the regional development achieved through this measure.

With the same decision the Commission initiated the Article 88 (2) proceedings in respect of tax incentives («double rent relief» and «local rates remission») granted to tenants of buildings in the Customs House Docks Area since 1993. The Commission considers that this aid is illegal, as not notified, and that it constitutes operating aid.

Allemagne - La Commission ouvre la procédure au titre de l'article 88 § 2 du traité CE à l'égard de la cession de ses parts par l'Etat dans le cadre de la privatisation de la société *Kali und Salz GmbH*.

La société *Kali und Salz GmbH*, sise dans le Land de Saxe-Anhalt où elle produit du potassium et du sel gemme, appartenait à l'Etat à concurrence de 49 % de son capital. En vue de la privatisation

de la société, l'Etat a cédé ses parts pour un montant de 127,8 millions d'euros (250 millions de DEM) à la société *Kali und Salz Beteiligungs AG*, appartenant également au secteur de la production de potassium et de sel gemme et faisant déjà partie de l'actionnariat dans le cadre d'une joint venture. Etant donné l'absence de procédure d'offre publique et d'éléments déterminant la valeur des parts cédées, la Commission, le 17 mars, a décidé d'ouvrir la procédure au titre de l'article 88 § 2 du traité CE à l'égard de cette cession car elle éprouve des doutes quant à la conformité du prix de vente avec les conditions du marché et estime nécessaire d'avoir l'assurance que cette vente ne contienne pas d'élément d'aide en faveur de la société nouvellement propriétaire.

Par ailleurs, à la même date, la Commission a clos la procédure qu'elle avait ouverte le 18 novembre 1997, également au titre de l'article 88 § 2 du traité CE, à l'égard d'une aide de 66,4 millions d'euros (129,9 millions de DEM) que les autorités allemandes projetaient d'octroyer en faveur de la restructuration de la société *Kali und Salz GmbH*. Le gouvernement allemand lui a, en effet, formellement fait part de sa décision de ne pas octroyer l'aide et la procédure en cause était dès lors devenue sans objet.

Spain. - The Commission opened the 88 § 2 EC procedure into special tax credits in favor of the publicly owned shipyards.

On 20 January 1999 the Commission decided to open an investigation procedure into special tax credits of 18.45 billion pesetas (approx € 111 million) paid in 1998 to the state-owned merchant shipbuilding yards in Spain. The Commission had doubts whether these special tax credits were compatible with a 1997 decision approving restructuring aids for the yards.

The restructuring aid package approved in 1997 by the Commission included a maximum of special tax credits of 58 billion pesetas in the period 1995 to 1999 in the then absence of any possibility of the yards obtaining tax credits under general tax consolidation arrangements in Spain. According to the information available to the Commission through its monitoring of the restructuring plan, the yards received a special tax credit of 18.45 billion pesetas in 1998, bringing the total of such credits to the full 58 billion pesetas approved, despite the fact that the yards have since 1997 in addition also received tax credits under general measures, thereby further reducing their losses. The Commission accepts that tax credits under general measures would not necessarily constitute state aid. Nevertheless it considers that the special tax credits approved under the plan were a maximum, not an automatic entitlement, and were intended to replace, not supplement, general tax credits. The Commission therefore

believes that the yards have received greater public financial support than originally envisaged and that the conditions attached to its previous decision may have been breached.

When the restructuring plan was drawn up, the yards were part of the state holding company INI and able to reduce after tax losses through INI, in accordance with generally applicable legislation, offsetting losses against profits elsewhere in the group. The plan assumed that such tax credits would continue despite the fact that as from 1 August 1995 the yards had become part of the loss-making state holding company AIE. Legislation was therefore passed allowing companies in such a position to continue, up until 31 December 1999, to receive from the State equivalent amounts to what they would have been entitled under a tax consolidation system. The Commission considered that this constituted a State aid in favour of the yards. A provision was accordingly included in the approved restructuring aid package.

However, during 1997 the yards were absorbed into the state holding SEPI, which like its predecessor INI, is able to benefit from generally applicable tax consolidation system in Spain. As a result the yards' before tax losses in 1997 were reduced by a general tax credit. Furthermore their forecast results for 1998 take into account another such tax credit,

thereby reducing the final loss. The yards have therefore benefited from the special tax credit of 18.45 billion pesetas in 1998 as well as these general tax credits.

The Netherlands. - The Commission closed investigation proceedings and limited the aid for the Process-integrated Gas Turbine at the Nerefco-refinery.

On March 30th 1999, the European Commission decided to close the investigation proceedings with regard to the Dutch proposal to grant aid to the establishment of a process-integrated gas turbine at the Nerefco-refinery. The Commission approved an aid up to an amount of DFL 11.31 million for this environmental project. The project will contribute to a considerable reduction of CO₂ emissions from the refinery. The Commission considered this aid compatible with the common market, given that the aid is in line with the Community guidelines on state aid for environmental protection.

The project involves the following companies: NEREFECO (joint venture of BP and Texaco), Texaco Nederland BV and ENECO BV. It takes place in the context of the Dutch CO₂ reduction plan. The project entails the construction of a gas turbine that is fully integrated with a process unit of a refinery in order to partially replace a conventional separate heat and



power generator. The overall investment amounts to DFL 93 million and includes the construction of a gas turbine, a furnace and a residual-heat boiler.

The realisation of the project will give rise to a considerable benefit in the area of CO₂ emissions (-23%). Moreover it will reduce other noxious emissions and lead to important energy savings. Although the utilisation of gas turbines in heat-power stations results in a considerable improvement of the energy efficiency and in lower

emissions of CO₂ than conventional, separate generation of heat and power, it is not yet widely applied in process installations.

The Commission opened the investigation proceedings under Article 88 (2) of the EC Treaty in the summer of 1998. The Commission had doubts on whether the proposed aid of DFL 15 million, subsequently reduced to DFL 13.91 million during the investigation, was compatible with the common market. These doubts concerned especially the determination of the eligible costs

of the project, i.e. the determination of the extra investments costs to meet the environmental objectives. During the investigation the Commission was able to determine those costs at DFL 37.7 million. In such a case, an aid intensity of 30% is allowable under the environmental framework. Therefore, the Commission decided to limit the allowable aid to DFL 11.31 million, corresponding to 30% of the eligible costs, which the Commission considered compatible with the common market.

INFORMATION SECTION

DG IV staff list

Télécopieur central : 295 01 28

Directeur général	Alexander SCHAUB	2952387/2954576
Directeur général adjoint plus particulièrement chargé des Directions C et D	Jean-François PONS	2994423/2962284
Directeur général adjoint plus particulièrement chargé des Directions E et F	Gianfranco ROCCA	2951152/2951139
Directeur général adjoint plus particulièrement chargé des Directions G et H	Jonathan FAULL	2958658/2957689
Conseiller pour les réformes	Helmut SCHRÖTER	2951196/2960246
Conseiller auditeur	Roger DAOÛT	2965383
Conseiller auditeur	...	
Assistants du Directeur général	Henrik MØRCH	2950766/2967532
	...	
<i>directement rattachés au Directeur général :</i>		
1. Personnel, Budget, Administration, Information	Irène SOUKA	2957206/2950210
2. Questions informatiques	Guido VERVAET	1959224/2951305
DIRECTION A		
Politique de concurrence, Coordination, Affaires Internationales et relations avec les autres Institutions		
Conseiller	Kirtikumar MEHTA	2957389/2995470
Conseiller	Juan RIVIÈRE MARTI	2951146/2960699
	Georges ROUNIS	2953404
1. Politique générale de la concurrence, aspects économiques et juridiques	
Chef adjoint d'unité	
2. Projets législatifs et réglementaires ; relations avec les Etats membres	Emil PAULIS	2965033/2955894
Chef adjoint d'unité	Paolo CESARINI	2951286
3. Affaires internationales	Yves DEVELENNES	2951590/2966861
Chef adjoint d'unité	
DIRECTION B		
Task Force "Contrôle des opérations de concentration entre entreprises"		
	Götz DRAUZ	2958681/2952965
1. Unité opérationnelle I	Télécopieur du Greffe Concentrations	2964301/2967244
2. Unité opérationnelle II	Claude RAKOVSKY	2955389/2962368
3. Unité opérationnelle III	Francisco Enrique GONZALEZ DIAZ a.i.	2965044
4. Unité opérationnelle IV	Wolfgang MEDERER	2953584
	Paul MALRIC SMITH	
DIRECTION C		
Information, communication, multimédias		
	John TEMPLE LANG	2955571/2954512
1. Télécommunications et Postes, Coordination Société d'information	Herbert UNGERER	2968623/2968622
- Cas relevant de l'Article 85/86	Suzette SCHIFF	2957657/2995365
- Directives de libéralisation, cas article 90	Christian HOCEPIED	2960427
2. Médias, éditions musicales	Anne-Margrete WACHTMEISTER	2953895/2963904
Chef adjoint d'unité	Eric VAN GINDERACHTER	2954427
3. Industries de l'information, électronique de divertissement	Fin LOMHOLT	2955619/2951150



➤ INFORMATION SECTION

DIRECTION D

Services

	Humbert DRABBE	2950060/2952701
1. Services financiers (banques, assurances)	<i>Luc GYSELEN</i>	2961523/2959987
2. Transports et infrastructures des transports	<i>Serge DURANDE</i>	2957243/2954623
3. Commerce et autres services	<i>Jorma PIHLATIE</i>	2953607/2960256

DIRECTION E

Cartels, industries de base et énergie

	Angel TRADACETE	2952462/2953596
1. Cartels	<i>Maurice GUERRIN</i>	2951817/2951816
Chef adjoint d'unité	<i>Julian JOSHUA</i>	2955519
2. Industries de base,	<i>Wouter PIEKE</i>	2959824/2956422
3. Énergie, eau et acier	<i>Michael ALBERS f.f.</i>	2961874

DIRECTION F

Industries des biens d'équipement et de consommation

	Sven NORBERG	2952178/2965550
1. Industries mécaniques et électriques et industries diverses		
2. Automobiles, autres moyens de transport et construction mécanique connexe	<i>Dieter SCHWARZ</i>	2951880/2950479
3. Produits agricoles, alimentaires, pharmaceutiques, textiles et autres biens de consommation	<i>Jürgen MENSCHING</i>	2952224/2995276

DIRECTION G

Aides d'Etat I

Conseiller

	Michel PETITE	2965052
	...	
1. Politique des aides d'Etat	<i>Anne HOUTMAN</i>	2959628/2960562
Chef adjoint d'unité	...	
2. Aides horizontales	<i>Jean-Louis COLSON</i>	2960995/2962526
3. Aides à finalité régionale	<i>Loretta DORMAL-MARINO</i>	2958603/2952521
Chef adjoint d'unité	<i>Klaus-Otto JUNGINGER-DITTEL</i>	2960376/2965071
4. Analyses, inventaires et rapports	<i>Reinhard WALTHER</i>	2958434

DIRECTION H

Aides d'Etat II

	Martin POWER	2955436
1. Acier, métaux non ferreux, mines, construction navale, automobiles et fibres synthétiques	<i>Philip OWEN f.f.</i>	2965562
Chef adjoint d'unité	...	
2. Textiles, papier, industrie chimique, pharmaceutique, électronique, construction mécanique et autres secteurs manufacturiers	<i>Cecilio MADERO VILLAREJO</i>	2960949/2955900
Chef adjoint d'unité	...	
3. Entreprises publiques et services	<i>Ronald FELTKAMP</i>	2954283/2967987
Task Force 'Aides dans les nouveaux Länder'	<i>Conrado TROMP</i>	2960286



Documentation...

This section contains details of recent speeches or articles given by Community Officials that may be of interest. Copies of these are available from DG IV's home page on the World Wide Web. Future issues of the newsletter will contain details of conferences on competition policy which have been brought to our attention. Organisers of conferences that wish to make use of this facility should refer to page 1 for the address of DG IV's Information Officer.

SPEECHES AND ARTICLES

The liberalisation of telecommunications in Europe and the role of the regulators - PONS - Rome - 12/04/99

The transformation of the International Satellite Organisations - UNGERER - Brussels - 1/04/99

Views and Expectations on the Competition Developments in the EU Electricity Market - ALBERS - Eurelectric - Brussels - 24/03/99

Marktöffnung in Europa und Deutschland - Bestandsaufnahme und künftige Schwerpunkte - SCHAUB - Bruxelles - 2/03/99

Managing the Strategic Impact of Competition Law in Telecoms. Deregulation Futures - UNGERER - Brussels - 9/02/99

Developing cable networks into full-scale multi-media networks - UNGERER - Cannes - 3/02/99

Die Anwendung des Kartellrechts auf kleine und mittlere Unternehmen - Klotz - Wirtschaft und Wettbewerb - 1/02/99

High tides, low tides: The scope of the conference group exemption. - WOOD - The Royal Society of Arts - London - 29/01/99

Wichtige Entwicklungen des Europäischen Wettbewerbsrechts 1998 - Europäischen Wettbewerbsrechts 1998 - WINTERSTEIN - MANZ Seminare - 25/01/99

COMMUNITY PUBLICATIONS ON COMPETITION

LEGISLATION

Competition law in the European Communities-Volume IA-Rules applicable to undertakings
Situation at 30 June 1994; this publication contains the text of all legislative acts relevant to Articles 85, 86 and 90.
Catalogue No: CM-29-93-A01-xx-C (xx=language code: ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT).

Competition law in the European Communities-Addendum to Volume IA-Rules applicable to undertakings
Situation at 1 March 1995.
Catalogue No: CM-88-95-436-xx-C (xx=language code: ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT).

Competition law in the European Communities-Volume IIA-Rules applicable to State aid
Situation at 30 June 1998; this publication contains the text of all legislative acts relevant to Articles 42, 77, 90, 92 to 94.

Catalogue No: PD-15-98-875-xx-C (xx=language code: FR, IT, DE, EN, PT; the other versions will be available later).

Competition law in the EC-Volume II B-Explanation of rules applicable to state aid

Situation at December 1996

Catalogue No: CM-03-97-296-xx-C (xx=language code: ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

Competition law in the European Communities-Volume IIIA-Rules in the international field-

Situation at 31 December 1996 (Edition 1997)

Catalogue No: CM-89-95-858-xx-C (xx= language code: ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV))

Merger control law in the European Union-Situation in March 1998

Catalogue No: CV-15-98-899-xx-C (xx=language code: ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

Brochure concerning the competition rules applicable to undertakings as contained in the EEA agreement and their implementation by the EC Commission and the EFTA surveillance authority.

Catalogue No: CV-77-92-118-EN-C

OFFICIAL DOCUMENTS

Application of EC State aid law by the member state courts

Catalogue No: CM-20-99-365-EN-C

Dealing with the Commission (Edition 1997)-Notifications, complaints, inspections and fact-finding, powers under Articles 85 and 86 of the EEC Treaty

Catalogue No: CV-95-96-552-xx-C (xx= ES, DA, DE, EN, FR, IT, NL, PT, FI,SV)



Green paper on vertical restraints in EC competition policy -COM (96) 721- (Ed. 1997)
Catalogue No: CB-CO-96-742-xx-C (xx= ES DA DE GR EN FR IT NL PT SV FI)

Final report of the multimodal group - Presented to Commissioner Van Miert by Sir Bryan Carsberg, Chairman of the Group (Ed. 1997).
Catalogue No: CV-11-98-803-EN-C

The institutional framework for the regulation of telecommunications and the application of EC competition rules - Final Report (Forrester Norall & Sutton).
Catalogue No: CM-94-96-590-EN-C

Competition aspects of access pricing-Report to the European Commission
December 1995 (M. Cave, P. Crowther, L. Hancher).
Catalogue No: CM-94-96-582-EN-C

Community Competition Policy in the Telecommunications Sector (Vol. I: July 1995; Vol. II: March 1997)-volume II B a compedium prepared by DG IV-C-1; it contains Directives under art 90, Decisions under Regulation 17 and under the Merger Regulation as well as relevant Judgements of the Court of Justice. - Copies available through DG IV-C-1 (tel. +322-2968623, 2968622, fax +322-2969819).

Brochure explicative sur les modalités d'application du Règlement (CE) N° 1475/95 de la Commission concernant certaines catégories d'accords de distribution et de service de vente et d'après vente de véhicules automobiles - Copies available through DG IV-F-2 (tel. +322-2951880, 2950479, fax. +322-2969800) EN, FR, DE

COMPETITION DECISIONS

Recueil des décisions de la Commission en matière d'aides d'Etat -Article 93, paragraphe 2 (Décisions finales négatives)- 1964-1995

Catalogue No: CM-96-96-465-xx-C [xx=FR, NL, DE et IT (1964-1995); EN et DA (73-95); EL (81-95); (ES et PT (86-95); FI et SV (95)]

Reports of Commission Decisions relating to competition -Articles 85,86 and 90 of the EC Treaty.- 93/94

Catalogue No: CV-90-95-946-xx-C (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

Reports of Commission Decisions relating to competition -Articles 85,86 and 90 of the EC Treaty.- 90/92

Catalogue No: CV-84-94-387-xx-C (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

Reports of Commission Decisions relating to competition -Articles 85,86 and 90 of the EC Treaty.- 89/90

Catalogue No: CV-73-92-772-xx-C (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

Reports of Commission Decisions relating to competition -Articles 85,86 and 90 of the EC Treaty.- 86/88

Catalogue No: CM-80-93-290-xx-C (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

Reports of Commission Decisions relating to competition -Articles 85,86 and 90 of the EC Treaty.- 81/85

Catalogue No: CM-79-93-792-xx-C (xx=DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL.)

Reports of Commission Decisions relating to competition -Articles

85,86 and 90 of the EC Treaty.- 73/80

Catalogue No: CM-76-92-988-xx-C (xx=DA, DE, EN, FR, IT, NL.)

Recueil des décisions de la Commission en matière de concurrence - Articles 85, 86 et 90 du traité CEE-64/72

Catalogue No: CM-76-92-996-xx-C (xx=DE, FR, IT, NL.)

COMPETITION REPORTS

European Community on Competition Policy 1998

Catalogue No: CV-20-99-301-xx-C (xx= ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

XXVII Report on Competition Policy 1997

Catalogue No: CM-12-98-506-xx-C

European Community on Competition Policy 1997

Catalogue No: Cv-12-98-263-XX-C (xx= FR, ES, EN, DE, NL, IT, PT, SV, DA, FI)

XXVI Report on Competition Policy 1996

Catalogue No: CM-04-97-242-xx-C

European Community Competition Policy 1996

Catalogue No: CM-03-97-967-xx-C (xx= ES*, DA*, DE*, EL*, EN*, FR*, IT*, NL*, PT*,FI*, SV*)

XXV Report on Competition Policy 1995

Catalogue No: CM-94-96-429-xx-C

European Community Competition Policy 1995

Catalogue No: CM-94-96-421-xx-C (xx= ES*, DA*, DE*, EL*, EN*, FR*, IT*, NL*, PT*, FI*, SV*)



XXIV Report on competition policy 1994

Catalogue No: CM-90-95-283-xx-C (xx= language code: ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

European Community competition policy 1994 (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV).
Copies available through Cellule Information DG IV

XXIIIe Report on competition policy 1993

Catalogue No: CM-82-94-650-xx-C (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

XXIIe Report on competition policy 1992

Catalogue No: CM-76-93-689-xx-C (xx=ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

XXIe Report on competition policy 1991

Catalogue No: CM-73-92-247-xx-C (xx= ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT)

Fifth survey on State aid in the European Union in the manufacturing and certain other sectors (Edition 1997)

Catalogue No: CV-06-97-901-xx-C (xx= ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

Sixth survey on State aid in the European Union in the manufacturing and certain other sectors

Catalogue No: CV-18-98-704-xx-C

Septième rapport sur les aides d'Etat dans le secteur des produits manufacturés et certains autres secteurs de l'Union européenne [COM (1999) 148 final]

Catalogue No: CB-CO-99-153-xx-C (xx= language code: DE, FR; the other versions will be available later)

OTHER DOCUMENTS and STUDIES

The application of articles 85 & 86 of the EC Treaty by national courts in the Member States

Cat. No: CV-06-97-812-xx-C (xx= FR, DE, EN, NL, IT, ES, PT)

Examination of current and future excess capacity in the European automobile industry - Ed. 1997

Cat. No: CV-06-97-036-EN-C

Video : Fair Competition in Europe-Examination of current

Cat. No: CV-ZV-97-002-xx-V (xx= ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV)

Communication de la Commission: Les services d'intérêt général en Europe (Ed. 1996)

Cat. No: CM-98-96-897-xx-C xx= DE, NL, GR, SV

Study of exchange of confidential information agreements and treaties between the US and Member States of EU in areas of securities, criminal, tax and customs (Ed. 1996)

Cat. No: CM-98-96-865-EN-C

Survey of the Member State National Laws governing vertical distribution agreements (Ed. 1996)

Cat. No: CM-95-96-996-EN-C

Services de télécommunication en Europe: statistiques en bref, Commerce, services et transports, 1/1996

Cat. No: CA-NP-96-001-xx-C xx=EN, FR, DE

Report by the group of experts on competition policy in the new trade order [COM(96)284 fin.]

Cat. No: CM-92-95-853-EN-C

New industrial economics and experiences from European merger

control: New lessons about collective dominance ? (Ed. 1995)

Cat. No: CM-89-95-737-EN-C

Proceedings of the European Competition Forum (coédition with J. Wiley) -Ed. 1996

Cat. No: CV-88-95-985-EN-C

Competition Aspects of Interconnection Agreements in the Telecommunications Sector (Ed. 1995)

Cat. No: CM-90-95-801-EN-C

Proceedings of the 2nd EU/Japan Seminar on competition (Ed. 1995)

Cat. No: CV-87-95-321- EN-C.

Bierlieferungsverträge in den neuen EU-Mitgliedstaaten Österreich, Schweden und Finnland - Ed. 1996

Cat. No: CV-01-96-074-DE-C DE

Surveys of the Member States' powers to investigate and sanction violations of national competition laws (Ed. 1995)

Cat. No: CM-90- 95-089-EN-C

Statistiques audiovisuelles: rapport 1995

Cat. No: CA-99-56-948-EN-C

Information exchanges among firms and their impact on competition (Ed. 1995)

Cat. No: CV-89-95-026-EN-C

Impact of EC funded R&D programmes on human resource development and long term competitiveness (Ed. 1995)

Cat. No: CG-NA-15-920-EN-C

Competition policy in the new trade order: strengthening international cooperation and rules (Ed. 1995)

Cat. No: CM-91-95-124-EN-C



Forum consultatif de la comptabilité: subventions publiques (Ed. 1995)
Cat. No: C 184 94 735 FR C

Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté: Rapport sur l'enquête 1993 (Ed. 1995)
Cat. No: CM 83 94 2963 A C

Study on the impact of liberalization of inward cross border mail on the provision of the universal postal service and the options for progressive liberalization (Ed. 1995) Final report,
Cat. No: CV-89-95-018-EN-C

Meeting universal service obligations in a competitive telecommunications sector (Ed. 1994)
Cat. No: CV-83-94-757-EN-C

Competition and integration: Community merger control policy (Ed. 1994)
Cat. No: CM-AR-94-057-EN-C

Growth, competitiveness, employment: The challenges and ways forward into the 21st century: White paper (Ed. 1994)
Cat. No: CM 82 94 529 xx C (xx=ES, DA, DE, GR, EN, FR, IT, NL, PT)

Growth, competitiveness, employment: The challenges and ways forward into the 21st century: White paper (Ed. 1993)-Volume 2 Part C
Cat. No: CM-NF-93-0629 A C

The geographical dimension of competition in the European single market (Ed. 1993)
Cat. No: CV-78-93-136-EN-C

International transport by air, 1993
Cat. No: CA-28-96-001-xx-C (xx=EN, FR, DE)

Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté: Enquête 1992 (Ed. 1993) - 9 languages
Cat. No: CM 76 93 6733 A C

EG Wettbewerbsrecht und Zulieferbeziehungen der Automobilindustrie (Ed. 1992)
Cat. No: CV-73-92-788-DE-C

Green Paper on the development of the single market for postal services, 9 languages
Cat. No: CD-NA-14- 858-EN-C

PUBLISHED IN THE OFFICIAL JOURNAL **1st February 99 to** **31st May 99**

ARTICLES 85, 86 (RESTRICTIONS AND DISTORTIONS OF COMPETITION BY UNDERTAKINGS)

27/05/99
C 146 1999/C 146-0005
Commission notice pursuant to Article 12(2) of Council regulation (EEC) No 1017/68 concerning an agreement between railway companies on the transport by rail of new motor vehicles (Case IV/D2/36.535)Text with EEA relevance

22/05/99
C 144 1999/C 144-0009
Notification of a national roaming agreement (Case No IV/37.500 - VIAG/T-Mobil)Text with EEA relevance

19/05/99
L 125 1999/L 125-0012
Commission Decision of 12 April 1999 relating to a proceeding pursuant to Articles 85 and 86 of the EC Treaty and Articles 53 and 54 of the EEA Agreement (Cases No

IV/D-1/30.373 - P & I Clubs, IGA and No IV/D-1/37

12/05/99
C 132 1999/C 132-0001
White paper on modernisation of the rules implementing Articles 85 and 86 of the EC TreatyText with EEA relevance

06/05/99
C 125 1999/C 125-0006
Commission notice pursuant to Article 12(2) of Council on (EEC) No 4056/86 and Article 12(2) of Council Regulation (EEC) No 1017/68 concerning Case IV/37.396 - Revised Trans-Atlantic Conference AgreementText with EEA relevance

30/04/99
C 119 1999/C 119-0014
Notification of a joint venture (Case No IV/37.462 - GTO)Text with EEA relevance

28/04/99
C 116 1999/C 116-0022
the Proposal for a Council Regulation (EC) amending Regulation No 19/65/EEC on the application of Article 85(3) of the Treaty to certain categories of agreements and concerted practices, and the Proposal for a Council Regulation (EC) amending Regulation

27/04/99
L 109 1999/L 109-0024
Commission Decision of 9 December 1998 relating to a proceeding pursuant to Article 85 of the EC Treaty (IV/34466 - Greek Ferries) (notified under document number C(1998) 3792)

23/04/99
L 106 1999/L 106-0014
Commission Decision of 7 April 1999 relating to a proceeding pursuant to Article 85 of the EC Treaty (IV/36.147 EPI code of



conduct) Text with EEA relevance(notified under document number C(1999) 494)
C 112 1999/C 112-0034
Notification of a licence agreement (Case No IV/37.428 - Ladbroke-PMU)

13/04/99

C 102 1999/C 102-0006
Notification of a joint venture - (Case No IV/E-2/37.450) ...

10/04/99

C 99 1999/C 099-0023 Case No IV/37.398- UEFA - Central marketing of the commercial rights to the UEFA Champions League ...

09/04/99

L 95 1999/L 095-0001 Commission Decision of 16 September 1998 relating to a proceeding pursuant to Articles 85 and 86 of the EC Treaty (Case No IV/35.134 – Trans-Atlantic Conference Agreement) (notified under document number C(1998)2617) ...

02/04/99

L 90 1999/L 090-0006 Commission Decision of 3 March 1999 relating to a proceeding pursuant to Article 85 of the EC Treaty (Case No IV/36.237 - TPS) (notified under document number C(1999) 387) ...

31/03/99

L 88 1999/L 088-0026 Commission Decision of 24 February 1999 relating to a proceeding pursuant to Article 85 of the EC Treaty (Case No IV/35.079/F3 - Whitbread) (notified under document number C(1999) 346) ...

25/03/99

C 82 1999/C 082-0005 Notice pursuant to Article 19(3) of Council Regulation No 17 concerning notification No IV/35.449/F3 - Allied Domecq ...

22/03/99

L 76 1999/L 076-0001 Commission Decision of 14 October 1998 relating to a proceeding pursuant to Article 85 of the EC Treaty Case IV/F-3/33.708 - British Sugar plc, Case IV/F-3/33.709 - Tate & Lyle plc, Case IV/F-3/33.710 — Napier Brown & Company Ltd, C ...

20/03/99

C 77 1999/C 077-0002 Commission notice pursuant to Article 19(3) of Council Regulation No 17 concerning case No IV/37.130 - Farland Network ...

16/03/99

L 69 1999/L 069-031 Commission Decision of 10 February 1999 relating to a proceeding pursuant to Article 90 of the Treaty (Case No IV/35.703 - Portuguese airports) (notified under document number C(1999) 243) ...

L 69 1999/L 069-024 Commission Decision of 10 February 1999 relating to a proceeding pursuant to Article 86 of the Treaty (IV/35.767 - Ilmailulaitos/Luftfartsverket) (notified under document number C(1999) 239) ...

06/03/99

C 64 1999/C 064/06 Notice pursuant to Article 19(3) of Council Regulation No 17 - Case No IV/36.448/D-1 - GSIT

26/02/99

C 56 1999/C 056/06 Application for negative clearance or notification for exemption - Case No IV/37.272/D1 - Coredeal Ltd ...

12/02/99

C 38 1999/C 038/03 Case No IV/37.179 - BBC&Flextech ...

10/02/99

C 36 1999/C 036/05 Notification of a cooperation agreement (Case No IV/36.932/F3 - EISAI/Pfizer) ...

06/02/99

C 33 1999/C 033/01 Judgment of the Court of 17 December 1998 in Case C-185/95 P: Baustahlgewebe GmbH v Commission of the European Communities (Appeal - Admissibility - Duration of procedure - Preparatory inquiries - Access to the file - Competition - Agreements, decisi ...

04/02/99

C 29 1999/C 029/07 Notification of a joint venture (Case No IV/E-2/37.359) ...

CONTROL OF CONCENTRATIONS / MERGER PROCEDURE

27/05/99

C 146 1999/C 146-0008 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1567 - Lucchini/Ascom  tal)Text with EEA relevance

C 146 1999/C 146-0007 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1512 - DuPont/Pioneer Hi-Bred International)Text with EEA relevance

C 146 1999/C 146-0006 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1270 - KNP BT/Allium)Text with EEA relevance

C 146 1999/C 146-0009 Prior notification of a concentration (Case No V/ECSC.1309 - Lucchini/Ascom  tal)Text with EEA relevance

26/05/99

C 145 1999/C 145-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1533 - Art  mis/Sanofi Beaut  )Text with EEA relevance

C 145 1999/C 145-0004 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1407- Bertelsmann/Mondadori)Text with EEA relevance



21/05/99

C 143 1999/C 143-0007 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1384 - Deutsche Bank/Bankers Trust)Text with EEA relevance
C 143 1999/C 143-0006 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1192 - CHS Electronics/Metrologie International)Text with EEA relevance
C 143 1999/C 143-0006 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1465 - Deutsche Telekom/Max Mobil)Text with EEA relevance
C 143 1999/C 143-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1561 - Getronics/Wang)Text with EEA relevance

19/05/99

C 139 1999/C 139-0005 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1481 - Denso/Magneti Marelli)Text with EEA relevance
C 139 1999/C 139-0005 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1477 - Metallgesellschaft/GEA)Text with EEA relevance
C 139 1999/C 139-0004 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1275 - Havas/Bertelsmann/Doyma)Text with EEA relevance
C 139 1999/C 139-0004 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1440 - Lucent Technologies/Ascend Communications)Text with EEA relevance
C 139 1999/C 139-0003 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1338 - Teksid/Renault)Text with EEA relevance
C 139 1999/C 139-0003 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1502

- Kuoni/First Choice)Text with EEA relevance
C 139 1999/C 139-0006 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1527 - Otto Versand/Freemans)Text with EEA relevance

18/05/99

C 137 1999/C 137-0007 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1499 - Swiss Life/Lloyd Continental)Text with EEA relevance
C 137 1999/C 137-0006 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1560 - TI Group/Walbro)Text with EEA relevance
C 137 1999/C 137-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1516 - Thomson-CSF/Eurocopter)Text with EEA relevance
C 137 1999/C 137-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1541 - Kingfisher/ASDA)Text with EEA relevance

13/05/99

C 133 1999/C 133-0005 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1309 - Matra/Aerospatiale)Text with EEA relevance
C 133 1999/C 133-0006 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1529 - Havas Advertising/Media Planning)Text with EEA relevance

11/05/99

C 130 1999/C 130-0009 Withdrawal of notification of a concentration (Case No IV/M.1447 - Deutsche Post/Trans-o-flex)Text with EEA relevance
C 130 1999/C 130-0009 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1498 - Aegon/Transamerica)Text with EEA relevance

C 130 1999/C 130-0008 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1466 - Eaton Corporation/Aeroquip-Vickers)Text with EEA relevance
C 130 1999/C 130-0007 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1456 - Dura/Adwest)Text with EEA relevance
C 130 1999/C 130-0008 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1301 - Texaco/Chevron)Text with EEA relevance

07/05/99

C 127 1999/C 127-0002 Prior notification of a concentration (Case IV/M.1439 - Telia/Telenor)Text with EEA relevance
C 127 1999/C 127-0002 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1383 - Exxon/Mobil)Text with EEA relevance
C 127 1999/C 127-0003 Initiation of proceedings (Case No IV/M.1412 - Hutchison Whampoa/RMPM/ECT)Text with EEA relevance

06/05/99

C 125 1999/C 125-0010 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1469 - Solvay/BASF)Text with EEA relevance
C 125 1999/C 125-0011 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1362 - RWA/BayWa)Text with EEA relevance

05/05/99

C 124 1999/C 124-0010 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1524 - Airtours/First Choice)Text with EEA relevance
C 124 1999/C 124-0009 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1235 - New Holland/Orenstein & Koppel)Text with EEA relevance
C 124 1999/C 124-0011 Prior notification of a concentration (Case

No IV/M.1404 - General Electric/Alstom)Text with EEA relevance

C 124 1999/C 124-0012 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1434 - Schneider/Lexel)Text with EEA relevance

C 124 1999/C 124-0013 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1522 - CSME/MSCA/ROCK)Text with EEA relevance

04/05/99

L 116 1999/L 116-0001 Commission Decision of 8 July 1998 declaring a concentration to be compatible with the common market and the functioning of the EEA Agreement (Case IV/M.1069 - WorldCom/MCI) (notified under document number C(1998) 1887)Text with EEA relevance

C 122 1999/C 122-0022 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1517 - Rhodia/Donau Chemie/Albright & Wilson)Text with EEA relevance

C 122 1999/C 122-0023 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1484 - ABB/Alstom)Text with EEA relevance

C 122 1999/C 122-0021 Prior notification of a concentration (Case No IV/JV.18 - Chronopost/España)Text with EEA relevance

C 122 1999/C 122-0020 Prior notification of a concentration (Case No IV/JV.17 - Mannesman/Bell Atlantic/Omnitel)Text with EEA relevance

C 122 1999/C 122-0019 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1377 - Bertelsmann/Wissenschaftsverlag Springer)Text with EEA relevance

C 122 1999/C 122-0015 Opinion of the Advisory Committee on Concentrations given at the 56th meeting on 19 June 1998 concerning a preliminary draft

decision relating to Case IV/M.1069 - WorldCom/MCI)Text with EEA relevance

01/05/99

C 120 1999/C 120-0020 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1365 - FCC/Vivendi)Text with EEA relevance

C 120 1999/C 120-0021 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1415 - BAT/Rothmans)Text with EEA relevance

C 120 1999/C 120-0021 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1526 - Ford/Kwik-Fit)Text with EEA relevance

29/04/99

C 117 1999/C 117-0004 Renotification of a previously notified concentration (Case No IV/M.1397 - Sanofi/Synthelabo)Text with EEA relevance

27/04/99

C 114 1999/C 114-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1493 - UTC/Sundstrand)Text with EEA relevance

24/04/99

C 113 1999/C 113-0002 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1491 - Robert Bosch/Magneti Marelli)

C 113 1999/C 113-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1255 - Flughafen Berlin)

23/04/99

C 112 1999/C 112-0033 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1293 - BP/Amoco)

21/04/99

C 110 1999/C 110-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1519 - Renault/Nissan)

C 110 1999/C 110-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1500 - TPG/Tecnologica)

C 110 1999/C 110-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1521 - UBS/Valfond)

20/04/99

C 109 1999/C 109-0003 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1342 Knorr-Bremse/Bosch)

C 109 1999/C 109-0003 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1355 - Newell/Rubbermaid)

C 109 1999/C 109-0004 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1229 - American Home Products/Monsanto)

C 109 1999/C 109-0002 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1433 - Carrier Corporation/Toshiba)

C 109 1999/C 109-0005 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1437 - CVC/WMO-Wavin)

C 109 1999/C 109-0005 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1488 - William Hill/Cinven/CVC)

C 109 1999/C 109-0004 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1308 - Wolseley/Hall)

17/04/99

C 108 1999/C 108-0038 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1289- Harbert Management/DB/Bankers Trust/SPP/Öhman) ...

C 108 1999/C 108-0037 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1489- YIT/Valmet/Rauma) ...



C 108 1999/C 108-0036 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1506- Singapore Airlines/Rolls-Royce)

16/04/99

C 107 1999/C 107-0004 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1423 - CRH/Ibstock)

14/04/99

C 103 1999/C 103-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1474 - Maersk/Safmarine)

C 103 1999/C 103-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1502 - Kuoni/First Choice)

13/04/99

C 102 1999/C 102-0006 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1479 - Thomson/Banco Zaragozano/Caja Madrid/Indra)

C 102 1999/C 102-0009 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1410 - Deutsche Post/Danzas)

C 102 1999/C 102-0009 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1341- Westdeutsche

Landesbank/Carlson/Thomas Cook)

C 102 1999/C 102-0007 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1487- Johnson&Son/ Melitta/Cofresco)

C 102 1999/C 102-0008 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1459- Bertelsmann/ Havas/BOL) ...

09/04/99

C 97 1999/C 097-0007 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1430 - Vodafone/AirTouch)

C 97 1999/C 097-0007 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1446- DaimlerChrysler/Adtranz-ABB Daimler Benz Transportation) ...

C 97 1999/C 097-0008 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1430- Vodafone/AirTouch) ...

08/04/99

C 95 1999/C 095-0007 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1518- Lear/United Technologies) ...

C 95 1999/C 095-0006 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1448- MAN Roland/Omnigraph) ...

C 95 1999/C 095-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/JV.16 -Game Channel)

C 95 1999/C 095-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1485- Carlyle/Honsel) ...

C 95 1999/C 095-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1471 - Ahlström/Kvaerner)

07/04/99

C 94 1999/C 094-0015 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1449- Sabena/Snecma) ...

C 94 1999/C 094-0016 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1349- CVC Capital Partners/Dynoplast) ...

C 94 1999/C 094-0016 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1413- Thomson-CSF/Racal Electronics)

01/04/99

C 92 1999/C 092-0010 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1346- EDF/London Electricity) ...

C 92 1999/C 092-0009 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1297- La Rinascente/Colmark) ...

C 92 1999/C 092-0009 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1269 - LSG/Onexcorp/Sky Chefs/ Caterair)

31/03/99

L 88 1999/L 088-0001 Commission Decision of 18 November 1997 relating to proceedings under Council Regulation (EEC) No4064/89 (Case No IV/M.913 - Siemens/Elektrowatt) (notified under document number C(1997) 3589)(1)

C 90 1999/C 090-0005 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1398 - Deutsche Bank/Crédit Lyonnais Belgium) ...

C 90 1999/C 090-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1514 - Vivendi/US Filters) ...

C 90 1999/C 090-0005 Opinion of the Advisory Committee on Concentrations given at the 50th meeting on 24 October 1997 concerning a preliminary draft decision relating to Case IV/M.913 - Siemens/Elektrowatt .

30/03/99

C 88 1999/C 088-0010 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1407 - Bertelsmann/nMondadori) ...

C 88 1999/C 088-0009 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1481 - Denso/Magneti Marelli) ...

C 88 1999/C 088-0008 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1462 - TRW/Lucas Varity) ...

26/03/99

C 84 1999/C 084-0002 Prior notification of a concentration (Case IV/M.1496 - Olivetti/Telecom Italia) ...

25/03/99

C 82 1999/C 082-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1409 - Fyffes/Capespan)

C 82 1999/C 082-0003 Prior notification of a concentration (Case

No IV/M.1396 - AT& T/IBM Global Network) ...

24/03/99

C 81 1999/C 081-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1465 - Deutsche Telekom/Maxmobil) ...

C 81 1999/C 081-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1384 - Deutsche Bank/Bankers Trust) ...

23/03/99

C 80 1999/C 080-0008 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1455 - Financial Times/Gruner + Jahr) ...

C 80 1999/C 080-0007 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1419 - Groupe Cofinoga/BNP)

20/03/99

C 77 1999/C 077-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1499 - Swiss Life/Lloyd Continental) ...

19/03/99

C 76 1999/C 076-0013 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1442 - MMP/AFP) ...

18/03/99

C 74 1999/C 074-0004 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1386 - Viag/Algroup) ...

C 74 1999/C 074-0005 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1412 - Hutchison/RMPM/ECT) ...

C 74 1999/C 074-0006 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1420 - BASF/Svalöf Weibull) ...

C 74 1999/C 074-0003 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1309 - Matra/Aérospatiale) ...

17/03/99

C 73 1999/C 073/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1432 - Agfa-Gevaert/Sterling) ...

C 73 1999/C 073/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1262 - Cebeco/Plukon) ...

C 73 1999/C 073/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1401 - Recoletos/Unedisa) ...

C 73 1999/C 073/07 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1435 - Ford/Jardine) ...

C 73 1999/C 073/08 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1360 - Akzo Nobel/Glaverfin/Eijkelkamp) ...

16/03/99

C 72 1999/C 072/05 Inapplicability of the Regulation to a notified operation (Case No IV/M.1366 - Paribas/CDC/Beaufour) ...

C 72 1999/C 072/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1347 - Deutsche Post/Securicor) ...

13/03/99

C 70 1999/C 070/08 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1482 - Kingfisher/Groalabor) ...

C 70 1999/C 070/07 Notification of a number of agreements concerning the European Football League (Case No IV/37.400 - Project Gandalf) ...

C 70 1999/C 070/09 Renotification of a previously notified concentration (Case No IV/M.1381 - Imetal/English China Clays) ...

C 70 1999/C 070/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1331 - ING/BHF) ...

12/03/99

C 69 1999/C 069/08 Initiation of proceedings (Case No IV/M.1447 - Deutsche Post/trans-o-flex) ...

C 69 1999/C 069/07 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1400 - Rexam/PLM) ...

C 69 1999/C 069/10 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1329 - Usinor/Cockerill) ...

C 69 1999/C 069/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1408 - Halifax/Cetelem) ...

C 69 1999/C 069/09 Inapplicability of the Regulation to a notified operation (Case No IV/JV.13 - Wintershall/ENBW/MVV/WV/DE O) ...

11/03/99

C 68 1999/C 068/08 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1380 - Siebe/BTR) ...

C 68 1999/C 068/09 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/JV.14 - Panagora/DG Bank) ...

C 68 1999/C 068/10 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1467 - Rohm and Haas/Morton) ...

C 68 1999/C 068/11 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1475 - Dexia/Crediop) ...

10/03/99

C 67 1999/C 067/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1450 - SMS/Mannesmann Demag) ...

C 67 1999/C 067/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1405 - TNT Post Group/Jet Services) ...

C 67 1999/C 067/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1375 - Volkswagen/Ford/Autoeuropa) ...

C 67 1999/C 067/03 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1452 - Ford/Volvo) ...

09/03/99

C 66 1999/C 066/07 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1476 - Adecco/Delphi) ...

C 66 1999/C 066/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/ECSC.1292 - Thyssen Handel/Mannesmann Handel) ...



C 66 1999/C 066/06 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1369 - Thyssen Handel/Mannesmann Handel) ...

06/03/99

C 64 1999/C 064/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1466 - Eaton Corporation/Aeroquip-Vickers) ...

C 64 1999/C 064/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1440 - Lucent Technologies/Ascend Communications) ...

C 64 1999/C 064/03 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1477 - Metallgesellschaft/GEA) ...

C 64 1999/C 064/02 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1363 - Dupont/Hoechst/Herberts) ...

05/03/99

C 63 1999/C 063/03 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1391 - International Paper/Union Camp) ...

C 63 1999/C 063/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1434 - Schneider/Lexel) ...

04/03/99

C 62 1999/C 062/08 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1357 - Nordic Capital/Hilding Anders) ...

C 62 1999/C 062/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1333 - Kingfisher/Castorama) ...

C 62 1999/C 062/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1433 - Carrier Corporation/Toshiba) ...

C 62 1999/C 062/09 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1372 - Hugh Baird/Scottish&Newcastle) ...

03/03/99

C 61 1999/C 061/03 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1332 - Thomson/Lucas) ...

02/03/99

C 60 1999/C 060/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1174 - RWE - DEA/HÜLS) ...

C 60 1999/C 060/08 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1382 - Tyco/AMP) ...

C 60 1999/C 060/07 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1411 - Deutsche Bank/Coral) ...

C 60 1999/C 060/06 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1453 - AXA/GRE) ...

27/02/99

L 53 1999/L 053-031 Commission Decision of 27 May 1998 relating to a proceeding pursuant to Council Regulation (EEC) No 4064/89 (Case No IV/M.1027 - Deutsche Telekom/BetaResearch) (notified under document number C(1998) 1441) (1) ...

L 53 1999/L 053-001 Commission Decision of 27 May 1998 relating to a proceeding pursuant to Council Regulation (EEC) No 4064/89 (Case No IV/M.993 - Bertelsmann/Kirch/Premiere (notified under document number C(1998) 1439) (1) ...

C 57 1999/C 057/06 Opinion of the Advisory Committee on Concentrations given at the 55th meeting on 6 May 1998 concerning a preliminary draft decision relating to Case IV/M.1027 - Deutsche Telekom/Beta Research ...

C 57 1999/C 057/05 Opinion of the Advisory Committee on Concentrations given at the 55th (supplementary) meeting on 25 May 1998 relating to Case IV/M.1027 - Deutsche Telekom/Beta Research ...

C 57 1999/C 057/04 Opinion of the Advisory Committee on Concentrations given at the 55th meeting on 6 May 1998 concerning

a preliminary draft decision relating to Case IV/M.993 - Bertelsmann/Kirch/Premiere ...

C 57 1999/C 057/03 Opinion of the Advisory Committee on Concentrations given at the 55th (supplementary) meeting on 25 May 1998 relating to Case IV/M.993 - Bertelsmann/Kirch/Premiere ...

26/02/99

L 50 1999/L 050-027 Commission Decision of 20 May 1998 declaring a concentration to be compatible with the common market and the functioning of the EEA Agreement (Case IV/M.1016 - Price Waterhouse/Coopers & Lybrand) (notified under document number C(1998) 1388) ...

C 56 1999/C 056/09 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1379 - Valmet/Rauma) ...

C 56 1999/C 056/07 Opinion of the Advisory committee on Concentrations given at the 54th meeting on 24 April 1998 concerning a preliminary draft decision relating to Case No IV/M.1016 - Price-Waterhouse/Coopers&Lybrand

25/02/99

C 54 1999/C 054/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1461 - Rabobank-Beeck/Homann) ...

24/02/99

C 53 1999/C 053/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1413 - Thomson-CSF/Racal Electronics) ...

C 53 1999/C 053/03 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1446 - Daimler Chrysler/Adtranz-ABB Daimler-Benz Transportation) ...

C 53 1999/C 053/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1406 - Hyundai/Kia) ...

C 53 1999/C 053/02 Prior notification of a concentration (Case

No IV/ECSC.1295 - Thyssen/Usinor Electrical Steels)

23/02/99

C 52 1999/C 052/07 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1370 - Peugeot/Credipar) ...

C 52 1999/C 052/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1376 - Cargill/Continental Grain) ...

C 52 1999/C 052/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1415 - BAT/Rothmans) ...

C 52 1999/C 052/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1338 - Teksid/Renault) ...

20/02/99

C 47 1999/C 047/03 Renotification of a previously notified concentration (Case No IV/M.1464 - Total/PetroFina) ...

18/02/99

C 44 1999/C 044/03 Renotification of a previously notified concentration (Case No IV/M.1397 - Sanofi/Synthelabo) ...

C 44 1999/C 044/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1369 - Thyssen Handel/Mannesmann Handel) ...

C 44 1999/C 044/06 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1462 - TRW/Lucas Varity) ...

C 44 1999/C 044/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/ECSC.1292 - Thyssen Handel/Mannesmann Handel) ...

17/02/99

C 42 1999/C 042/08 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1460 - Lafarge/Titan) ...

C 42 1999/C 042/07 Initiation of proceedings (Case No IV/M.1328 - KLM/Martinair) ...

C 42 1999/C 042/09 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1456 - Dura/Adwest) ...

16/02/99

C 41 1999/C 041/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1330 - Pechiney/Samancor) ...

C 41 1999/C 041/04 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1394 - Alba/Otto) ...

C 41 1999/C 041/03 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1198 - BAE/SAAB) ...

13/02/99

C 39 1999/C 039/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1358 - Philips/Lucent Technologies (Deconcentration)) ...

12/02/99

C 38 1999/C 038/06 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1349 - CVC Capital Partners/Dynoplast) ...

C 38 1999/C 038/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1341 - Westdeutsche Landesbank/Carlson/Thomas Cook) ...

C 38 1999/C 038/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1447 - Deutsche Post/trans-o-flex) ...

10/02/99

C 36 1999/C 036/08 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1340 - BNP/Dresdner Bank - Austrian JV) ...

C 36 1999/C 036/07 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1420 - BASF/Svalöf Weibull) ...

C 36 1999/C 036/06 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1442 - MMP/AFP Corrugated) ...

09/02/99

C 34 1999/C 034/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1359 - Royale Belge/Anhyp) ...

06/02/99

C 32 1999/C 032/07 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1402 - Gaz de France/Bewag/Gasag) ...

C 32 1999/C 032/09 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1435 - Ford/Jardine) ...

C 32 1999/C 032/04 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1368 - Ford/ZF) ...

C 32 1999/C 032/05 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1356 - Metsä-Serla/UK Paper) ...

C 32 1999/C 032/06 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1171 - PTA/Telecom Italia/Telekom Austria) ...

04/02/99

C 29 1999/C 029/08 Non-opposition to a notified concentration (Case No IV/M.1336 - Deutsche Bank/Vianova) ...

03/02/99

C 28 1999/C 028/04 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1423 - CRH/Ibstock) ...

C 28 1999/C 028/03 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1371 - La Poste/Denkhaus) ...

02/02/99

C 27 1999/C 027/06 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1437 - CVC/WMO-Wavin) ...

C 27 1999/C 027/05 Prior notification of a concentration (Case No IV/M.1381 - Imetal/English China Clays) ...

STATE AID

27/05/99

L 131 1999/L 131-0061 Commission Decision of 30 September 1998 concerning aid which Austria plans to grant to



Agrana Stärke GmbH to build and convert starch production facilities (notified under document number C(1998) 3023)

26/05/99

L 130 1999/L 130-0020 Commission Decision of 1 July 1998 on aid granted by Germany to Chemieanlagenbau Staßfurt Text with EEA relevance(notified under document number C(1998) 2050)

22/05/99

L 129 1999/L 129-0030 Commission Decision of 16 September 1998 authorising subject to conditions, aid granted by Italy to Società Italiana per Condotte d'Acqua SpA Text with EEA relevance(notified under document number C(1998) 2858)

C 144 1999/C 144-0004 State aids - Invitation to submit comments pursuant to article 88(2) (ex Article 93(2)) of the EC Treaty, concerning the aid/measure C 11/99 (ex NN 3/99) - the Netherlands - Investment aid for Hewlett Packard-SCI SystemsText with EEA

C 144 1999/C 144-0003 Authorisation for State aid pursuant to Articles 87 and 88 (ex Articles 92 and 93) of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objectionsText with EEA relevance

C 144 1999/C 144-0002 Authorisation for State aid pursuant to Articles 87 and 88 (ex Articles 92 and 93) of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objectionsText with EEA relevance

21/05/99

L 128 1999/L 128-0001 Commission Decision of 14 August 1998 on aid granted by Greece to Olympic Airways (notified under document number C(1998) 2423)

13/05/99

C 133 1999/C 133-0007 State aids - Invitation to submit comments

pursuant to Article 88(2) (ex Article 93(2)) of the EC Treaty, concerning the aid C 64/98 (ex NN 95/97) - Italy - Istituto Poligrafico e Zecca dello StatoText with EEA relevance

08/05/99

C 129 1999/C 129-0009 Authorisation for State aid pursuant to Articles 87 and 88 (ex Articles 92 and 93) of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections

C 129 1999/C 129-0010 Authorisation for State aid pursuant to Articles 87 and 88 (ex Articles 92 and 93) of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objectionsText with EEA relevance

C 129 1999/C 129-0002 State aids - Invitation to submit comments pursuant to Article 88(2) (ex Article 93(2)) of the EC Treaty concerning the measure C 12/99 (ex N 380/98 and C 75/98) - Belgium (Flanders) - Compensations under the manure decree

05/05/99

L 117 1999/L 117-0042 Commission Decision of 10 June 1998 on State aid that the Liguria region (Italy) plans to grant to agricultural cooperatives (notified under document number C(1998) 1714)

L 117 1999/L 117-0044 Commission Decision of 22 December 1998 on German aid to the coal industry for 1999 Text with EEA relevance(notified under document number C(1998) 4569)

04/05/99

L 116 1999/L 116-0036 Commission Decision of 29 July 1998 giving conditional approval to the aid granted by Italy to Banco di Napoli (notified under document number C(1998) 2495) Text with EEA relevance

01/05/99

C 120 1999/C 120-0003 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid C 8/99 (ex N 834/97) - Italy - Fiat RivaltaText with EEA relevance

C 120 1999/C 120-0006 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid/measure C 9/99 (ex N 838/97) - Italy - Fiat Mirafiori MeccanicaText with EEA relevance

C 120 1999/C 120-0012 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid/measure C 5/99 (ex N 728/97) - Italy - Fiat Mirafiori CarrozzeriaText with EEA relevance

C 120 1999/C 120-0016 State aid - Communication from the Commission concerning State aid C 32/98 (ex NN 22/98) involving aid for debt settlement and consolidation of agricultural cooperatives and other enterprises through the Agricultural Bank of Greece

C 120 1999/C 120-0017 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid C 16/99 (ex NN 108/98) - Germany (Thüringen) - Loan for the Ostthüringer Obst- und Gemüseabsatzzentrale Laasdorf e. G. (OGAZ)

C 120 1999/C 120-0002 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objectionsText with EEA relevance

29/04/99

L 111 1999/L 111-0073 EFTA Surveillance Authority Decision No 317/98/COL of 4 November 1998 on the fifteenth amendment of the Procedural and Substantive Rules in the Field of State

L 111 1999/L 111-0046 EFTA Surveillance Authority Decision No 316/98/COL of 4 November 1998 on the fourteenth amendment of the Procedural and Substantive Rules in the Field of State Aid
C 117 1999/C 117-0005 Authorisation of State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 1(3) of Protocol 3 to the Surveillance and Court Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objection
C 117 1999/C 117-0006 Authorisation of State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 1(3) of Protocol 3 to the Surveillance and Court Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objections
C 117 1999/C 117-0005 Authorisation of State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 1(3) of Protocol 3 to the Surveillance and Court Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objection
C 117 1999/C 117-0006 Authorisation of State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 1(3) of Protocol 3 to the Surveillance and Court Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objections

27/04/99

L 109 1999/L 109-0014 Commission Decision of 2 December 1998 on German aid to the coal industry for 1998 (notified under document number C(1998) 4026)
L 109 1999/L 109-0001 Commission Decision of 16 September 1998 authorising, subject to condition, aid granted by Italy to Italstrade SpA (notified under document number C (1998) 2859)
L 109 1999/L 109-0051 Commission Decision of 9 December 1998 on the measure Austria for the clean-up of the Kiener Deponie Bachmanning

landfill (notified under document number C(1998) 4195)
L 108 1999/L 108-0034 Commission Decision of 22 July 1998 on the misuse of restructuring aid for MTW-Schiffswerft and Volkswerft Stralsund, two companies formerly belonging to Bremer Vulkan Verbund(notified under document number C(1998) 2405)
L 108 1999/L 108-0044 Commission Decision of 25 November 1998 on State aid granted by Germany to Draiswerke GmbH Text with EEA relevance(notified under document number C(1998) 3800)

24/04/99

C 113 1999/C 113-0025 Authorisation for State Aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections
C 113 1999/C 113-0007 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning aid C 2/99 (ex NN 134/98) - France - aid to shipbuilding - ACH
C 113 1999/C 113-0004 State aid - Invitation to submit comments under Article 93(2) of the EC Treaty concerning measure C 82/98 (ex N 568/97) - Austria - Directives promoting the rearing of she-goats
C 113 1999/C 113-0014 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid C 3/99 (ex NN 145/98) - Spain - excess of aid to publicly owned yards
C 113 1999/C 113-0016 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning aid C 6/99 (ex N 729/97) - Italy - Fiat Piedimonte San Germano(Cassino)
C 113 1999/C 113-0009 State aid - Notice to submit comments under Article 6(5) of the Steel Aid Code concerning the aid C 10/99 (ex

NN 55/98) - Germany - Salzgitter AG, PreussagStahl AG and iron and steel subsidiaries of the SAG group
C 113 1999/C 113-0022 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid C 7/99 (ex N 730/97) - Italy - Fiat Termoli
C 113 1999/C 113-0026 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections
C 113 1999/C 113-0028 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections
C 113 1999/C 113-0019 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty concerning the aid C 4/99 (ex N 727/97) - Italy - Fiat Pomigliano

22/04/99

C 111 1999/C 111-0009 Authorisation for State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 1(3) of Protocol 3 to the Surveillance and Court Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objections
C 111 1999/C 111-0010 Authorisation of State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 11 of the Act referred to in point 1b of Annex XV to the EEA Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objections
C 111 1999/C 111-0010 Communication from the EFTA Surveillance Authority on the 16th Amendment of the procedural and substantive rules in the field of State aid

17/04/99

C 108 1999/C 108-0005 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC



Treaty, concerning the aid C80/98 (ex N460/98) - Netherlands - Rationalisation of pig assembly centers ...

C 108 1999/C 108-0009 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 6(5) of Decision No 2496/96/ECSC concerning the aid/measure C73/98 (ex N261/98) - Germany - Neue Maxhütte Stahlwerke GmbH - environmental protection measures

C 108 1999/C 108-0012 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty, concerning the aid/measure C 75/98 (ex NN 45/98) - Belgium (Flanders) - Compensations under the manure decree ...

C 108 1999/C 108-0026 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty, concerning the aid/measure C 85/98 (ex NN106/98) - Germany - incorrect application of the de minimis rules under the Thuringia consolidation programme of 20 July 19 ...

C 108 1999/C 108-0029 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty, concerning the aid/measure C 87/98 (ex NN137/98) - Germany - incorrect application of the de minimis rules under the Thuringia SME loans programme of 24 January 199 ...

C 108 1999/C 108-0032 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 108 1999/C 108-0002 State aid - Invitation to submit comments pursuant to Article 93(2) of the EC Treaty, concerning the aid C 81/98 (ex N 421/97) - Italy - measures under Law No 30/98 in favour of the port sector

10/04/99

C 99 1999/C 099-0016 Authorisation for State aid pursuant

to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ... C 99 1999/C 099-0009 State aid - France ...

C 99 1999/C 099-0002 State aid - C1/99 (N267/98 and NN133/98) - Ireland ...

C 99 1999/C 099-0017 State aid - C 53/98 (ex N 31/98) - Italy

06/04/99

C 93 1999/C 093-0064 Opinion of the Committee of the Regions on:

- the 'Proposal for a Council Regulation (EC) laying down detailed rules for the application of Article 93 of the EC Treaty', and
- the 'Regional and local room for manoeuvre in economic policymaking ...

01/04/99

C 92 1999/C 092-0004 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 92 1999/C 092-0005 State aid - C86/98 (ex NN135/98) - Italy ...

C 92 1999/C 092-0003 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 92 1999/C 092-0003 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

30/03/99

L 86 1999/L 086-0017 Commission Decision of 17 June 1998 on aid measures for farming under Laws Nos 44/89 and 57/92 of the Region of Lazio (Italy) (notified under document number C(1998) 1893) ...

C 88 1999/C 088-0007 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

27/03/99

L 83 1999/L 083-0062 Commission Decision of 13 May 1998 on aid granted by Germany to Herborn und Breitenbach GmbH (ex-Drahtziehmaschinenwerk Grüna GmbH) (notified under document number C(1998) 1687) ...

L 83 1999/L 083-0069 Commission Decision of 1 July 1998 concerning aid which the Region of Friuli Venezia Giulia plans to grant to the steel company Servola SpA (notified under document number C(1998) 1941) ...

L 83 1999/L 083-0001 Council Regulation (EC) No 659/1999 of 22 March 1999 laying down detailed rules for the application of Article 93 of the EC Treaty ...

L 83 1999/L 083-0072 Commission Decision of 29 July 1998 on aid granted by the Land of Lower Saxony (Germany) to Georgsmarienhütte GmbH (notified under document number C(1998) 2556) ...

26/03/99

C 84 1999/C 084-0005 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 84 1999/C 084-0006 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 84 1999/C 084-0008 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 84 1999/C 084-0009 State aid - C61/97 (ex N771/96 and NN128/96) - Germany ...

24/03/99

C 81 1999/C 081-0008 Authorisation for State Aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC

Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...
C 81 1999/C 081-0006 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...
C 81 1999/C 081-0007 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

23/03/99

C 80 1999/C 080-0003 State aid - C84/98 (ex N100/98) - Germany ...

19/03/99

C 76 1999/C 076-0002 State aid - C72/98 (ex N702/97) - Germany ...

17/03/99

C 73 1999/C 073/09 State aid - C69/98 (ex NN118/98) - Germany

16/03/99

C 72 1999/C 072/04 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...
C 72 1999/C 072/03 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

13/03/99

C 70 1999/C 070/10 State aid - C39/98 (ex NN53/98) - France ...

12/03/99

L 63 1999/L 063-066 Commission Decision of 22 July 1998 concerning the notified capital increase of Air France (notified under document number C(1998) 2404) ...
L 63 1999/L 063-055 Commission Decision of 1 July 1998 on aid granted and to be granted by Italy to Keller SpA and Keller Meccanica

SpA (notified under document number C(1998) 2047) ...

L 63 1999/L 063-063 Commission Decision of 14 July 1998 on guarantees granted to Eisen- und Stahlwalzwerke Rötzel GmbH (notified under document number C(1998) 2369) ...

C 69 1999/C 069/05 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 69 1999/C 069/04 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

11/03/99

C 68 1999/C 068/13 Authorisation for State aid pursuant to Article 61 of the EEA Agreement and Article 1(3) of Protocol to the Surveillance and Court Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objections ...

10/03/99

C 67 1999/C 067/07 State aids - C76/98 (NN95/98) - United Kingdom (Northern Ireland) ...
C 67 1999/C 067/08 Commission communication concerning the extension of the Guidelines on State aid for rescuing and restructuring firms in difficulty ...

09/03/99

L 60 1999/L 060-061 Commission Decision of 20 May 1998 concerning State aid for the processing and marketing of German agricultural products which might be granted on the basis of existing regional aid schemes (notified under document number C(1998) 1712) ...

L 60 1999/L 060-074 Commission Decision of 29 July 1998 on aid granted by Germany to the companies Sophia Jacoba GmbH and Preussag Anthrazit GmbH for

1996 and 1997 (notified under document number C(1998) 2476) ...

05/03/99

C 63 1999/C 063/02 State aid - C 77/98 (NN 128/98) - Italy ...

04/03/99

C 62 1999/C 062/10 State aid - C 79/98 (NN 21/98) - France ...

03/03/99

C 61 1999/C 061/06 State aid - C31/98 (N618/98 and N9/98, NN64/97) - France ...
C 61 1999/C 061/05 State aid - C74/98 (N623/98) - France ...

02/03/99

C 60 1999/C 060/03 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...
C 60 1999/C 060/04 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

27/02/99

L 52 1999/L 052-048 Commission Decision of 22 April 1998 on State aid for Triptis Porzellan GmbH (in liquidation), Thuringia (notified under document number C(1998) 1324) ...

26/02/99

C 56 1999/C 056/03 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

25/02/99

C 54 1999/C 054/03 State aid - C58/98 (ex NN66/97, N509/97 and N16/98) - Belgium (Flanders) ...
C 54 1999/C 054/04 State aid - C50/98 (N607/A/97) - Greece ...



23/02/99

L 47 1999/L 047-006 Commission Decision of 13 May 1998 on State aid granted by Italy by way of tax relief under Law No 549/95 to firms in the motor vehicle, shipbuilding and synthetic fibres industries and to steel firms covered by the ECSC Treaty (notified under docume ...

C 52 1999/C 052/08 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 52 1999/C 052/09 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

20/02/99

L 46 1999/L 046-052 Commission Decision of 25 February 1998 on development aid granted by Germany for the construction of a dredger sold to Indonesia (notified under document number C(1998) 583) ...

L 46 1999/L 046-056 Commission Decision of 14 July 1998 on State aid in favour of Fabricantes Vascos de Herramientas SA (Favahe SA) and its successors (notified under document number C(1998) 2362) ...

C 47 1999/C 047/05 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 47 1999/C 047/04 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

19/02/99

L 45 1999/L 045-051 Commission Decision of 17 June 1998 concerning aid granted by Luxembourg to ProfilARBED in connection with its investment in environmental protection (notified

under document number C(1998) 1764) ...

L 45 1999/L 045-046 Commission Decision of 22 April 1998 on aid granted by Germany to SHB Stahl- und Hartgußwerke Bösdorf AG (notified under document number C(1998) 1325) ...

18/02/99

L 44 1999/L 044-037 Commission Decision of 10 June 1998 concerning State aid in favour of Coopérative d'exportation du livre français (CELFI) (notified under document number C(1998) 1728) ...

C 44 1999/C 044/07 Authorisation for State aid pursuant to Articles 61 of the EEA Agreement and Article 11 of the Act referred to in point 1b of Annex XV to the EEA Agreement - EFTA Surveillance Authority decision not to raise objections ...

17/02/99

C 42 1999/C 042/10 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

16/02/99

C 41 1999/C 041/07 State aid - C66/98 (NN113/98) - Germany ...

13/02/99

C 39 1999/C 039/02 State aids - C63/98 (N362/98) - Germany ...

C 39 1999/C 039/03 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

06/02/99

C 32 1999/C 032/02 State aid - C 23/98 (ex N895/96) - Austria ...

C 32 1999/C 032/03 Authorisation for State aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

04/02/99

C 29 1999/C 029/04 Authorisation for State Aid pursuant to Articles 92 and 93 of the EC Treaty - Cases where the Commission raises no objections ...

C 29 1999/C 029/06 State aid - C41/98 (ex N204/98) - Germany ...

C 29 1999/C 029/05 State aid - C 65/98 (NN 115/98, ex N171/97) - Spain ...

03/02/99

L 29 1999/L 029-028 Commission Decision of 14 July 1998 concerning State aid in favour of 'Porcelanas del Norte SAL (Ponsal)/Comercial Europea de Porcelanas SAL (Comepor)' (notified under document number C(1998) 2364) ...

C 28 1999/C 028/05 State aid - C47/98 (ex NN41/98) - Italy ...

LIBERALISATION

08/05/99

C 129 1999/C 129-0011 Communication from the Commission pursuant to Article 8 of Directive 93/38/EEC with EEA relevance

COURT OF JUSTICE / COURT OF FIRST INSTANCE

DEVANT LE TRIBUNAL

Aff. T-64/99

RJB Mining plc / Commission : Recours en carence tendant à faire constater que la Commission s'est illégalement abstenue de prendre une décision sur la plainte de la requérante concernant l'examen d'une prétendue aide d'état non notifiée que les autorités allemandes auraient octroyée dans le cadre de l'acquisition du contrôle de

Saarbergwerke AG et Preussag Anthrazit GmbH par RAG AG (affaire no. IV/ECSC 1252 - RAG/Saarbergwerke AG/Preussag Anthrazit)

DEVANT LA COUR

Aff. C-419/98

Marcella Moretti / Banco Ambrosiano Veneto SpA : Préjudicielle - Pretura circondariale di Genova - Interprétation des art. 85 et 86 du traité CE - Secteur bancaire d'un Etat membre appliquant, dans ses rapports avec les clients titulaires de comptes courants, des conditions uniformes relatives à l'ouverture et la garantie d'une ligne de crédit - Fixation des taux d'intérêts créditeurs

Aff. C-428/98 P

Deutsche Post AG / International Express Carriers Conference (IECC) e.a. : Pourvoi contre l'arrêt du Tribunal (troisième chambre élargie), rendu le 16 septembre 1998, dans les affaires jointes T-133/95 et T-204/95 opposant International Express Carriers Conference (IECC) à la Commission - Annulation partielle d'une décision de la Commission

portant rejet partiel d'une plainte - Repostage

Aff. C-449/98 P

International Express Carriers Conference (IECC) / Commission e.a. : Pourvoi contre l'arrêt du Tribunal (troisième chambre élargie), rendu le 16 septembre 1998, dans l'affaire T-110/95 opposant International Express Carriers Conference (IECC) à la Commission - Rejet d'un recours en annulation contre le rejet partiel d'une plainte - Repostage

Aff. C-450/98 P

International Express Carriers Conference (IECC) / Commission e.a. : Pourvoi contre l'arrêt du Tribunal (troisième chambre élargie), rendu le 16 septembre 1998, dans les affaires jointes T-133/95 et T-204/95 opposant International Express Carriers Conference (IECC) à la Commission - Annulation partielle d'une décision de la Commission portant rejet partiel d'une plainte - Remail

Aff. C-479/98

Espagne / Commission : Annulation de la décision C(98)3437 final de la Commission, du 28 octobre 1998,

relative à une aide accordée à l'entreprise SNIACE SA - Rééchelonnement d'une dette envers l'institution de sécurité sociale - Accords de remboursement conclus avec le Fondo de Garantía Salarial (FOGASA)

Aff. C-480/98

Espagne / Commission : Annulation de la décision C(98)3211 finale de la Commission, du 14 octobre 1998, relative à une aide d'Etat accordée aux entreprises du groupe MAGEFESA

DG IV'S ADDRESS ON THE WORLD WIDE WEB

http://europa.eu.int/comm/dg04/index_en.htm

COMING UP

Competition Policy Newsletter 99 - Octobre -

XXVIII Report on Competition Policy 1998



Cases covered in this issue

Court of First Instance

- 19 Gencor / Lonrho (Merger)

Anti-Trust Rules

- 25 IMA

Mergers

- 28 Rewe / Meinl
29 Danish Crown / Vestjyske Slagterier
30 BT / AT&T
 KLM / Martinair
 Hutchinson / Whampoa / RMPM / ECT
31 Astra / Zeneca
 Total / Petrofina
 Rabobank / Beeck / Homann
32 London Electricity / Electricité de France
 Endemol Entertainment (arrêt du TPI)
33 Sanofi / Synthélabo

Liberalisation

- 34 Commission c/ France

State Aid

- 44 Spain - multisectoral Framework
45 Germany - Graphischer Maschinenbau
46 Germany - Public special interest channels
47 Ireland - CHDA
 Allemagne - Kali und Salz
48 Netherlands - Nerefco-refinery

PLEASE HELP US TO KEEP YOU INFORMED

The EC Competition Policy Newsletter is available free of charge. If you want to receive it, please mail this form.

Also use this form to notify us of changes in your address: in that case please do not forget to join the "subscription registration" Number (code appearing on the left of each label and beginning with O/-----).

This sheet should be returned to the following address:

Commission européenne
DG IV – Cellule Information
C150, 00/158
Rue de la Loi 200
B – 1049 BRUXELLES

Please tick appropriate box

- ☐ Please add my name to your mailing list
- ☐ Please delete my name from your mailing list (*)
- ☐ Please amend my name and address as shown below (*)

(*) My registration Number is as follows: O/.....

Name:

Position:

Organisation:

Department:

Full Address:

.....

Postcode: City: Country:

Type of Organisation: (Please tick appropriate box):

- ☐ (AUTHO) *National Competition Authority*
- ☐ (PERM) *Permanent Representation to EU*
- ☐ (MISS) *Mission of third country to EU*
- ☐ (INT) *EU Institution/Official*
- ☐ (UNIV) *University Department/Library*
- ☐ (-) *Law firm/Solicitor/Consultant*
- ☐ (PRESS) *Press/Journalist*
- ☐ (DOC) *Professional Associat./Ministry/Research Center*
- ☐ *Other*

Main language spoken : please tick only one :

EN	FR	DE	IT	NL	DA	ES	PT	SV	FI	GR
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>